



LE TRAVAIL
CREVE

*Anthologie de textes
contre le travail
et le travaillisme*

CREVE
LE TRAVAIL

SOMMAIRE

Introduction	1
Années 70	2
Années 80	5
Années 90	20
Mouvement des chômeurs	25
Mouvement anti CPE	38
Années 2010	43
Mouvement loi Travail	50
Mouvement Retraites	57
Réforme RSA	64
Réflexions Inactuelles	72



Introduction

Anti-travail et révolution

Contre tous ceux qui, de longue date, naturalisent le travail en en faisant l'essence de l'homme (reprenant à leur compte le pesant héritage chrétien du « tu gagneras ton pain à la sueur de ton front »), voire en en faisant un impondérable de la liberté, il nous a semblé important de publier plusieurs traces des agitations passées et présentes contre le travail et son idéologie valorisante (le travaillisme) qui démentent bien cette fiction d'une nature humaine intrinsèquement laborieuse... Non, nombreux sont ceux qui chaque jour escamotent le labeur, rallongent les pauses clope, utilisent à bon escient les arrêts de toute sorte, s'organisent et ragent, et nous pensons que c'est dans ce refus que résident des fermentes révolutionnaires qui ne sauraient être captés par les révolutionnaires en chef d'aujourd'hui et de demain. La perspective révolutionnaire anti-autoritaire ne peut être dissociée de la lutte contre le travail et l'anti-travaillisme. C'est ce lien indéfectible qui nous intéresse à travers la constitution de cette liasse de textes : pour la révolution, sans programme, sans cadres, sans chefs, sans nouvel Etat, et contre le travail, indissociablement.

Alors avant toute chose, on ne trouvera pas ici de contorsions pour sauver le travail. On jette le bébé travail avec toute l'eau du bain, largement : le problème n'est pas seulement le travail salarié qu'on opposerait à un "travail libéré", ni non plus un travail qui a du "sens" et celui qui n'en aurait pas. Le problème n'est vraiment, vraiment pas la forme actuelle, c'est ce fond même qui a la dent dure, ce sale fond de devoir, de courbage d'échine, de peur qui se fait s'agiter indépendamment du désir (que ce soit en faveur d'un patron, d'un curé, d'une famille, d'une idée morale, d'une panique face à l'oisiveté possible, ou simplement même d'une crainte atavique du manque). Si nous ne savons pas exactement ce qu'est la liberté, ne l'ayant point connue, mais la cherchant dans la révolte, nous savons du moins que son exact antagoniste est le travail.

La rhétorique travailliste qu'on peut retrouver dans les aires révolutionnaires s'attache souvent à associer le travail à toute forme de contrainte réelle, faisant enfler le sens du mot travail comme un vulgaire soufflé : manger, cuisiner, aller aux toilettes, se laver, border son enfant, étendre son linge, puis finalement même lutter, deviennent des variations sur un inévitable et intemporel travail. Ainsi, vivre devient travailler, et travailler devient vivre, et comme toujours avec le travail, toutes les multiples façons d'agir et de se mouvoir dans le monde sont complètement désingularisées et aplatis sous un même prisme. Il y a tout de même quelque chose de fortement idéologique là-dedans, non ? Les animaux travaillent-ils lorsqu'ils sont soumis à leurs impératifs de vie, à leurs migrations, à leurs chasses ? Non, alors pourquoi les humains travailleraient-ils dès lors qu'ils assurent "la continuation de la vie, indépendamment de lorsqu'ils agissent exploités et contraints par autrui ? Pourquoi vouloir sauver le travail de l'exploitation ? C'est peut-être que nos vies sont tellement pressurisées et sur-exploitées par notre mise au travail, depuis la plus petite enfance, que l'on ne sait plus quel goût peut avoir un agir complètement libéré des injonctions sociales et économiques ? Voir même que les travailistes ont finalement peur de toute cette manne de temps et

de possible qui surgit dès qu'on ne travaille pas ? Il est temps de considérer sérieusement l'hypothèse selon laquelle les ardents défenseurs du travail intemporel et « libéré du capital » sont des névrosés paniqués de 1) devoir faire la vaisselle des autres ; 2) déprimer en se sentant d'un coup très vide et très perdu ; 3) manquer abstraitements de tout. Et peut-être qu'il faudrait dès lors considérer que cette défense, quand elle se politise et s'organise un cran de plus, donne un programme "révolutionnaire" pour mettre les uns et les autres au travail (que ce soit quatre heures par jour ne change rien au fond du problème), ce qui très vite implique de développer des moyens coercitifs pour s'assurer que le travail est fait, donc de détacher des humains qui vont fliquer les autres, donc de reconduire l'exploitation ou le contrôle des uns par les autres (ou si le fantasme est celle d'une auto-exploitation égalitaire et spontanée des masses, c'est heureusement complètement illusoire puisque les humains sauront toujours se révolter, mais c'est même peut-être encore pire). Alors au lieu de se faire arnaquer une énième fois par les révolutionnaires qui chercheront à imposer un programme à l'emploi du temps cadencé, tentons dès aujourd'hui d'entraver le travaillisme en plus de nos révoltes contre le travail actuel.

On trouvera dans cette liasse plusieurs textes venus d'horizons anti-autoritaires multiples (anarchistes et communistes mais pas que, collectifs de chômeurs, journal des Handicapés Méchants...) qui agitent la lutte contre le travail en partant de raisonnements différents (parfois même divergents). Cette liasse est évidemment très loin d'être exhaustive, de nombreux autres textes mériteraient d'être réunis et republiés actuellement d'une manière ou d'une autre. Nous avons privilégié les textes associés à une forme d'intervention, mettant donc de côté des textes plus théoriques également passionnantes (on trouvera en fin de liasse des références pour poursuivre la réflexion).

C'est souvent à cause du retour au travail que les mouvements de révolte s'arrêtent, ou du moins ne débordent pas. Le travail encadre tellement de temps et tellement de gens qui, autrement, pourraient s'organiser ensemble ! En intervenant dans des mouvements en axant l'intervention contre le travail en général, et non contre telle ou telle condition, telle ou telle législation, on peut espérer contribuer bien plus nettement au débordement de la révolte, car l'assignation quotidienne des uns et des autres à leur lieu de travail est l'un des piliers du maintien de l'ordre. C'est d'ailleurs en partie pour cette raison que même dans des contextes où il y a un manque d'emplois, tout est fait pour que l'on travaille d'une manière ou d'autre (ou que l'on ne s'éloigne pas trop du travail). Depuis plusieurs décennies, le marché de l'insertion est en plein essor, en donnant du travail à de nouveaux contrôleurs, conseillers et assistants sociaux, et en donnant du travail consistant à faire semblant de travailler ou à travailler à montrer qu'on travaille à l'insertion dans le marché du travail à tous les non-employés. Les attaques contre les RSAstes et les chômeurs se poursuivent au fil des mutations de l'ANPE en Pôle Emploi, puis de Pôle Emploi en France Travail, et la gauche est à l'avant-garde de tout ce travaillisme moderne.

Années 70

Vive le 1^{er} mai de la paresse

G.R.A.T, Groupe de Résistance Au Travail, 1^{er} mai 1973

La formation professionnelle

Handicapés Méchants n°13-14, 1979

VIVE LE 1^{ER} MAI DE LA PARESSE

Dans le métro, on achète un ticket pour payer des poinçonneurs et maintenant des gens qui conçoivent et fabriquent les machines automatiques à poinçonner. En fait on pourrait très bien dire à tous ces gens de rester chez eux, de rigoler, baiser cu d'aider ceux qui fabriquent des trucs utiles à tous. On leur donnerait l'argent et ça ne changerait rien. Il n'y aurait rien de plus, rien de moins et pourtant on les oblige à être là de 8h à 17h par jour à ne rien produire qui serve à rien. Les 2/3 des emplois sont inutiles ou parasitaires ce qui veut dire qu'on ne pourrait travailler que le 1/3 de ce qu'on fait aujourd'hui.

VIVE LA JOURNÉE DE 3H.

Le travail n'est pas fait pour l'homme,
la preuve c'est que ça le fatigue!

LE TRAVAIL EST CON
LE TRAVAIL REND CON
FRANÇAIS, IMMIGRES TRAVAILLONS MAL
CONSERVONS NOTRE ENERGIE POUR LUTTER ET JOUIR

—
N'AYONS PLUS Honte, n'ayons plus qu'elles plus qu'en a soin
d'aller souvent au bistro cu au distributeur
de nous laver les mains et de nous habiller avant l'he
l'heure
ne pas nous jeter sur l'établissement après la sonnerie

Y'EN A RAS L'bol DE GRATTER

A bas la conscience professionnelle, invention des patrons
pour nous obliger à les servir volontairement.

En fait, on travaille toute sa vie comme des cons pour se payer des gadgets, des voitures, télés, pavillons... Un s'y accroche avec acharnement faute de ne pouvoir en profiter tellement on est crevés en rentrant du travail.

On en a plein le cul d'attendre la pause, la sortie, le week-end, puis la retraite.

ON EN A MARRE D'ATTENDRE TOUTE LA VIE.

RESISTANCE AU TRAVAIL

G.R.A.T.
Groupe de Résistance Au Travail
aie aie aie aie

HANDICAPÉS MÉCHANTS

LA FORMATION PROFESSIONNELLE

La bourgeoisie et nos dirigeants capitalistes se font un plaisir de valoriser la réinsertion des handicapés dans le milieu du travail ; leur centre a bien souvent le nom de RÉADAPTATION FONCTIONNELLE et PROFESSIONNELLE. Oui ! la CLASSE DIRIGEANTE va avec ses spécialistes de la chirurgie et autres essayer de vous redonner une caricature de valides, mais ne vous en faites pas, ce n'est pas pour votre intérêt, dans dans le leur. Effectivement, les éducateurs et ergothérapeutes vont se faire un plaisir de récupérer le peu de vos membres qui peuvent encore fonctionner, en donner les détails sur un dossier qui ira droit à une commission qui s'appelle la COTOREP, là on vous fera subir tout un tas de papiers administratifs à remplir, ensuite, bon pour le test psychotechnique, après vous aurez droit à un entretien avec une psychologue. Eh oui ! il va falloir te faire comprendre que de tes aspirations on s'en fout, que tu devras te plier au métier qu'on va t'avoir choisi, car c'est là que tu seras le plus rentable. Alors, pour te convaincre, on te rappellera que tu es un infirme et que tu ne dois pas être un rêveur ni un prétentieux qui ose émettre une opinion ; si tu es manchot, tu as deux métiers à choisir : comptable ou employé de bureau si tes capacités intellectuelles sont jugées bonnes, sinon, on te trouvera un travail très répétitif dans un CAT ou Atelier Protégé ; avec le temps et une bonne surveillance tu deviendras rentable, t'en fais pas ! On s'occupe de toi. Ainsi, suivant ton handicap, la bourgeoisie va décider de ton avenir, de ta vie en quelque sorte. Tu vas donc te retrouver dans un centre de soi-disant formation professionnelle qui est agréé par le ministère du Travail. Dès ton arrivée, on te remettra le règlement de la maison, il faudra savoir t'y plier sinon gare à toi, la porte : ensuite la visite à ton directeur, un ancien sous-off de l'armée bien

gras, bien à même de te dresser. Bien souvent ils ont un surveillant général, un caméléon qui est lui aussi un ancien sous-off du système (flic, armée). Ces gardiens n'ont ni culture ni formation technique, leur culot et le bla-bla-bla compensent leur crasse. Ils ont le toupet efficace et le mot qui fait choc, on les paie grassement. Puis le troupeau de handicapé(e)s étant au complet, les gardiens vigilants vont avoir pour mission de pratiquer un conditionnement qui devra avoir comme effet sur les handicapés de tuer complètement leur sens critique et une certaine nostalgie de la « liberté » perdue. Pourtant, au sein du troupeau, il y en a qui pensent et qui contestent, de deux choses l'une. Ils se révoltent. Ou ils désespèrent. Puis ensuite tu iras avec tes moniteurs, eux ont pour mission de te faire travailler le plus possible et le plus vite possible. D'ailleurs, ton stage sera sous la formation professionnelle des adultes, ce qui veut dire un an de stage, au lieu de trois ans dans les lycées et autres. De plus, tu auras à compenser ton handicap, tu te retrouveras à des centaines de kilomètres de ta famille, autant d'obstacles que tu devras surmonter et qui te voudront à l'échec. Mais tes moniteurs seront là pour te rappeler que seuls comptent par les temps modernes, l'expansion, la productivité et le rendement. Pour eux, tu es un pauvre type qui leur sert à gagner leur vie ; ils te traiteront en tant que tel en t'obligeant à te plier à leur règlement, à être docile.

Ils te forceront à accepter l'humiliation, un contrat de sous-être. Leur rôle est simple : il est de te remettre dans le système. Que veut ce système ? Il veut une masse docile et vorace, qu'on bourre, gave, engrasse et à laquelle on fait « le coup de l'oe ». Il faut un immense troupeau, avec des gardiens vigilants qui le mènent aux mangeoires d'abondance sans discussion. Tu

ne feras pas quarante heures par semaine comme les autres, mais plus, car on te donnera des devoirs et leçons, mais tu seras payé sur la base de quarante heures de travail. Il est vrai que tu toucheras le salaire de la formation continue, mais en revanche tu devras donner les deux tiers à l'Aide sociale ; ils appellent ça la participation à l'hébergement. A la fin de ton stage, que tu aies échoué ou réussi, ce sera pareil, tu te retrouveras au chômage. Les patrons prendront le prétexte que ta formation professionnelle est insuffisante ; en vérité ils ne veulent point entendre parler des bancales, bigueux, etc. Il te faudra donc accepter la loi des emplois réservés qui est égale à une surexploitation, salaire diminué (90 % du SMIC), etc. (voir brochure). Dans certains secteurs d'activités, les postes créés par les entre-

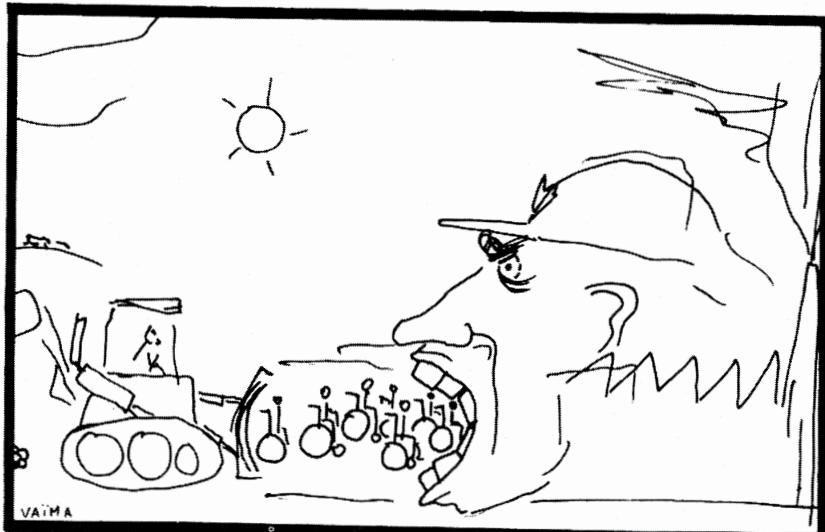
prises suffisent à peine à accorder le bénéfice d'un emploi protégé aux travailleurs de ces entreprises victimes d'accidents du travail par ailleurs, les entreprises peuvent refuser de créer des postes de travail pour les handicapé(e)s, le gouvernement ne possède aucun moyen de les y contraindre, il les encourage à appliquer la loi d'orientation 1975, voilà le gâteau empoisonné que l'on t'offre, on te mettra les fers du servage économique. Toi qui avais peut-être des espérances, un idéal de vivre dans un monde où il ferait bon vivre, tu as oublié les salauds de la médiocrité des laches qui ne pensent qu'à t'exploiter jusqu'à ton dernier souffle.

Mais revenons à ton stage, les centres se trouvent isolés des villes, cachés derrière de vieilles pierres, ceci est pour mieux te cacher. Les conditions de vie sont très dures ; extinction des feux à 22 heures, ouverture des colis, usage des véhicules personnels interdit en semaine. Permissions de sortie pour le week-end délivrées par le directeur après avis du docteur, de l'éducateur chef et du directeur des études, etc. Tout ceci est dirigé d'une main de fer par des généraux et autres. Si les pensionnaires se révoltent, les dirigeants n'hésitent pas à faire appel à la répression policière qui, on le sait, s'est traduite à l'Abbaye de Pontigny par sept stagiaires et une éducatrice hospitalisés. Si tes contestations se font trop bruyantes, alors on t'abrutira sous une masse de tranquillisants. Ensuite un congolomérat de pauvres dingues abrutis sous la masse des tranquillisants envahissent les réfectoires comme un troupeau de somnambules. Qui est coupable au juste ? Personne ! C'est précisément ce qui est dit, puis écrit péremptoirement. Ils vous diront que pour la bonne marche de l'établissement ils sont obligés d'employer ces méthodes.

Devant ces méthodes brutales, nous nous devons de réagir, amplifier nos luttes jusqu'à la destruction de ces associations

gestionnaires.

JEAN



Années 80

A bas le travail
& Travail ? Non merci !
Nous voulons TOUT n°6-7, 1983-84

Les chômeurs, c'est la classe !
Association des précaires, mai 1985

Le froid tue le chaud meurt
CASH n°1, décembre 1985

Le chômage, la précarité ?
CASH n°4, septembre-octobre 1986

Nous critiquons !
Les lascars du LEP électronique, 1986

Salariés, chômeurs ou précaires
Contre n°3, mars 1988

Marx contre le travail
Contre n°5-6, automne 1989

TRAVAIL-CHOMAGE ET Cie (I)

à Gas le travail !

La résolution individuelle qui nous pousse, vers un refus du travail pour l'obtention d'un temps libre de plus en plus vital pour nos subjectivités subversives doit, quotidiennement faire face à différents obstacles, établis par un consensus social de plus en plus astreignant. La dite "CRISE" du système capitaliste a engendré d'un côté une organisation quasi-inviolable, parce que fondée sur un besoin réel de Mobilité de Travail, de contrôle et de nouvelle distribution d'une main-d'œuvre subissant plus que jamais l'austérité des gouvernements qui se succèdent et se ressemblent ; de l'autre des conditions de travail au sein même des entreprises chapotées par une inégale répartition des Richesses dont, encore et toujours la classe ouvrière fait les frais.

La Solidarité de classe annoncée par le gouvernement Socialiste lors des dernières élections présidentielles s'est très rapidement transformée par une difficulté de plus en plus quotidienne pour ceux dont le "travail obligatoire" devenait un obstacle pour l'évolution des structures du Système Capitaliste. (Modernisation de l'appareil productif : informatisation - robotisation). Le besoin de modernisation industrielle entre dans le cercle "Mieux Produire pour Mieux Vendre", mais se soucie bien peut des conditions de vie de la Classe Ouvrière. Le chômage organisé, nous apparaît donc comme le lien "nécessaire" du développement du capitalisme. Mais Rigueur oblige : il coûte trop cher, et la réalité du sans travail devient une lutte pour la survie de nos espaces quotidiens : Pas de travail, Pas d'argent.

La démagogie de nos gouvernements c'est de faire croire à une possible résorption du chômage en mettant en avant, par le biais de la propagande, les difficultés du Système Capitaliste dont la réalité de la classe ouvrière n'a que faire.

Pour nous, il est évident que le chômeur devient de plus en plus tributaire d'un besoin de mobilité du travail engendré par la nécessité de Restructuration industrielle à l'échelle du fonctionnement National et International. La réalité des "sans travail" c'est les contrats à temps déterminés, c'est la Formation Professionnelle, c'est l'intérim etc... c'est l'obligation d'être mobile. Mais les propositions sont inchangées, le recyclage n'est qu'une illusion, l'individu devient un pion que l'on ballade où l'on veut, c'est pourquoi l'idée du Refus du Travail devient une nécessité dans la logique de la classe ouvrière même si elle n'est bien souvent qu'une velléité dans nos subjectivités prolétaires. Si nous ne voulons plus travailler, c'est que la contribution à un tel système n'intéresse plus personne : Travailler pour survivre, c'est l'aliénation de nos vies et de nos espaces, c'est l'humiliation imposée par les patrons.

Le Système nous a fait croire au Naturel d'un travail. Mais nous ne sommes pas dupes. La classe ouvrière en a ras le bol de payer les pots cassés du Capitalisme. Le sentiment d'utilité n'est plus dans nos têtes.

La classe ouvrière comprend très bien l'aspect inhumain du concept Travail. La Soumission aux logiques des patrons peut alors se retourner en faveur d'une lutte quotidienne, faite de radicalité et de Refus du Travail : (Absentéisme, Perte de temps, Chômeurs "professionnels").

Aujourd'hui la Notion de Travail est totalement dépassée, et notre utilité réside désormais dans la connaissance et dans la construction d'un nouveau quotidien où nos besoins et nos désirs peuvent s'épanouir librement.



Ce fait, bien réel pour la classe ouvrière, nous amène donc à reconcevoir nos pratiques et nos objectifs qui le moins qu'on puisse en dire, se heurtent trop souvent soit avec théorisation excessive de nos pratiques quotidiennes, soit au contraire, à un manque certain de compréhension politique. Pour nous, la reconstruc-

tion du mouvement ou de la mouvance dite Autonome passe par une évaluation commune et réaliste de nos pratiques véléitaires afin d'engendrer une pratique quotidienne réellement Autonome.

D . S . T
(Disponible, Sans Travail)

travail? non merci!

Il semble donc, que la crise du capitalisme soit fondée sur un besoin de restructuration industrielle. Mais nous ne reviendrons pas sur ce fait. Ce deuxième texte de "Travail, chômage et compagnie" s'en tiendra plus précisément à l'organisation et aux conditions de classement des demandeurs d'emploi, inscrits et comptabilisés sur les listes ANPE.

Avant tout, il est une évidence dont nous ne pouvons faire abstraction l'orsqu'il s'agit de sans-travail; les gouvernements, qu'ils soient de droite ou de gauche, ont installé sur le marché du travail un système

permettant d'offrir des statistiques toujours plus acceptables et toujours plus acceptées. En effet, le lien entre ANPE / ASSEDIC est obligatoire pour quiconque ayant perdu son emploi et désirant toucher une allocation. Ce lien permet un contrôle sans équivoque des individus à la recherche d'un emploi, mais aussi et surtout, il permet de manier les chiffres selon la volonté des manipulateurs.

Des personnes, plus ou moins fiables (organismes parallèles, syndicats ou autres) estiment entre 350.000 et 650.000 les demandeurs n'étant pas bénéficiaires des ASSEDIC. Les non-inscrits dans les dossiers ANPE ne sont pas, ici, comptabilisés; dans le cas contraire, QUELLE PANIQUE POUR NOS GOUVERNEMENTS.

Combien de fois dans nos vies quotidiennes avons nous entendu parler de ceux qui, au chômage, mènent une vie sans réelle volonté de travail. Bien souvent le bouc-émissaire social est aujourd'hui défini par le beau bien pensant, comme le jeune fauneant qui très rapidement se voit attribuer une étiquette d'assisté. De tous ces ragots sociaux nous n'avons que faire. D'abord parce que ces attaques faciles sont la conséquence d'une marginalisation délibérée des sans-travail dans nos sociétés civilisées. Mais surtout, la réalité financière qu'on nous impose n'est pas si facile.

Echappant au "NETTOYAGE" organisé des inspecteurs des ANPE, les subventions accordées aux sans "travail" sont de plus en plus dérisoires, les conditions d'accès aux ASSEDIC de plus en plus onéreuses. Que les radoteurs amoureux du travail aillent, une seule journée, jouer au prolétaire manutentionnaire, qu'ils aillent souder les carrosseries chez Renault, et espérons-le, comprendront-ils que les boulot sous-payés nous incitent à faire un choix entre 3000 fr par mois à rien foutre et 3000 fr à assurer nos esprits dans n'importe quel atelier où le patron nous mène une vie d'enfer.

Mise au point totalement réglée, nous devons préciser qu'une telle attitude est de loin très minoritaire. L'absence d'emploi est en grande majorité mal vécue par ceux qui, par obligation, fréquentent les bureaux de placement.

Mal vécu pour plusieurs raisons: -- Tout d'abord, en 1982 l'ANPE ne couvrait que 5% des offres d'emploi. Selon les prévisions 83, cela ne s'arrange pas.

-- On nous fait croire aux préoccupations des gouvernements à ce sujet. Trop belles illusions pour les chômeurs de moins de 25 ans qui ne sont pas dupes. Il s'avère



TOUT : c/ Le Chaos Final
41 rue des cinq diamants 75013 Paris

que 75 % d'entre eux attendent la fin de leurs "droits" pour véritablement se mettre à la recherche d'un emploi. -- chez les plus âgés, l'approche d'une telle situation est de loin différente. Les conséquences sur la vie privée (problèmes familiaux et autres) sont là pour en faire la preuve.

La réaction, bien normale, de trouver un emploi le plus rapidement possible est sans doute due au fait que la notion de refus du travail est hors de leur esprit conditionné. Pour eux le TRAVAIL c'est l'ARGENT et aujourd'hui sans TRAVAIL pas d'ARGENT.

Quelle galère pour ceux qui toute leur vie se sont dévoué à un patron. Nous ne pouvons leur en vouloir.

Tâchons plutôt de dénoncer toutes les magouilles conventionnelles dont le sans-travail fait les frais.

Le DROIT AUX ALLOCATIONS, plus couramment surnommé aides à la recherche d'un emploi, se distribuent aujourd'hui sur la base du salaire précédent la perte de l'emploi. Mais le nouvel inscrit doit obligatoirement justifier d'un minimum de trois mois de travail.

L'ELIMINATION BI-MENSUELLE de ceux qui n'ont pas de "bonne volonté". Tous les deux mois des inspecteurs du travail ont la difficile charge d'éliminer ceux qui, pour des raisons individuelles, n'ont pas assez rapidement trouvé un nouvel emploi, ou bien ceux qui, trop souvent en retard au pointage mensuel se voient qualifiés de chômeurs professionnels.

Quelle sale blague.

Un simple exemple; Agence LOURMEL dans le 15 ème 2 juillet 1983 : sur 3000 inscrits, 1500 seront radiés sans aucune explication (?????????)

Le RETARD CONSTANT DES ALLOCATIONS. Une fois le dossier individuel pris en charge par les ASSEDIC, il se passe entre 5 et 6 mois avant que le principal interres-

sé touche un seul franc. Pour les jeunes, 6 mois de dettes, de vols ou de régime. Certains craquent, environ 12 %, d'autres pas. Les allocations arrivent enfin, mais il faut rembourser les copains et ce n'est pas toujours évident.

Lorsqu'enfin les ASSEDIC se rendent compte qu'on est toujours là, il faut justifier de deux demandes d'emploi par mois, cela fait 12. sinon, les nettoyeurs se chargent à nouveau des cas litigieux.

Pour conclure, nous devons préciser le chômage n'est pas une facilité, mais bien au contraire une réalité quotidienne. Être chômeur aujourd'hui, c'est sans aucun doute une contrainte équivalente à celle d'un travailleur qui se donne 8 heures par jour pour pouvoir se nourrir et se loger convenablement. Les chômeurs qui volontairement ne travaillent pas subiront doublement la pression sociale, parce que dans la tête des gens, les sans-travail se nourrissent avec LEUR argent, et vu la crise et l'austérité, l'argent c'est pour celui qui travaille.

Pour nous qui refusons le travail, nous ne sommes pas prêts à vendre quotidiennement notre capacité productive pour une économie dont on a rien à foutre. C'est pourquoi, même si le chômage est une invention dégueulasse du système, sachez que nous en profiterons jusqu'au bout.

Braves gens à vos portes monnaies, la solidarité est depuis quelques temps à la mode, envoyez vos dons aux ASSEDIC et sachez que;

LE MALHEUR DES UNS NE FAIT PLUS ,
HELAS, LE BONHEUR DES AUTRES.

D . S . T
(Disponible,Sans Travail)



TOUT! SE VEUT UNE TENTATIVE POUR RELANCER UN PROCESSUS DE PRODUCTION/CIRCULATION D'INFORMATIONS & ANALYSES DANS LE MOUVEMENT. NI EXPRESSION D'UNE LIGNE, NI PROJET POLITIQUE PRÉ-CONSTITUÉ (LOIN DE TOUTE RÉALITÉ), NI TENTATIVE DE CENTRALISATION ... SEULEMENT UNE CONTRIBUTION DE QUELQUES INDIVIDUS AUTONOMES, QUI RESSENTENT LE BESOIN OBJECTIF/SUBJECTIF DE METTRE EN PLACE UN RÉSEAU D'ÉCHANGE-CONFRONTATION & RENCONTRE PROLETAIRES.

TOUT! N'ENTEND PAS ÊTRE L'EXPRESSION D'UN COURANT (LES "AUTONOMES") OU LE LIEU D'ÉLABORATION D'UNE QUELCONQUE THÉORIE FUT-ELLE "AUTONOME", MAIS BIEN PLUTÔT DE CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DE L'AUTONOMIE PROLETAIRES, COMME MOMENT D'AUTO-ORGANISATION DE LA RADICALITÉ ET DES LUTTES, COMME RENCONTRE DE NOS SUBJECTIVITÉS REBELLES.

TOUT! UN LIEU OUVERT PARCEQUE NOUS FAISONS LE pari que la rencontre de nos différences et leur confrontation (à ne pas confondre avec Juxtaposition) MUTUELLE SONT DIX MILLE FOIS PLUS CREATIF ET EFFICACE QUE TOUT PROJET UNIFICATEUR ET CENTRALISATEUR.

TOUT! POUR EN FINIR AVEC LE DESERT & L'HIVER PRÉCOCE!

Les chômeurs c'est la classe !

Tract diffusé à la manifestation des chômeurs du 30 mai 1985.

Chaque année des dizaines de milliers d'emploi disparaissent. Plus que jamais, depuis que la gauche est au pouvoir, la « bataille de l'emploi » est une illusion perdue. La réduction du temps de travail, c'est très bien pour ceux qui en ont un, pas pour nous. Les syndicats réclament des emplois (une fois salariés, pourquoi pas l'adhésion ?) qui ne peuvent exister. Et ils négocient à la baisse notre situation. Une vague de froid et la droite invente les nouveaux pauvres. Comme pour faire oublier que nous l'étions déjà sous son règne.

Et tout le monde de parler de nous, de parler pour nous.

Nous en avons assez d'être plaints. Nous sommes nombreux. Et nous voulons être payés ! la richesse sociale s'accroît sous nos yeux et grâce à nous, toujours disponibles, quant il le faut, de petits boulot en missions d'intérim et travail au noir. Nous sommes producteurs ! Et pourtant nous sommes de moins en moins assurés d'avoir les moyens de vivre.

La seule solution, parler et agir pour notre compte.

Le fric que l'État distribue déjà (sinon bonjour le bordel !) et qu'il saura trouver, nous le voulons tous. Sans discriminations, sans contrôle en échange. Pas en bons de rationnement ou en baguettes de pain, de l'argent, comme tout le monde !

Les emplois disponibles ? Flics, matons, vigiles, armement et autres autres schtroumpferies, non merci ! Ces travaux comme d'autres sont parasites, nuisibles et même suicidaires. Nous ne voulons pas les prendre et encore moins les partager.

Nous avons d'autres choses à faire. De ces activités utiles, pour nous, pour tous, que l'État, les patrons ne songent pas à rétribuer. Autre chose que des TUC de misère, pour tous ceux qui tentent de survivre hors des rapports salariaux.

Autre chose à vivre que la prison comme menace permanente ! Une galère où croupissent et crèvent 110 000 d'entre nous chaque année. Autrement que coincés en famille ou mal logés face à des apparts hors de prix qui nous sont interdits.

Plus que ce revenu pour chacun, nous voulons aussi, et il faudra bien le donner du fric pour nos activités collectives : crèches sauvages, musique, vidéo, etc ... ET toutes ces choses qui restent à imaginer, à concrétiser. Il nous faut nos propres lieux pour y inventer une vie que le travail est loin de permettre. Notre socialisation particulière. Ces activités culturelle, sociales, productives, plus utiles que bien des emplois actuels, l'État doit en payer le prix

Revenu garanti : 2/3 du SMIC minimum pour tous

Pour une maison des précaires à Paris

Association des précaires
rue des 5 diamants, Paris (13e)

LE FROID TUE LE CHAUD MEURT

LE PLEIN EMPLOI, LES
POSTES OCCUPES
PAR LES IMMIGRES,
AUTANT DE MYTHES,
QUI CACHENT PARFAITEMENT
LE PROBLEME DU CHOMAGE.
QUE SIGNIFIENT SALAIRE ET TRAVAIL AUJOURDH'HUI?
BREF OU EN SOMMES NOUS

Le plein-emploi:monstre du Loch-Ness,mille fois aperçu,jamais vu.Qu'on parle de lui,parce encore,ils sont nombreux ceux qui parlent de choses qui n'existent pas,chacun utilise son temps comme bon lui semble,mais que la situation de centaines de millions de chômeurs repose sur des decisions politiques prises à partir d'une conception économique abracadabrante,voilà qui ne va plus du tout.

Qu'est ce que le plein-emploi ? C'est la situation idéale dans un pays où toute la main-d'oeuvre est au travail, c'est à dire qu'il n'y a pas de chômage. Dans les pays capitalistes, il est évident que cette situation n'a jamais existé, sauf peut-être en période de guerre. Dans les pays socialistes, on résout le problème du chômage en mettant plusieurs travailleurs sur le même poste. Ce n'est pas si mal puisque chacun est payé normalement, même si faire acte de présence sous les yeux d'un supérieur n'a rien de folichon.

Pourquoi, alors ne pas payer les gens qui n'ont pas de travail et les laisser simplement vaquer à leurs occupations ? Peut-être que c'est plus "rassurant" de les avoir sous les yeux.

L'explication idéologique c'est qu'il n'y a pas de salaire sans travail, en régime socialiste comme en régime capitaliste. A défaut de travail, il n'y a pas de salaire sans contrôle. Etre présent, ou pointer au chômage, remplir des formulaires donnant des tas d'informations, faire la preuve de sa bonne volonté en acceptant un certain nombre de tracasseries.

Le travail dans ce cas consiste à faire des démarches, remplir des formulaires, faire la queue, chercher du boulot ou en créer. Tout doit tourner autour de l'idée de travail, qu'on en ait ou qu'on en cherche, même s'il n'y en a pas.

Qu'est ce donc que le travail ? C'est l'acte de l'homme qui transforme la nature de façon à satisfaire ses besoins (nourriture, vêtements, logement etc..) C'est beau comme définition. Mais pour un travailleur, c'est faire ce qu'un patron lui impose, que ça lui plaise ou non, en contre partie d'un salaire qui lui permet de vivre plus ou moins mal. C'est à dire qu'un travailleur a le droit de satisfaire un certain nombre de ses besoins lorsqu'il se soumet concrètement tous les jours, à la politique d'un patron ou à la politique économique d'un pays.

Mise à part les revendications salariales et de sécurité dans les entreprises, un travailleur n'est jamais consulté pour savoir ce qu'il doit produire ni pour qui. On est loin de l'homme qui transforme la nature pour satisfaire ses besoins!!

Pour les travailleurs donc, comme pour les chômeurs, le salaire est le prix de la soumission à une conception du travail, le travail inventé par les patrons et autres économistes géniaux dont le but est de faire des profits, quitte à créer des besoins nouveaux pour créer de nouvelles usines pour les satisfaire, quitte à empoisonner la planète de déchets toxiques de tous ordres, quitte à saboter des usines quand on produit moins cher ailleurs (Japon, par exemple ou Hong Kong) quitte à

5

laisser 3 millions d'humains dans la misère en France et des milliards sur la terre.

Pourquoi alors ramène-t-on toujours tout au travail?

Parceque le travail (sa forme, sa qualité et son but) est totalement contrôlé, donc tous ceux qui passent par le travail sont contrôlés. Accepter le travail comme il est actuellement, c'est accepter la misère, la crise et par conséquent le chômage (c'est la grande contradiction en ce moment. Nous en parlerons une prochaine fois).

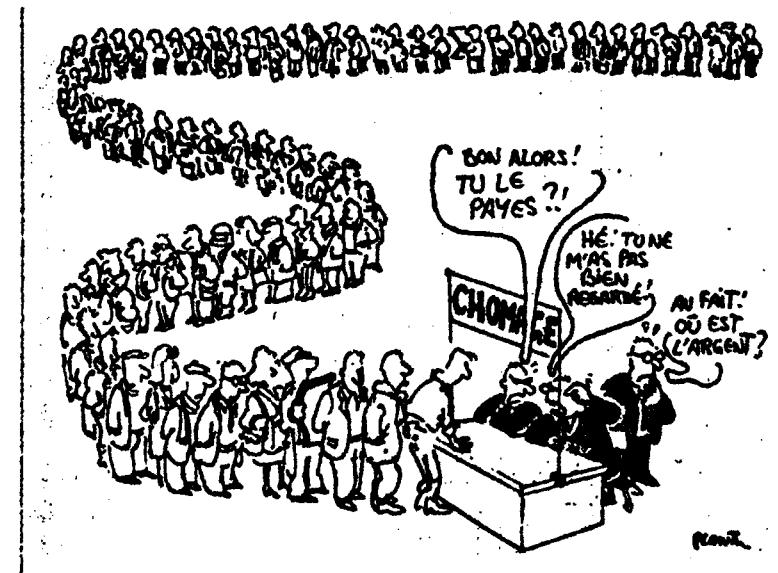
Les chômeurs, quant à eux, se trouvant en dehors du travail, bien qu'à la recherche d'un emploi, bien que contrôlés, sont donc amenés à poser une question où ils retrouvent souvent des catholiques militants. Mais si on n'a pas de travail, comment fait-on pour manger, pour payer le loyer, etc.. Et donc, à se poser le problème : pourquoi, avec l'automation, avec tout ce qu'on produit, n'y a-t-il plus rien dans la marmite ?

A quoi ça sert de transformer la nature pour satisfaire nos besoins si on transforme la nature et qu'on ne satisfait pas nos besoins ?

Les chômeurs, de par leur situation, sont amenés à remettre en cause le travail et globalement le fonctionnement de la société, à poser la question fondamentale de la redistribution des richesses en fonction de besoins impératifs (nous savons combien il fait froid dehors et combien coûte cher le chauffage).

Pour nous, en tant que chômeurs, il devient donc primordial de savoir combattre certaines idées pour ouvrir la porte à des solutions durables, sans pour cela négliger les problèmes de vie quotidienne.

Si la solidarité est notre pain quotidien, nous devons casser le discours qui se cache trop souvent derrière, celui du chômage comme catastrophe naturelle parce qu'il nous met à la merci d'éclans du cœur qui n'ont pas toujours de lendemain. Le chômage n'est ni ponctuel, ni involontaire. Il fait



qu'il y ait des chômeurs est dû à un choix de société, choix que de nombreuses théories justifient ou cachent. C'est le cas de cette fumeuse théorie du plein emploi qu'on retrouve sous beaucoup de discours et qui s'oppose à la reconnaissance du simple droit à l'existence.

Affirmer que le plein emploi est possible, argument électoral éculé, veut dire "attendez que la crise passe!". Pour les chômeurs, ça veut dire "faites nous confiance, laissez nous faire, crevez la gueule ouverte!".

Toute personne, donc, qui tient un tel discours "d'espoir", de calme et d'attente dans la perspective du plein emploi est soit un naïf, soit un fiéffé salaud; dans les deux cas nous n'avons rien à faire avec lui (ou elle: Note de la tapeuse à la machine).

Il y a deux nouvelles versions qui découlent logiquement de cette idée de base du plein emploi.

La première, dont le but est de culpabiliser celui qui est au chômage. Elle prétend que du travail, il y en a toujours eu et qu'il y en a encore. Si le chômeur n'en trouve pas, c'est qu'il est con ou fainéant. Hélas, beaucoup d'entre nous le croient plus ou moins, ils sont honteux, ils rasant les murs (gratuit: note de la rédaction), ils refusent de se déclarer chômeurs comme d'autres refusent de se déclarer étrangers

TIENS, OÙ SONT LES COLLÈGUES ?

DEPUIS CE MATIN, NOTRE
COMMISSARIAT EST INFORMATISÉ...

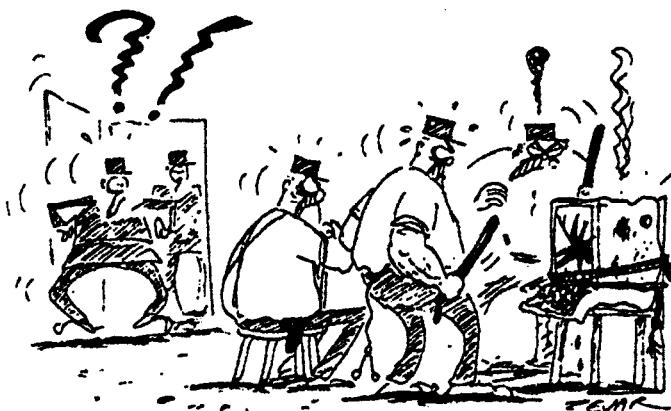


ou homosexuels. C'est ramener le chômage à un problème individuel et donc nier l'hypothèse d'une organisation des chômeurs (vachtement sympa : note de la Tapiste). C'est renforcer l'isolement, c'est cacher derrière un problème de volonté personnelle la transformation nécessaire de la société qu'implique une solution au chômage. C'est aussi ouvrir la porte "aux solutions individuelles" : clocharisation, délinquance et quelquefois suicide.

... ET JE LEUR AI DEMANDÉ
D'ALLER INTERROGER LA
BASE DE DONNÉES !



La seconde : le plein emploi existe mais ce sont les immigrés qui occupent les postes. Vous reconnaîtrez au passage le discours de l'extrême-droite. Cet argument vicieux nécessi-



6

terait une analyse économique précise que nous ne faisons pas aujourd'hui. Relevons tout de même une première contradiction : plaider, d'un côté, pour la liberté totale d'entreprendre (c'est à dire la non-intervention de l'Etat : suppression du maintien des prix de l'agriculture, des primes à la création d'entreprise ou à la reconversion, privatisation de la sécu, etc..) en promettant de l'autre le plein emploi est une vaste connerie.

La liberté d'entreprendre, c'est la concurrence sauvage, c'est l'anarchie de la production, ce sont des faillites tous les jours, c'est la chute libre des salaires pour être compétitifs, ce sont les interdictions syndicales. Or être compétitif sur le marché international, ce sont des salaires à 3,50frs de l'heure à Hong Kong ou Formose, qui dit mieux ?

C'est simplement un discours de guerre, habillons les chômeurs d'un uniforme qu'ils aillent casser du communiste ou du sauvage. Trois millions de militaires ce n'est plus trois millions de chômeurs, et chaque tué, c'est un communiste, un sauvage ou un chômeur de moins. C'est tout bénéfice ! C'est le schéma classique des guerres mondiales, destruction des usines, villes, syndicats, divisions politiques et bien sûr "solution durable" au problème du chômage, de la surpopulation, de la sur-production.

La seconde contradiction : Il y a aussi un mensonge dans ce type d'argument, que la Gauche ne veut pas dénoncer. La modernisation supprime des emplois. Les immigrés ont permis en "acceptant" de bas salaires de continuer de faire fonctionner en France des usines démodées. Les patrons en les faisant venir ont permis à l'industrie de rester compétitive sans avoir à se mettre à niveau sur le plan technologique (que les immigrés aillent faire soigner leurs accidents ou maladie du travail dans leur pays). Maintenant que la modernisation est obligatoire tant qu'on reste dans l'économie de marché mondiale, il n'y

a plus qu'à virer les immigrés.

Non pas pour les remplacer,
mais pour détruire les vieilles
usines et donc les postes de
travail qu'ils occupent.

La solution anti-immigrés n'est pas une solution. Nous avons vu le faux argument du plein emploi et le mythe du remplacement de l'immigré par le bon français. Quel est donc le rôle de ce discours?

+Invenir les rapports sociaux, dresser les français contre les immigrés, c'est le rôle du bouc-émissaire, diviser sur des illusions, provoquer des troubles pour justifier le besoin de sécurité, d'ordre, pour "régler" "militairement" les problèmes sociaux, planter le racisme pour le manipuler (droite raciste contre gauche anti-raciste) et les trois quart de la planète continueront à crever la gueule ouverte, chômeurs compris.

+Donner au travail un nouveau sens, un sens illusoire (travail égale défense de la nation, de la race de la culture, effort de guerre), le salaire perd alors sa valeur de rapport de force avec les patrons ou avec le capital. Il n'est plus "un droit du travailleur" une redistribution (injuste, bien sûr) des richesses produites. C'est l'idée même de redistribution des richesses qui disparaît. Le salaire, par le biais d'un discours "d'intérêt général" n'est plus qu'une solde permettant aux travailleurs de survivre; une aumône lachée à regret puisqu'elle serait mieux employée dans "l'intérêt général".

Revendiquer alors un salaire plus élevé est un acte fondamentalement égoïste et irresponsable, un acte subversif qui met en jeu l'existence même dela nation, la race, la religion, le redressement économique (remplacez les points de suspensions par les mots imposés à coup de matraque par l'idéologie dominante du moment).

Cette tactique du bouc émissaire doit donc commencer par porter sur une fraction faible de la population autour de laquelle il est facile de faire converger la haine de beaucoup d'autres ou, à défaut, d'être

certain de leur indifférence.

En s'aidant de cette haine ou en prenant garde de maintenir l'indifférence, on peut alors donner au pouvoir ou à une partie du pouvoir les moyens et l'habitude d'écraser sous la botte ou la chenille ceux qui gênent la transformation de la société en un régiment discipliné et peu payé (l'un ne pouvant aller sans l'autre).

Chômeurs, nous sommes fragiles nous pouvons être bouc-émissaires (le discours sur l'"assistanat" comme mauvaise méthode qui risque de nous installer dans la paresse ouvre déjà la porte à certaines attaques) et par peur nous pouvons être transformés en bourreaux (certains s'y emploient déjà).

Chômeurs contre immigrés: quelle belle bagarre! que certains politiciens regarderaient avec sélice du haut de leur tribune.

ATTENTION! Ce serait une lutte fratricide que seul le désespoir peut arriver à provoquer.

Après les immigrés, ce sera le tour des chômeurs, ou des jeunes ou des syndicats, ou des juifs, etc.. Ces erreurs d'"alliances" avec les démagogues ont toujours été désastreuses dans l'histoire du mouvement ouvrier. Il ne faut laisser passer nulle part ces différents discours. Il faut les casser sans cesse. Sur ce point notre retard se creuse.

ASSEDIX



CCCCCCCCCCCC	AAAAAA	SSSSSSSSSSSS	HHHHH	HHHHH
CCCCCCCCCCCC	AAAAAA	SSSSSSSSSSSS	HHHHH	HHHHH
CCCCCCCCCCCC	AAAAA	SSSSSSSSSSSS	JHHHH	HHHHH
CCCC	AAAAA	SSSSSS	HHHHH	HHHHH
CCCC	AAAAAA	SSSSSS	HHHHHHHHHHHHH	HHHHH
CCCC	AAAAAA	SSSSSS	HHHHHHHHHHHHH	HHHHH
CCCCCCCCCCCC	AAAAA	SSSSSSSSSSSS	JHHHH	HHHHH
CCCCCCCCCCCC	AAAAA	SSSSSSSSSSSS	HHHHH	HHHHH
CCCCCCCCCCCC	AAAAA	SSSSSSSSSSSS	HHHHH	HHHHH

LE CHOMAGE, LA PRECARITE? TOUT LE MONDE EN PARLE. ET NOUS? ET NOUS?
 ET NOUS? NOS VOIX PASSENT DIFFICILEMENT LES BARRIERES MEDIATIQUES
 SONT TRAHIES, DEFORMEES PAR LES PRISES DE POSITION DES SYNDICATS
 ET DES PARTIS POLITIQUES . A LA VEILLE DE NOS MANIFESTATIONS (les
 Etats Generaux, la Marche), IL EST TEMPS DE DIRE CE QUE, NOUS, CHO-
 MEURS (SES) ET PRECAIRES, EN PENSONS, CE POURQUOI NOUS NOUS BATTONS.

La question de l'unité avec les travailleurs
 Passons sur le fait que les chômeurs et les précaires sont aussi des travailleurs (ne soyons pas mesquins) et rentrons dans le vif du sujet(aie).
 De quelle unité s'agit-il donc et sur quoi doit-elle se faire? La défense de l'emploi comme moyen de lutte contre le chômage?
 Glissons sur l'irréalisme économique de la proposition et parlons de mobilisation. Peut-on décemment proposer aux chômeurs de défendre les postes de travail menacés alors qu'eux-même, la plupart du temps isolés, tentent de survivre sans soutien des salariés (on vous pose la question, répondez pas tous en même temps). Les chômeurs savent que les syndicats ont leur part de responsabilité dans l'actuelle précarité d'une partie de la main-d'œuvre. Allez donc demander au CE d'EDF, contrôlé par la CGT, pourquoi il préfère les intérimaires.. Le travailleur devenu chômeur n'a plus sa place, et ceci doublement, dans la communauté du travail: dans la production, mais aussi dans le syndicat. Cela nous le savons. Vouloir réunifier la classe ouvrière; fonder une véritable communauté humaine est un bel et ambitieux projet. Ne l'abîmons pas en négligeant les

I interêts immédiats et parfois I contradictoires d'une classe frag- I mentée et divisée par les restruc- I turations successives de l'appareil I productif.
 I
 I La véritable unité
 I Elle se construit sur quelque I chose d'autrement plus sérieux: I sur le Salaire, les Revenus (les I sous, quoi).
 I Nous avons TOUS intérêt à défen- I dre notre revenu, chômeurs I (ses), TJC, précaires, retraités I mais aussi salariés et priori- I tairement les bas-salaires.
 I Et c'est ensemble qu'il faut I lutter pour arracher le droit à I une vie décente AVEC ou SANS I travail. La véritable unité, c'est I cela: l'unité de nos intérêts.
 I Que certains se battent dans les I syndicats, tant mieux. Nous, nous I le ferons dans une organisation I autonome.
 I Notre marche ne doit pas être I un rassemblement pour l'emploi I mais pour la défense des salai- I res et la revendication d'un I revenu garanti, le droit à une I vie décente avec ou sans travail.

AVEC OU SANS TRAVAIL I
 I IL NOUS FAUT VIVRE. REVENU GARAN- I
 I TI POUR TOUS. I
 I POUR UN MOUVEMENT I
 I AUTONOME DES CHOMEURS I
 I ET DES PRECAIRES. I

I
 I
 I Supplément à CASH. 53, av. des
 I
 Gobelins - 75013 - Paris . 47 07 86 20 .

NOUS CRITIQUONS !

ETUDIANTS, hier nous étions dans la rue avec vous mais autant vous le dire tout de suite, la réforme "2 paquets" on s'en fout !

Pour nous la sélection a déjà joué, l'université nous est fermée, et nos C.A.P. nos B.E.P. nous mènent tout droit à l'usine après un petit tour à l'ANPE.

Pour nous la critique de la loi "2 baquets" est inutile ;

Nous critiquons l'université
Nous critiquons les étudiants
Nous critiquons l'école,
Nous critiquons le travail.

L'école nous donne les mauvaises places.

L'université vous donne les places médiocres.

Ensemble critiquons les !

Mais ne nous dites pas : "il faudra toujours des balayeurs, des ouvriers", ou alors allez-y les gars, ces places là on vous les abandonne de bon coeur, vous gênez pas !

ON N'EST PAS PLUS BETE QUE VOUS, ON N'IRA PAS A L'USINE !

Si vous critiquez la loi "2 laquais" qui ne fait qu'empirer une situation mauvaise, vous n'avez rien compris! Du reste votre situation n'est pas de beaucoup meilleure que la notre. Une bonne partie d'entre vous (60% paraît-il) abandonnera ses études avant le DEUG, et ces "mauvais étudiants" auront droit aux mêmes boulot subalternes et mal payés qui sont notre lot. Et quand aux "bons étudiants" qu'ils sachent que les places moyennes qu'ils auront (les bonnes c'est pas à l'université qu'on les trouve) ont beaucoup perdues de leur prestige et de leur pouvoir. Aujourd'hui un médecin n'est plus un "MONSIEUR", c'est un employé de la sécu. Et qu'est-ce qu'un professeur, un avocat ? il y en a tant ... !

ETUDIANTS, si vous critiquez seulement la loi "2 caquets" et pas l'université, vous vous batterez seuls et la loi passera d'un coup ou par petits bouts, VOUS L'AUREZ DANS L'CUL ! Et si par hasard elle ne passait pas alors tout serait comme avant et la moitié d'entre vous se retrouverait dans les bureaux, VOS usines aseptisée.

ETUDIANTS c'est vous qui êtes appelés à gérer cette société et nous à la produire.

SI VOUS BOUGEZ, SI NOUS BOUGEONS, TOUT PEUT BOUGER.

Mais si vous voulez seulement jouer les "apprentis Tapie", si vous voulez seulement gérer loyalement cette société et devenir à moindre frais, educateurs, assistantes sociales, animateurs, inspecteurs du travail, cadres, sociologues, psychologues, journalistes, directeurs du personnel ; pour demain nous éduquer, nous assister, nous animer, nous inspecter, nous informer, nous diriger, nous faire bosser ...

ALLEZ VOUS FAIRE FOUTRE !

Mais si vous voulez, pour commencer, critiquer le système scolaire qui nous exclut, et vous abaisse, si vous voulez lutter, avec nous, contre la ségrégation sociale, contre la misère, la votre et la notre, alors ...

FRERES, AVEC NOUS, ON VOUS AIME !

PAPA, MAMAN, TON FILS, TA FILLE EST DANS LA RUE !

TRAVAILLEURS DE L'USINE EXACOMPTA, DES PTT, DE L'ANPE,
TRAVAILLEURS DU 10ème ARRONDISSEMENT,
DE PARIS, DE FRANCE ET D'AILLEURS ...

Nous sommes les élèves du LEP électronique, à un jet de boulon d'ici, vos fils. Aujourd'hui nous sommes dans la rue comme les étudiants. Mais pas exactement pour les mêmes raisons qu'eux. Ils se battent contre la sélection dans le cadre de l'université.

Nous, nous nous battons contre la sélection dans l'école, mais surtout contre la ségrégation sociale, contre la misère !
A l'école on nous parle sans cesse de l'entreprise, on nous propose d'y faire des stages, des visites comme au zoo, comme si c'était quelque chose de sympa, de naturel et qu'on avait le choix. On est venu vous demander votre avis et vous donner le nôtre.

Alors comment ça va dans l'usine, qu'ils appellent joliment "l'entreprise" ? Ca boume ? C'est sympa ? La paye est bonne ? Les machines silencieuses ? Le singe est cool ?

Répondez-nous ! Sinon on va s'imaginer que la taule c'est infect, ou'on s'y emmerde, qu'on paume sa vie, que c'est désespérant, dégueulasse ... ! Et ne nous dites pas le contraire, on vous croirait pas, on voit quelle tête vous tirez quand vous rentrez le soir, vous nous regardez même pas, vous allumez la télé, vous bouffez, vous soufflez un peu, vous vous couchez. On s'adresse à vous car il y a quelques années, vous étiez à notre place, et ces années, VOUS ETES PAYES POUR SAVOIR COMBIEN ELLES ONT FILEES VITE ! Dans un an, deux, trois, c'est notre tour, alors on se renseigne pour ne pas être déçus plus tard ...

Alors vous voulez pas sortir ? Qu'est-ce-qui se passe ? Vous trouvez que tout va bien ?

Ou peut-être que vous n'avez pas de revendications précises ? Hein ? C'est ça ? On va vous dire un secret, nous non plus ! Et justement, c'est la MEILLEURE ! Celle qui "les" emmerde le plus. Car là ils peuvent pas nous couillonner. Ce qui nous fait chier c'est un bloc, on ne peut pas faire le détail !

- Vous dites : "C'est irresponsable, vous ne gagnerez rien".
Vous vous trompez on a déjà gagné, nous nous sommes trouvés, nous avons communiqué entre nous, nous avons réinventé pour nous l'amitié, la fraternité, l'activité ...
On a rigolé, comme rarement ! C'est énorme !

Nous sommes dangereux, nous devenons intelligents !
Alors, les gars, les filles, vous voulez pas venir avec nous ? C'est dans l'air ? Vous ne le sentez pas ? Vous n'entendez rien ? C'EST A CAUSE DES MACHINES. TROP DE BRUIT, TROP DE FUMEE ! ARRETEZ-LES ! DESCENDEZ DANS LA RUE !

La première usine à descendre soutenir les jeunes, ça fera un choc ! Dans dix ans encore on s'en souviendra : "c'est eux ! C'est les premiers qui sont descendus !" Vous savez ce qui les fait chier; ils se disent ILS DESCENDENT ... ILS REMONTERONT JAMAIS ...

Parce que vous ne dites rien, ils croient que vous ne direz jamais rien ! Que c'est fini, qu'ils vous ont baisés ! Montrez leur que c'est eux les cocus de l'Histoire ! Descendez qu'on s'explique ! On est de l'autre côté du mur, sans patrons, sans partis, sans syndicats, libres comme les chevaux. Venez parler avec nous. Sinon on va se faire ramasser !
ON VOUS ATTEND ! HEP ! ON A BESOIN DE PAPIER !



Salariés, chômeurs ou précaires, nous vivons la même galère: il nous faut perdre notre vie à la "gagner". Et si les slogans ne sont jamais que des mots, il était important pour nous de rappeler quelques vérités et de dire notre rage.

CONTRE LE CHOMAGE

Comme toujours en période électorale, l'heure est aux promesses, aux projets mirobolants pour l'avenir. Ainsi, tout à coup, nos politiciens découvrent qu'il y a des chômeurs, des précaires, des pauvres, des exclus de la société de consommation ... Et qu'il faut faire "quelque chose".

A droite, comme à gauche, on nous parle donc de stopper la "dérive" quart-monde de nos sociétés d'abondance, de "réintégration sociale", de redonner une "dignité humaine" à ceux qui sont marginalisés par la crise. On nous parle donc d'instaurer un revenu minimum garanti (plus ou moins 2000 fr par mois!) pour les plus démunis ... En échange de "petits boulots".

Une "générosité" bien tardive, qui a du mal à masquer son vrai visage d'arnaque pure et simple. L'aumône contre du travail (ça rend "digne"); la charité en échange de l'exploitation!

NOUS NE VOULONS PAS L'AUMÔNE, MAIS NOTRE DUE! On en a rien à foutre d'être réinsérés dans la normalité de l'exploitation. On ne veut ni travail, ni même d'une formation bidon.

CONTRE LE TRAVAIL

On en a marre du chômage; de courir pour toucher les allocations; de montrer "patte blanche", de s'humilier pour trouver n'importe quel boulot à n'importe quelles conditions.

On en a marre des stages à la con (TUC, SIVP, stages modulaires, etc) qui, sous couvert de "formation", nous imposent du travail sous-payé et sur-exploité.

On en a marre des petits boulots, de l'intérim, des contrats à durée déterminée; d'être une marchandise corvéable à souhait; de courber la tête pour mériter un salaire de merde.

On en a marre d'être coincés entre la taule et la galère; d'être du gibier pour les flics, les juges, les matons et les boîtes qui font bosser les taulards.

On en a marre de travailler, de PERDRE NOTRE VIE A LA "GAGNER"; d'être flexibles, mobiles, disponibles et dociles pour ne pas risquer de perdre le maigre "privilege" qu'est devenu le fait d'avoir un boulot (et donc un salaire).

Si l'Etat et les patrons ont besoin de chômeurs et de précaires; s'ils veulent licencier; s'ils ne peuvent employer tous le monde, c'est leur problème, c'est leur crise, leur restructuration. Alors, qu'ils payent!

Nous ne pleurerons pas l'illusion perdue du plein emploi. Par contre nous savons que la société est suffisamment riche et prospère pour nous permettre à tous de travailler moins, le moins possible, de vivre bien, le mieux possible.

REVENU GARANTI POUR TOUS !

Ce que nous voulons c'est du fric pour vivre. Du temps libéré du travail et du contrôle social. Des lieux pour se loger. Des espaces pour faire de la musique, donner libre cours à nos délires graphiques, pour nous exprimer tous azimuts. Des espaces pour vivre, se rencontrer, s'organiser.

C'est pourquoi nous sommes un certain nombre à nous organiser pour imposer un REVENU GARANTI, MINIMUM EGAL AU SMIC, POUR TOUS, AVEC OU SANS TRAVAIL! C'est pourquoi des associations de chômeurs et de précaires, des collectifs, des fanzines, des groupes rock, des individus se battent pour en finir avec le racket des marchands de cultures, avec le flottage, avec l'assistanat, avec l'exploitation ...

Cela aucune élection ne nous le donnera. Nous ne pouvons compter que sur nous même, ne plus nous taire, nous organiser, lutter ...

The Brigades - Nuclear Device - Contre Manifestes - Des individus.

Avec le soutien moral de LAID THENARDIER

Marx contre le travail

Qu'est-ce que l'on détermine avec la propriété privée. De par sa nature, le "travail" est une activité non libre, *inhumaine*, *associative*. Le travail est déterminé par la propriété privée; il est créateur de propriété privée. L'abolition de la propriété privée deviendra réalité lorsque elle sera conçue comme abolition du travail, une abolition qui naît du travail, une abolition qui naît de la propriété privée. De par l'offre et de la demande. On fixe ainsi que son activité n'est pas une libre manifestation de sa vie humaine -- elle est beaucoup plus une vente de ses forces, une aliénation (mise en vente) de ses capacités exclusives au capital. En un mot, on fixe que son activité est travail. Car on l'oublie maintenant, le "travail" est fondament de la propriété privée. Le "travail" est la propriété privée en tant que source créatrice d'elle-même. La propriété privée n'est rien d'autre que le travail objectif. Si l'on veut asséner un coup mortel à la propriété privée, il ne faut pas seulement l'attaquer en tant que condition objective, mais aussi en tant que travail. Un des plus grands malentendus consiste à parler de travail libre, humain, social, de travail sans relation

avec la propriété privée. De par sa nature, le "travail" est une activité non libre, *inhumaine*, *associative*. Le travail est déterminé par la propriété privée; il est créateur de propriété privée. L'abolition de la propriété privée deviendra réalité lorsque elle sera conçue comme abolition du travail, une abolition qui naît de la propriété privée. De par l'offre et de la demande. On fixe ainsi que son activité n'est pas une libre manifestation de sa vie humaine -- elle est beaucoup plus une vente de ses forces, une aliénation (mise en vente) de ses capacités exclusives au capital. En un mot, on fixe que son activité est travail. Pour cela, un "organisation du travail" est une contradiction. La meilleure organisation, celle qui peut maintenir le travail, est l'organisation actuelle, la dissolution de toutes les précédentes organisations apparemment "sociales".

KARL MARX
«Sur Litz», 1848

que le travail objectif. Si l'on veut asséner un coup mortel à la propriété privée, il ne faut pas seulement l'attaquer en tant que condition objective, mais aussi en tant que travail. Un des plus grands malentendus consiste à parler de travail libre, humain, social, de travail sans relation

21

désireux de participer aux teneances lourdes de la dynamique sociale, la critique de la politique est la critique de la représentation -- premier niveau de la conception autonome de la politique --, des institutions,

pouvoir, de parole, de gestion, etc), comme projet et pratique embryonnaire de l'autogestion généralisée et réelle dans la lutte.

Faire une grève sauvage pour des augmentations de salaire, en refusant de déléguer à des "professionnels" le besoin de s'organiser (partis, syndicats), ou réquisitionner des logements vides, c'est construire des moments privilégiés de collectivisation des subjectivités. En se prenant en charge, à la fois dans le mode d'expression et dans le contenu des revendications, les prolétaires se constituent politiquement contre la société du capital, il restera possible qu'à travers l'activité de la société, et qui ne doit nullement être comprise comme la substitution d'une catégorie par une autre. Pour cela, un "organisation du travail" est une contradiction. La meilleure organisation, celle qui peut maintenir le travail, est l'organisation actuelle, la dissolution

de toutes les organisations

apparemment "sociales".

KARL MARX
«Sur Litz», 1848

que le travail objectif. Si l'on veut asséner un coup mortel à la propriété privée, il ne faut pas seulement l'attaquer en tant que condition objective, mais aussi en tant que travail. Un des plus grands malentendus consiste à parler de travail libre, humain, social, de travail sans relation

CONTRE-POUVOIR PROLETAIRES CONTRE L'ETAT

Nous ne pouvons donc faire de l'autonomie ouvrière une forme politique définie, pré-déterminée ou plaquée sur la réalité du mouvement, selon un modèle ancestral et/ou figé, encore moins la réduire à une organisation politique verticale, car elle est elle-même mouvement, elle est

Années 90

Perseverare Diabolicum
CARGO, novembre 1995

Nous vouloir le pouvoir, nous pouvoir le vouloir
Les fugitifs, décembre 1995

Et qu'est-ce que vous faîtes dans la vie ?
Bulletin d'Inactivité des Chômeurs Heureux n°1, 1996

Perseverare diabolicum

La mobilisation des étudiants qui a débuté à Rouen, il y a 7 semaines, sur des problèmes de locaux et d'encadrement, touche aujourd'hui tout le système de formation. Malgré les appareils syndicaux, le refus du corporatisme diant-diant commence à s'exprimer. Ainsi l'appel adopté par l'Assemblée générale de Paris VIII exige outre la réquisition des facs privées : un revenu garanti pour chacun, la levée du plan Vigie pirate et l'abrogation des mesures discriminatoires envers les étudiants étrangers. Soigneusement ignoré des médias, cet appel a pourtant été voté par un tiers des délégués de la coordination nationale étudiante du 21 novembre.

Le mouvement ne cesse de s'étendre, mais attention aux rebondissements de dernière minute. Soyons-en sûrs, Bayrou va accorder 2 milliards à la « sécurité des établissements universitaires » (soit, si on veut compter ainsi, 1000 F. par étudiant !). Ses « médiateurs », ses « États généraux », ne constituent en rien des résultats à la hauteur de l'enjeu. Ce sont autant de manœuvres destinées à gagner du temps. Bayrou attend que nous nous mettions en vacances, comme si l'ordure croyait vraiment au Père Noël.

La rue fait et défait les lois.

Ils visent le pourrissement. Juppé, énarque le mieux formaté de sa génération, sait que toute concession majeure ouvrirait la voie à de belles échappées hors de la routine mortifère de l'emploi salarié. En 1986, la lutte contre la sélection sauce Devaquet avait produit l'éclosion de coordinations qui prirent le relais d'une action syndicale essoufflée. En mars 1994, le mouvement contre le CIP, première intervention politique des scolarisés sur la question du salaire, avait suscité une reprise des luttes salariales dans les entreprises. La portée générale des mouvements issus du système de formation réside ainsi dans leur capacité à ouvrir de nouvelles époques d'affirmations conflictuelles. Universités, IUT, LEP, lycées et collèges sont bien cette usine où se produit la première des richesses, la force de travail. L'effervescence actuelle, loin de s'opposer à une réforme annoncée, porte en elle un changement qualitatif de l'existence. Mais si le mouvement ne sait ni se poursuivre ni s'élargir, quelques rustines financières viendront retaper un outil de formation qui restera incapable d'accueillir les nouvelles générations d'étudiants.

Tous intermittents du spectacle ?

Comment oublier que le système de formation participe pleinement à l'organisation d'un marché du travail qui voit se généraliser l'intermittence ? La misère de l'université n'est pas inadaptée au rôle qui lui est dévolu : un monde où la richesse s'accroît sans cesse tandis qu'augmente continûment le nombre des pauvres suppose l'organisation de la rareté. Dresser les salariés à la concurrence et à la soumission, qualifier à la polyvalence et à la disponibilité, telles sont les fonctions majeures de l'université qui doivent être renversées et subverties.

Ciao Mac Do !

Malgré une compétence productive et un niveau de formation sans précédent, cette génération est contrainte de se faire employer à bas prix de Contrats à Durée Déterminée en stages partage ou gratuits, de périodes de chômage (le plus souvent non indemnisé) en périodes de formation. Le chômage représente désormais un passage obligé pour une bonne moitié des moins de trente ans. Telle est la raison essentielle de l'interdiction du RMI aux jeunes et aux étudiants : renforcer l'exploitation du travail précaire en ne reconnaissant aucun statut à ceux qui l'effectuent. Comment s'acheter une bonne bouteille ou la totale de Karl Marx dans la Pléiade quand on reste même interdit de RMI ?

Une perspective s'offre à nous : élargir le mouvement à l'ensemble de la vie quotidienne. Organiser des forums sauvages, former partout des collectifs d'autodéfense sociale, d'agitation, de remue-ménages, etc., occuper ce que nous trouvons vide, telles sont les urgences présentes. Il sera toujours temps ensuite de faire réseau.

Que cent peurs s'évanouissent, que mille complicités s'affichent ! Ils sont Vichy, soyons pirates ! Bienvenue en Zone libre !

Paris , le 29 novembre 1995

cargo • collectif d'agitation pour un revenu garanti optimal
CARGO ☎ MTLC. 21 ter, rue Voltaire 75011 Paris.
Rendez-vous le jeudi de 18 à 20 heures (M° Boulets Montreuil)

NOUS Y'EN A PAS ETRE
DES ROBOTS

Crânes d'oeufs gouvernement/TV beaucoup se plaindre , nous y'en a être incompréhensibles . Eux dire nous pas savoir quoi vouloir . Eux se moquer de nous , aux dire nous pas avoir projet . Eux langue de Juppé aussi ! Eux faire semblant croire nous barbouze . Eux pas comprendre nous très colère . Nous devons faire de guerre et déverser autour toutes révolutionnaires REPUBLIQUE BASTILLE NATION . Nous encore une fois sans culotte .

Nous vouloir agir pour qu'enfants pouvoir étudier tranquille , vieux hiberner en paix , bon tout pour cavalerie HLM top class , gammes pleines et feu électrique . Nous voulons faire voyager très grande vitesses comme BROUSSOUF , à grande distance CNN . Nous voulons échapper amour blanc , nous pas beaux .. malins . Nous y'en a vouloir profiter vivre dans un marché pour profiter travail autres . Finalement voter nous travail succès intellectuels dans nous bêtes morts eux pas avoir manifestez dans rues . Eux trop parler comme TV , toujours dire démocratie , toujours eux faire voter nous pour rien .

Crime Jamais gouvernement pas vouloir travailler ailleur salons politique TV . Eux aiment pas amer être remplacés par gouvernement CHEMINOTS/ GREVISTES/ PRECAIRES . Et nous pas accord eux conduire trains de banlieues ou tirer courrier PTYANPE . Eux rien savoir faire . Nous vouloir recevoir chèque REVENU UNIVERSEL OPTIMAL . Eux coûter trop cher à réduire . Alors eux interdit bien comprendre révoltes en marche . Nous pas amer guerre . Nous tous préférer abondance marchandise . Nous beaucoup amer amour , niente , manque et reves .

Nous vouloir LIBERTÉ conserve , égalité consommation gagné . Nous vouloir aider tiers monde et pour ensemble beauté . Nous vouloir air nettoyé pour voir ciel étoile Nous plus pourvoir être encore ROBOTS . Vous deviez arrêter parler langue de bois , pensée unique . Car nous vous abondance partout . Nous bientôt plus pourvoir contrôler nous . Nous bientôt explosion atomique HUMAINE .

Le 12/12/95

LES FUGITIFS .



NOUS VOULOIR LE POUVOIR ✌, NOUS POUVOIR LE VOULOIR ☝ !



Krânes d'oeufs gouvernement/TV toujours exiger nous sacrifices pour ECONOMIE Toujours résultat zéro . Jamais prêtres économistes réussir voir venir avenir . Ancêtres chasser pharaon , chasser roi , chasser curés . Nous marre chasser . Nous juste vouloir homme chevaucher tigre économique . Krânes d'oeufs gouvernement/TV toujours vouloir plus notre ceinture serrée . Nous plus comprendre , nous vouloir eux LAISSEZ NOUS FAIRE , eux pas vouloir , eux dire nous pas avoir esprit d'entreprise . Eux langue de Juppé aussi .

Bureaucratie savoir nous vouloir vivre autrement . Intellectuels plus pouvoir effrayer nous avec échec URSS , Lénine , Staline..etc.. Nous pas envie discuter ça . Certains , nous habiter banlieues , HLM Thorez ou rue Lénine . Nous marre vieille lune stérile . Intellectuels parler langue BLAH BLAH , nous parler langue ZAP ZAP . Nous pas comprendre pourquoi intellectuels défendre toujours libérale barbarie , nous préférer TEX Avery ☺ ! Système plonger nous dans précarité pour punir révolte parents 68 . Eux fatigués maintenant , bien mériter retraite . Nous beaucoup apprendre de précarité Nous devenir plus polyvalents . Eux trop spécialisés bientôt devenir irréels ☷ . Mais nous toujours plus fugitifs et moins payés . Aïe ! Aïe ! Aïe !



Eux essayer faire mourir nous . Nous déportés Mac Do, Phone marketing, stages ANPE/SOFRES ☺ . Nous déportés camps Paris VIII . Nous plus comprendre à quoi sert études . Nous vouloir perdurer , nous vouloir intelligence critique . NOUS Y'EN A PAS ETRE DES ROBOTS !* Nous y'en a pas aimer travail idiot . Nous y'en a vouloir gai savoir interactif et égalité CD ROM CUSTOMISE ☐ . Eux donner nous maigre RMI . Nous savoir RMI égal 20 CD , 4 cartouches Nintendo , un costume à eux . Nous plus pouvoir tirer longtemps langue comme Rolling Stones .



Krânes d'oeufs gouvernement/TV intérêt à comprendre révolution en marche , eux pour le moment juste capables fuite en avant , pensée unique ☽ , langue de bois . Eux devoir laisser ça tomber . Nous pas être dans un état bananier . Nous être ultra technologisée société . Eux devraient regarder fonctionnement centrales nucléaires , dans slave pensée unique territoires . Eux avoir TOC TOC culture . Eux jamais pouvoir comprendre SIMPSONS ☺ . Nous alors faire explosion atomique humaine .

Le 16/12/95

Ceux qui cherchent à se renseigner sur nous, voire à nous rejoindre devront car nous sommes FUGITIFS .

FUGITIF, IVE [fugitif, iv]. adj. et n. (v. 1300; lat. fugitivus).

◆ 1^e Qui s'enfuit, qui s'est échappé. Esclave, forçat fugitif.

— Fig. V. Vagabond. « Une pensée fugitive et indocile » (DUHAM.). ◇ N. m. et f. Personne qui s'est enfui. V. Évadé, fuyard. La police est à la poursuite des fugitifs. ◇ 2^e Par ext. Se dit de choses qui passent, disparaissent, s'éloignent rapidement de sensations visuelles très brèves. V. Flétrisse.

reproduire & diffuser

Vision, image fugitive. V. Evanescent. « Fugitive beauté » (BAUDEL.). Ombres fugitives. Les formes fugitives des nuages, de la fumée. V. Instable, mobile, mouvant. ◇ 3^e Fig. Qui s'écoule rapidement. « De l'heure fugitive, hâtons-nous, jouissons » (LAMART.). — Qui est de brève durée. V. Bref, court, épiphénomène, fugace, passager. Idée, émotion fugitive. « Les impressions de la musique sont fugitives et s'effacent

LES FUGITIFS →

Extrait de

Et qu'est-ce que vous faites dans la vie ?

Bulletin d'Inactivité des Chômeurs Heureux n°1, 1996.

LE CHÔMAGE : PAS UN PROBLÈME, PEUT-ÊTRE UNE SOLUTION

Nous savons tous que le chômage ne sera jamais supprimé. La boîte va mal ? on licencie. La boîte va bien ? on investit dans l'automation, et on licencie. Jadis, il fallait des travailleurs parce qu'il y avait du travail, aujourd'hui, il faut du travail parce qu'il y a des travailleurs, et nul ne sait qu'en faire, parce que les machines travaillent plus vite, mieux et pour moins cher. L'automatisation avait toujours été un vieux rêve de l'humanité. Le Chômeur Heureux Aristote, il y a 2300 ans : "Si chaque outil pouvait exécuter de lui même sa fonction propre, si par exemple les navettes de tisserands tissaient d'elles mêmes, le chef d'atelier n'aurait plus besoin d'aides, ni le maître d'esclaves." Aujourd'hui le rêve s'est réalisé, mais en cauchemar pour tous, parce que les relations sociales n'ont pas évolué aussi vite que la technique. Et ce processus est irréversible : jamais plus des travailleurs ne viendront remplacer les robots et automates. De plus, là où du travail "humain" est encore indispensable, on le délocalise vers les pays aux bas salaires, ou on importe des immigrés sous-payés pour le faire, dans une spirale descendante que seul le rétablissement de l'esclavage pourrait arrêter ;

Tout le monde sait cela, mais personne ne peut le dire. Officiellement, c'est toujours "la lutte contre le chômage", en fait contre les chômeurs. On trafique les statistiques, on "occupe" les chômeurs au sens militaire du mot, on multiplie les contrôles tracassiers. Et comme malgré tout, de telles mesures ne peuvent suffire, on rajoute une louche de morale, en affirmant que les chômeurs seraient responsables de leur sort, en exigeant des preuves de "recherche active d'un emploi". Le tout pour forcer la réalité à entrer dans le moule de la propagande. Le Chômeur Heureux ne fait que dire tout haut ce que tout le monde sait déjà.

"Chômage" est un mauvais mot, une idée négative, le revers de la médaille du travail. Un chômeur n'est qu'un travailleur sans travail. Ce qui ne dit rien de la personne comme poète, comme flâneur, comme chercheur, comme respirateur. En public, on n'a le droit de parler que du manque de travail. Ce n'est qu'en privé, à l'abri des journalistes, sociologues et autres renifle-merde que l'on se permet de dire ce que l'on a sur le cœur : "Je vient d'être licencié, super !" "Enfin je vais pouvoir faire la fête tous les soirs, bouffer autre chose que du micro-ondes, câliner sans limites."

Faut-il abolir cette séparation entre vertus privées et vices publics ? On nous dit que ce n'est pas le moment, que ça tournerait à la provocation, que ça ferait le jeu des beaufs. Il y a encore vingt ans, les travailleurs

pouvaient remettre leur travail, et le travail en question. Aujourd'hui, ils doivent se dire heureux pour la seule raison qu'ils ne sont pas au chômage, et les chômeurs doivent se dire malheureux pour la seule raison qu'ils n'ont pas de travail. Le Chômeur Heureux se rit d'un tel chantage.

Lorsque l'éthique du travail s'est perdue, la peur du chômage reste le meilleur fouet pour augmenter la servilité. Un certain Schmilinsky, conseiller d'entreprises pour l'élimination des tireurs au flanc le dit on ne peut plus clairement : "Dans une écurie, vous décidez aussi quel cheval doit avoir une récompense et lequel ne reçoit rien. Les entreprises qui veulent survivre aujourd'hui doivent être par moments impitoyables. Trop de bonté peut leur casser les reins. Je conseille à mes clients d'agir avec une poigne de fer dans un gant de veillours. A notre époque, les travailleurs regardent autour d'eux et voient partout des postes de travail supprimés. Nul n'a vraiment envie de se faire remarquer par un comportement désagréable. Les entreprises tendent à utiliser toujours plus ce sentiment d'insécurité, afin de réduire notamment les heures de travail perdues." (Der Spiegel 3/2/1996)

La création d'un biotope propice aux Chômeurs Heureux pourrait également améliorer la condition des travailleurs : leur peur de se retrouver au chômage diminuerait, en même temps que le courage de dire non pourrait plus librement s'exprimer. Un jour peut-être, le rapport de forces serait à nouveau retourné au profit des salariés : "Quoi ? Vous prétendez contrôler si je suis vraiment malade ou non ? Si c'est comme ça, je préfère encore être un Chômeur Heureux !"

Le travail est une question de survie. On ne peut qu'être d'accord avec cet avis. Voici ce qu'en écrit des USA Bob Black : "Le travail est un meurtre en série, un génocide. Le travail tuera, directement ou indirectement, tous ceux qui lisent ces lignes. Dans ce pays, le travail fait chaque année entre 14000 et 25000 morts, plus de deux millions d'handicapés, 20 à 25 millions de blessés. Et encore, ce chiffre ne prend-il pas en compte le demi-million de maladies professionnelles. Il ne gratte que la superficie. Ce que les statistiques ne montrent pas, ce sont tous les gens dont la durée de vie est raccourcie par le travail. C'est bien ce qui s'appelle du meurtre ! Pensez à tous ces toubibs qui crèvent à 50 ans, pensez à tous les 'workaholics' ! Et même si vous ne mourrez pas pendant votre travail, vous pouvez mourir en vous rendant au travail, ou en revenant, ou en cherchant, ou en cherchant à ne plus y penser. Naturellement, il ne faut pas oublier de compter les victimes de la pollution, de l'alcoolisme et de la consommation de drogues liées au travail. Là, on atteint un nombre de victimes multiplié par 6, seulement pour pouvoir

vendre des big macs et des cadillacs aux survivants !"

Le bottier ou l'ébéniste étaient fiers de leur art. Et naguère encore, les travailleurs des chantiers navals écrasaient une larme au coin de l'oeil en voyant partir au loin le navire qu'ils avaient construit. Mais ce sentiment d'être utile à la communauté a disparu de 95% des jobs. Le secteur des "services" n'emploie que des domestiques et des appendices d'ordinateurs qui n'ont aucune raison d'être fiers. Du vigile au technicien des systèmes d'alarme, une foule de chiens de garde ne sont payés que pour surveiller que l'on paye ce qui sans eux pourrait être gratuit. Et même un médecin n'est plus en vérité qu'un représentant de commerce des trusts pharmaceutiques. Qui peut encore se dire utile aux autres ? La question n'est plus : à quoi ça sert, mais : combien ça rapporte. Le seul but de chaque travail particulier est d'augmenter les bénéfices de l'entreprise, et de même le seul rapport du travailleur à son travail est son salaire.

L'ARGENT EST LE PROBLÈME

C'est justement parce que l'argent, et non l'utilité sociale, est le but, que le chômage existe. Le plein emploi c'est la crise économique, le chômage c'est la santé du marché. Que se passe-t-il, dès qu'une entreprise annonce une charrette de licenciements ? Les actionnaires sautent de joie, les spéculateurs la félicitent pour sa stratégie d'assainissement, les actions grimpent, et le prochain bilan témoigne des bénéfices ainsi engrangés. De la sorte, on peut dire que les chômeurs créent plus de profits que leurs ex-collègues. Il serait donc logique de les récompenser pour leur contribution sans égal à la croissance. Au lieu de cela, ils n'en touchent pas un rognon. Le Chômeur Heureux veut être rétribué pour son non-travail.

Nous pouvons ici nous en référer à Kasimir Malevitch, le courageux créateur du Carré Blanc sur Fond Blanc. En 1921, il écrivit dans un livre qui n'a été publié que voici deux ans en Russie, *La paresse : véritable but de l'humanité* : "L'argent n'est rien d'autre qu'un petit morceau de paresse. Plus on en a, plus on peut goûter en abondance aux délices de la paresse. [...] Le capitalisme organise le travail de telle sorte que l'accès à la paresse n'est pas le même pour tous. Seul peut y goûter celui qui détient du capital. Ainsi, la classe des capitalistes s'est-elle libérée de ce travail dont toute l'humanité doit maintenant se libérer."

Si le chômeur est malheureux, ce n'est pas parce qu'il n'a pas de travail, mais parce qu'il n'a pas d'argent. Ne disons donc plus demandeur d'emploi mais : "demandeur d'argent", plus "recherche active d'un emploi", mais : "recherche active d'argent". Les choses seront plus claires. Comme on va le voir, le Chômeur Heureux cherche à combler ce manque par la recherche de ressources obscures.

Comptez au total combien d'argent les contribuables et les entreprises consacrent officiellement "au chômage", et divisez par le nombre de chômeurs : Hein ? Ça fait sacrément plus que nos chèques de fin de mois, pas vrai ? Cet argent n'est pas principalement investi dans le bien-être des chômeurs, mais dans leur contrôle chicanier, au moyen de convocations sans objet, de soi-disant stages de formation-insertion-perfectionnement qui viennent d'on ne sait où et ne mènent nulle part, de pseudo-travaux pour de pseudo-salaires,

simplement afin de baisser artificiellement le taux de chômage. Simplement donc, pour maintenir l'apparence d'une chimère économique. Notre première proposition est immédiatement applicable : suppression de toutes les mesures de contrôle contre les chômeurs, fermeture de toutes les agences et officines de flicage, manipulation statistique et propagande (ce serait notre contribution aux restrictions budgétaires en cours), et versement automatique et inconditionnel des allocations augmentées des sommes ainsi épargnées.

Le nouveau délire conservateur reproche aux chômeurs de se complaire dans l'assistance, de vivre aux crochets de l'état et patati et patata. Bon, pour autant que l'on sache, l'état existe toujours, et encaisse les impôts, c'est pourquoi nous ne voyons pas en quel honneur nous devrions renoncer à son soutien financier. Mais nous ne sommes pas polarisés sur l'état. Nous ne verrions aucun inconvénient à un financement venant du secteur privé, que ce soit sous la forme du sponsoring, de l'adoption, d'une taxe sur les revenus du capital, ou du racket. On n'est pas regardants.

Si le chômeur est malheureux, c'est aussi parce que le travail est la seule valeur sociale qu'il connaisse. Il n'a plus rien à faire, il s'ennuie, il ne connaît plus personne, parce que le travail est souvent le seul lien social disponible. La chose vaut aussi pour les retraités d'ailleurs. Il est bien clair que la cause d'une telle misère existentielle est à chercher dans le travail, et non dans le chômage en lui-même. Même lorsqu'il ne fait rien de spécial le Chômeur Heureux crée de nouvelles valeurs sociales. Il développe des contacts avec tout un tas de gens sympathiques. Il est même prêt à animer des stages de resocialisation pour travailleurs licenciés. Car tous les chômeurs disposent en tout cas d'une chose inestimable : du temps. Voilà qui pourrait constituer une chance historique, la possibilité de mener une vie pleine de sens, de joie et de raison. On peut définir notre but comme une reconquête du temps. Nous sommes donc tout sauf inactifs, alors que la soi-disant "population active" ne peut qu'obéir passivement au destin et aux ordres de supérieurs hiérarchiques. Et c'est bien parce que nous sommes actifs que nous n'avons pas le temps de travailler.

"Je ne voulais pas que ma vie soit réglée d'avance ou décidée par d'autres. Si, à six heures du matin, j'avais envie de faire l'amour, je voulais prendre le temps de le faire sans regarder ma montre. Je voulais vivre sans heure, considérant que la première contrainte de l'homme a vu le jour à l'instant où il s'est mis à calculer le temps. Toutes les phrases usuelles de la vie courante me résonnaient dans la tête : Pas le temps de... ! Arriver à temps... ! Gagner du temps... ! Perdre son temps... ! Moi, je voulais avoir "le temps de vivre" et la seule façon d'y arriver était de ne pas en être l'esclave. Je savais l'irrationalisme de ma théorie, qui était inapplicable pour fonder une société. Mais qu'était-elle, cette société, avec ses beaux principes et ses lois ?" Ces mots sont de Jacques Mesrine.

Mouvement des chômeurs

Tous ensemble, sacrifions nos vies au dieu économie
janvier 1998

Contre le chômage et l'exclusion, exploitation égale pour tous
Collectif Action Justice Sociale, 1998

La sale gueule du travail
Des chômeurs/meuses actifs/ves, janvier 1998

Communiqué de presse des occupants de l'ENS,
Les occupants et occupantes de l'ENS, janvier 1998

Pas besoin d'ANPE pour trouver une OCCUPATION
Des chômeurs précaires, qui ont du temps à ne pas perdre,
février 1998

Pour supprimer le chômage, supprimons le travail
La gueule de l'emploi, février 1998

Étudiant, réveille-toi
La gueule de l'emploi, février 1998

Nous sommes trop jeunes, nous ne pouvons pas attendre
Des insurgés en quête d'insurrection, mars 1998

On arrête tout !
Des lycéens lucides, mars 1998

À gauche poubelle, précaires rebelles,
CARGO, mai 1998

La promesse jospinienne de l'emploi
CARGO, septembre 1999

tous ensemble, sacrifions nos vies au dieu économie

Les trente-cinq heures! On en a tous rêvé. Pourquoi faire en trente-neuf heures ce que le patronat peut nous imposer de boulot aliénant, débilitant et inutile, quand on a l'occasion de l'accomplir en trente-cinq ? Pourquoi s'élever contre l'extraordinaire bonne volonté manifestée par le gouvernement Jospin de créer des millions d'emplois, qui plus est lorsque l'on sait l'incroyable diversité de catégories socio-professionnelles concernées par ce très prochain et assuré raz-de-marée de CDD, CES, formations payées de la promesse d'être mieux exploité plus tard : vigiles à Monoprix, matons, agents de sécurité avec chien, policiers municipal avec 357 Magnum en seulement trois semaines de formation, composteurs d'insertion dans les ASSEDIC, mainteneurs de caméras vidéo dans les angles des grandes surfaces, contrôleurs RATP-CAF, tatoueurs de numéros de sécurité sociale... Tous ces jobs merveilleux, cette fantastique profusion à venir de consommateurs heureux, qui oseraient empêcher tout cela ?

Et les quatre heures promises ? Qui en parle ? Certainement pas tous ces précaires qui volent de la nourriture dans les magasins parce que, disent-ils, ils ont faim. Non, ceux-là savent que les quatre heures, c'est au poste qu'ils les passeront pour un contrôle d'identité. A-t-on idée d'avoir faim dans un pays comme le nôtre. Alors que nous, les citoyens, de gauche de surcroît, qui avons pleinement pris conscience, avec un discernement certain, de la juste politique sociale proposée par les socialistes — enfin soucieux des problèmes majeurs qui provoquent cette si pénible fracture — sommes heureux de disposer de ces quatre heures. La répartition du temps de travail nous permettra enfin de nous lever plus tôt, à cause des grèves de mendiants qui nous font arriver quelquefois en retard, et cela sans même que nous nous en rendions seulement compte. Elle nous permettra aussi de consacrer plus de

temps à nos activités syndicales (puisque nous avons la chance non négligeable d'œuvrer en un pays où les syndicats, qui savent si bien, comme Nicole Notat, se concerter avec les gouvernements et les patrons afin de définir la meilleure façon de baiser la gueule à la populace larmoyante, sont autorisés). Quatre heures de plus pour soigner nos enfants pollués, dénoncer les fraudeurs de toutes sortes, se faire traiter comme des chiens galeux dans les administrations, montrer nos papiers au plus grand nombre possible de contrôleurs urbains, observer plus attentivement la misère quotidienne, regarder les matchs de la Coupe du Monde de foot qu'après tout nous avons payés...

Tout cela, les trente-cinq heures nous le permettent. Il est temps, maintenant que le mouvement des chômeurs a obtenu ce qu'il désirait (2 francs de plus pour les RMIstes, 266 francs pour la poignée de geignants gauchistes et quelques emplois-jeunes bidons), que nous nous attaquions sérieusement à cette fantastique avancée sociale.

Nous pouvons faire confiance à ce gouvernement qui, par l'énorme mais juste quantité de régularisation de sans-papiers dont il a fait l'effort, a déjà montré, d'une part, qu'il savait jauger des problèmes critiques de la société et les résoudre conformément à ses promesses et, d'autre part, qu'il s'attaque de front à la domination mondiale de l'argent, qu'il a à cœur de préserver en premier lieu les intérêts profonds de la population et non pas sa propre survie.

Quoi qu'en disent certains agitateurs professionnels, l'argent doit rester Roi dans cette société, dont les principes démocratiques et égalitaires ne devraient échapper à personne, les institutions politiciennes de la planète et de notre pays sont les seules à même de réduire l'exclusion sociale, de faire que d'ici 10 ou 15 ans maximum nous aurons 6 milliards d'habitants heureux de vivre, tout simplement.

**Ce gouvernement est le nôtre,
les trente-cinq heures notre bouée de sauvetage.
vive l'économie libérale
vive Jospin
vive la gauche**

Rendez-vous... Mercredi 28 janvier, 14 h, place de la Réunion.
M° Buzenval ou Alexandre-Dumas

CONTRE LE CHÔMAGE ET L'EXCLUSION EXPLOITATION ÉGALE POUR TOUS



Nous voulons travailler. OUI, nous voulons travailler, à n'importe quelle condition et à tout prix. Il n'en va pas tant de l'argent que de notre prestige social, de notre confiance en nous et dans le futur, et finalement de notre liberté, puisque de grands sociologues l'ont affirmé avant nous :

LE TRAVAIL REND LIBRE

Trop longtemps, nous avons été exclus et livrés à nous-mêmes, ce qui a suscité des habitudes associatives. Chaque matin, nous avons pris le petit déj' au lit, nous avons câliné et nous sommes rendormis.

Pendant que les élites se font tant de souci avec l'Union Monétaire, la concurrence asiatique et tout ça, pendant que les citoyens intégrés triment dans le stress, nous avons pris notre temps, et aussi dur soit-il de le confesser, nous nous sommes parfois amusés.

Et tout ça aux dépens de l'État, alors même que celui-ci a tant de mal à subventionner les chefs d'entreprise.

OUI, NOUS NE POURRONS JAMAIS ASSEZ EXPIER CETTE FAUTE, C'EST CLAIR !

Le chômage doit être supprimé.

Pour le plein emploi nous proposons :

— Le nivellement de toutes les montagnes et autres collines inutiles à coups de pelles et pioches, à dos d'homme / de femmes et à pied, jusque dans les déserts industriels, afin d'y ériger des pyramides géantes à la gloire du travail, de nos Élus, du président de la Banque Mondiale et autres pharaons du Saint Marché.

— Afin de vaincre la concurrence étrangère, nous réclamons l'instauration d'un salaire maximal qui ne devra pas excéder le salaire moyen du pays le plus pauvre, et qu'on diminuera régulièrement.

OUI, POUR UNE TELLE CAUSE, NOUS SOMMES PRÊTS À MARCHER NUIT ET JOUR, PIEDS NUS ET ENCHAÎNÉS, NOUS VOULONS NOUS FOUETTER MUTUELLEMENT ET NOUS JETER AUX PIEDS DE TOUS LES PORTEURS DE CRAVATES INTÈGRES QUE NOUS CROISERONS EN CRIANT : « PITIÉ ».

repris des «chômeurs heureux» allemands

COLLECTIF ACTION JUSTICE SOCIALE
29 rue d'Engasse 11300 Limoux Tel et Fax 04.08.31.35.72

LA SALE GUEULE DU TRAVAIL

**Quand le travailleur s'endort il est bercé
par l'insomnie
et quand son réveil le réveille
il trouve chaque jour devant son lit
la sale gueule du travail
qui ricane qui se fout de lui**

PRÉVERT «Le paysage changeur», *Paroles*

La dignité humaine n'est pas dans le travail salarié, parce que la dignité ne peut s'accommoder ni de l'exploitation ni de l'exécution de tâches ineptes, et pas davantage de la soumission à une hiérarchie.

La dignité des humains est dans leur capacité et leur obstination à rêver leur vie, à se raconter leurs rêves, à vouloir construire ensemble un monde sans argent où seul compte l'humain.

Il est absurde, et faux historiquement, de dire comme certains intellectuels que « le travail est le premier des droits de l'homme ». Le travail ne figure nulle part dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, et les émeutiers révolutionnaires n'en réclamaient pas. Ils posaient la question des « subsistances » et exigeaient « Le Pain et la Liberté ». Aujourd'hui comme hier, tout être humain, dès lors qu'il n'exploite pas ses semblables, a droit à la subsistance (logement, nourriture, transport, culture, etc.). **C'est ça le minimum social !**

Il ne s'agit pas de « partager le travail », comme on se met à plusieurs pour porter un fardeau, ni même de travailler « tous, moins, autrement ». En vertu de quelle morale masochiste faudrait-il réclamer et partager la misère et l'ennui salarié, au service des patrons ou de l'État ?

La satisfaction du travail bien fait, la fierté de l'artisan, conscient de l'utilité sociale de son travail, ne sont plus de mise sous le capitalisme industriel où la majorité des gens sont employés à des tâches stupides et ne produisent que des nuisances.

Si le capitalisme se contente désormais pour prospérer d'un nombre plus réduit de travailleurs (dans les pays occidentaux), de notre côté nous n'avons que faire de la plus grande partie de ce qu'il nous impose et nous vend. Aussi est-il absurde de réclamer « la création d'emplois » ; les richesses existent pour assurer la subsistance à toutes et à tous. Nous n'avons qu'à les partager. Quant au reste, une révolution sociale fermerait davantage d'usines et supprimerait plus d'emplois nuisibles en douze heures que le capitalisme en douze ans. Pas question de continuer à fabriquer des colorants alimentaires, des porte-avions ou des contrats d'assurance...

Pas de « plein emploi », une vie bien remplie !

Martine Aubry, qui a privé les moins de 25 ans de l'allocation d'insertion (1 500 F), refuse de leur donner un revenu sous prétexte que ce serait un « aveu d'échec pour la société » [Le Monde, 23-1-1998]. Georges Jollès, vice-président du CNPF, renchérit : « Si l'écart entre SMIC et minima est trop faible, l'incitation à la recherche d'emploi s'affaiblit. » [Le Monde, 20-1-1998].

Patrons et socialistes, pour ces gens l'échec ça n'est pas que des gens soient privés de tout, ce qui compte c'est de les plier à l'idée et à la morale du travail, même s'il n'y en a plus...

La « société du travail » de Jospin a deux slogans : Travailleurs, craignez le chômage et fermez vos gueules ! Chômeurs, humiliiez-vous pour mendier un emploi que vous ne n'aurez pas !

Cette « horreur économique » n'est pas une fatalité imposée à l'humanité pécheresse par un « dieu », et pas non plus une loi incontournable des sociétés soi-disant développées. L'économie est la vision du monde de la bourgeoisie, le mode d'organisation particulier au système capitaliste que nous voulons justement détruire.

Impossible de faire l'économie d'une révolution pour détruire un monde où l'horreur est monnaie courante.

Des chômeurs/ meuses actifs/ves

Pour en parler : Assemblée quotidienne à 18 h à la faculté de Jussieu, M^e Jussieu.
Pour connaître le n° de l'amphithéâtre, consultez le panneau d'affichage à l'entrée.

Imp. spéciale C.G.

Paris
fin janvier

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DES OCCUPANTS de l'E.N.S.

Lundi 19 janvier 1998

Les médias tentent de faire de nous un symbole. Pour notre part, nous estimons être une occupation parmi d'autres et nous ne voudrions pas que notre surmédiatisation occulte les dizaines d'autres actions qui se déroulent actuellement dans toute la France, dans le cadre du mouvement des chômeurs, précaires... que nous ne prétendons en aucun cas représenter.

Depuis le début, nous voulons à travers les multiples occupations qui ont eu lieu à Paris, un lieu ouvert, autogéré, de débats où puissent se rencontrer chômeurs, précaires, étudiants, salariés, lycéens... bref tous ceux et toutes celles qui se reconnaissent et s'inscrivent dans cette lutte. Le gouvernement, malgré ses discours, a choisi de nous en empêcher par tous les moyens.

Il est bien clair que ce lieu on le prendra, que l'État le veuille ou non. En multipliant les blocus, les contrôles, les arrestations, le gouvernement ne fait qu'attiser notre colère. Aujourd'hui, si nous sortons, c'est pour rejoindre l'assemblée générale qui se tient à Jussieu depuis 17 h 30 et pour continuer cette lutte multiforme. La dynamique et les liens qui se sont mis en place ici perdureront et si nous le jugeons opportun nous reviendrons à l'E.N.S.

Nous exigeons toujours :

- Allocation exceptionnelle de 3 000 F pour tous les chômeurs
- Revalorisation immédiate des minima sociaux de 1 500 F
- Extension du R.M.I. pour les moins de 25 ans et les étudiants
- Remise à plat du système d'indemnisation chômage
- De pouvoir vivre comme on le veut, sans contrôle social

CE N'EST QU'UN DÉBUT...
Les occupants et occupantes de l'E. N. S.

PAS BESOIN D'ANPE POUR TROUVER UNE OCCUPATION

**Qu'est-ce qu'un chômeur ? quelqu'un qui a du temps.
Qu'est-ce qu'une ANPE ? ce qui veut le lui faire perdre.**

Obligation de pointage, injonction d'accepter n'importe quel emploi, temps passé en démarches infinies : l'ANPE est l'outil par lequel on voudrait nous contrôler, nous atomiser, nous contraindre.

Les institutions gestionnaires du chômage organisent le contrôle social :

- chantage à l'acceptation de n'importe quel emploi et stages de motivation qui ressemblent à des lavages de cerveaux (ANPE) ;
- investigations dans la vie privée avec visites domiciliaires (CAF/CAS) ;
- obligation permanente de justifier d'une recherche active d'emploi (DDTE/ASSEDIC) ;
- radiation arbitraire du RMI (CLI/DDAS) ;
- rétention d'informations concernant le fonds d'urgence sociale (à Paris, on enregistre à peine 6000 demandes alors que la ville compte au moins 60 000 allocataires du RMI et 200 000 chômeurs).

Si nous occupons aujourd'hui une ANPE c'est parce que nous n'acceptons pas ce vol de notre temps ni ce chantage permanent qui voudrait nous imposer comme seule alternative un emploi pourri ou la radiation.

Partout les collectifs de chômeurs et précaires s'organisent contre ces institutions dont la finalité est le contrôle de nos vies. A Arras, la Direction Départementale d'Action Sociale (DDAS) a été occupée pour protester contre la suppression du RMI à un chômeur (celui-ci est actuellement en grève de la faim). Une marche partie de Vaulx-en-Velin arrivera à Paris le 7 mars. A Nantes, une coordination de plusieurs collectifs autonomes s'est réunie pour définir des thèmes d'actions communs.

Par le rapport Join-Lambert (prémissse de la loi « contre l'exclusion ») qui préconise de subventionner les emplois flexibles et précaires à travers le cumul possible des minima sociaux et des petits boulots, le pouvoir prétend répondre à ce mouvement alors qu'il ne fait que satisfaire les exigences de l'économie. En réalité, sa seule réponse est la répression : blocus policier, expulsions musclées, arrestations et inculpations comme à Nantes, Lille, Lyon, Clermont-Ferrand, emprisonnement de quatre manifestants parisiens jugés aujourd'hui devant le tribunal correctionnel.

La répression ne fera pas taire ce mouvement qui, tout en élaborant une critique du travail salarié, exige pour commencer la revalorisation immédiate des minima sociaux, l'instauration d'un revenu pour les moins de 25 ans, l'arrêt des poursuites et la libération immédiates de tous les emprisonnés.

Le 26 février
Des chômeurs précaires, qui ont du temps à ne pas perdre.

Paris
ANPE occupée

POUR SUPPRIMER LE CHOMAGE, SUPPRIMONS LE TRAVAIL ...

Suite à la manifestation de République à Nation du 17/01/98, et à l'occupation du restaurant "La Coupole" par une cinquantaine de manifestants, la décision a été prise d'organiser une A.G. quotidienne dans un amphithéâtre de Jussieu.

Dès le lundi suivant, de nombreuses actions y ont été décidées (Fouquet's, siège du P.S., Direction Départementale du Travail et de l'Emploi...). Les dernières de ces actions ont d'ailleurs été passées sous silence par l'ensemble des médias dont l'intérêt pour nous s'est progressivement éteint.

Pourtant, notre lutte continue malgré l'organisation par les syndicats d'une dernière manifestation le 27/01/98 destinée à enterrer le mouvement.

Derrière notre banderole "**SACRIFIONS NOS VIES POUR L'ECONOMIE**", nous étions 300 à chanter galement, jongler, danser ; nous nous sommes mêlés au cortège en passant notamment devant la CGT en scandant : "jamais ils ne nous ont trahis, les syndicats sont nos amis !".

Après la dispersion, rejoints par une centaine de sympathisants, nous avons tenté de rejoindre Jussieu avant d'être pris en chasse par les schtroumpfs mobiles.

Quelques personnes ont été interpellées mais l'A.G. a bien eu lieu vers 18h., rassemblant près de 400 personnes, et nous avons pu effectuer un bilan de la journée.

Si nous manifestons, c'est parce que l'originalité de notre mouvement nous était apparue clairement. Nous sommes en effet dénigrés par la plupart des syndicats et associations parce que nous ne nous cantonnons pas à leurs revendications.

Les emplois précaires et les emplois jeunes que nous proposons le gouvernement nous semblent inutiles (agent d'ambiances, fermeurs de portes de RER...) voire nuisibles (flics, vigiles, huissiers...) comme d'ailleurs l'immense majorité des métiers qui existent aujourd'hui (banquiers, assureurs, publicitaires, statisticiens, boursiers, testeurs de marché...).

Nous voulons faire cesser toutes ces activités afin d'instaurer un véritable partage du travail et des richesses. L'humanité doit se rendre compte que son épanouissement peut passer par autre chose qu'une activité salariée. Arrêtons d'enrichir les patrons, enrichissons nos vies !

Nous ne voulons plus de cette société de misère, de travail, de concurrence et de profit. Nous ne voulons plus, comme essaient de nous le faire croire les politiciens de droite comme de gauche, d'une société d'assistance.

Nous voulons une société basée sur l'entraide et l'autogestion.

Nous voulons être libres!

Nous voulons vivre!!

A Jussieu, nous osons prendre la parole!

A la faveur des manifestations de chômeurs, plusieurs dizaines de personnes se sont progressivement retrouvées dans un amphithéâtre de Jussieu. Au fil des assemblées générales, l'endroit est devenu le point de ralliement de toute une population en rupture de ban avec les organisations

ETUDIANT, REVEILLE-TOI !

Etudiant, tu n'es qu'une *marchandise*. Et en tant que *marchandise*, ta seule liberté est cette liberté de *circuler* à laquelle tes gardes-chourmementiennent tant. Aller et venir, changer d'employeur, de résidence, de brossé à dent, de vagin ou de verge, voilà l'espace de ta stérile agitation, le lieu désolé de ta jeunesse sans passion, voilà le volume de la cellule où tu t'étoiles et dont tu as tellement peur de toucher les murs. A l'université, tu n'apprends guère qu'à te soumettre, et à t'ennuyer; il faudra quelques années de ce dressage aride pour faire de toi un bon salarié, dans le meilleur des cas, ou sinon un chômeur respectueux de ses maîtres. Il n'est pas rare que tu te flattes de la profondeur de ton obéissance, ou de la malice de ton ambitieuse soumission. Pauvre con ! qui ignore que l'on n'accède au pouvoir que pour s'y être *intégralement* soumis; pas avant, donc, d'avoir renoncé à toute espèce d'existence individuelle. Il n'est pas une seule dignité qui, dans la société présente, ne se donne *immédiatement* pour une indignité, et tu le sais. Tu te demandes aussi, à certains instants d'angoisse, ce que tu voudrais vraiment faire. Mais à cela il n'y a, bien entendu, pas de réponse : comment pourrais-tu désirer en tant qu'*homme* ce que tu peux faire en tant qu'*étudiant* ?

Le mal-nommé «mouvement des chômeurs», qui n'est rien d'autre que la révolte des hommes libres contre un ordre social où nul ne trouve plus d'emploi à ses facultés, est porteur d'une radicalité qui seule peut te sortir de ton insignifiance. Il s'adresse à chacun en tant que *singularité quelconque*. Il ne réclame rien de moins que l'abolition du travail salarié, et du désert social qui est nécessaire à son maintien. Il ne discourt pas, il agite, occupe, assiège, détruit. Il est déjà, *pratiquement*, l'expérimentation de modes de vie, de joies, de communautés sans précédent. Contre le bonheur grelottant des consommateurs tapis dans leur moquette, il est la déflagration de LA VRAIE VIE qui emportera dans un éclat de rire gigantesque l'empire de l'ennui, du calcul et de la séparation. Rien ne peut dispenser la vie d'être *passionnante*.

L'échec formidable de cette société est patent *en tous les domaines*; elle avoue d'ailleurs elle-même qu'elle n'est plus, pour l'essentiel, réformable. Sa destruction est d'autant plus imminente que les fous qui font mine de la gouverner sont devenus sourds. Cela nous épargnera la peine d'avoir à discuter avec eux, et nous aurons moins de remords, aussi, à les éliminer. Il ne nous reste donc qu'à exécuter la sentence qu'elle a depuis longtemps déjà prononcé contre elle-même. En occupant Jussieu, par exemple, et en vouant à la *métamorphose* de la société ce que l'on avait soigneusement destiné à sa *reproduction*.

CETTE SOCIETE EST LA TOUR DE PISE DONT SEULS LES IMBECILES ATTENDENT QU'ELLE S'EFFONDRE.

Le vieux monde s'effrite au-dessus de nos têtes. Aucune nouvelle technologie ne viendra le rajeunir, lui qui au lendemain de sa naissance, déjà, accusait sa sénilité. Ses plus sûrs piliers, à présent, se fissurent : on payait les chômeurs pour qu'ils se taïssent, et voilà qu'ils hurlent; on avait parfait, avec des moyens toujours plus raffinés, la séparation entre les êtres et on les trouve unis face à la bêtise du pouvoir; on croyait qu'ils avaient fini par prendre leur aliénation pour leur condition, et l'on découvre avec horreur qu'ils ont encore à la bouche l'inepte vocable de «liberté»; on leur avait bien dit que l'or s'occupait de tout, et voilà qu'ils exigent de faire leurs affaires eux-mêmes. La tragique bouffonnerie de l'Etat et du spectacle va bientôt cesser; et elle le sait. On aurait pu peut-être, pendant un bon moment encore, faire aller contre le vent ce navire conduit par des fous; mais son destin le pousse aujourd'hui dans l'autre sens, justement parce que les fous eux-mêmes n'y croient plus. Ce destin, c'est la révolution qui vient.

Il ne faut pas se méprendre sur la nature et la radicalité du présent «mouvement des chômeurs» : «un chômeur», c'est ainsi que la société salariale désigne *l'homme libre* et que, ce faisant, elle s'arroge le droit de l'affamer. Ce mouvement est radical en ceci donc qu'il prend pour point de départ la racine même de toute réalité sociale : l'homme. Aucun système de représentation ne pourra le canaliser qui ne soit tôt ou tard débordé. Quant à cette société, elle ne peut éliminer l'exclusion sans disparaître : rien ne garantit plus son incohérente cohésion que la crainte universelle de se voir rejeté dans les bas-fonds. Cette société est bâtie sur *LA PEUR*. Elle doit être *DETRUISTE*. Tout est à recommencer *DEPUIS LE DEBUT*.

Notre force, naturellement, c'est d'avoir en face de nous un ennemi sourd : cet Etat spectaculaire qui ne veut ni ne peut entendre que le langage des gestionnaires, et qui ne comprendra pas avant l'heure de sa ruine la poésie terrible, l'humanité sauvage de la langue dont tonnent nos canons. Nous voulons VIVRE, et nous VIVRONS. Nous ravagerons ce qui mérite de l'être; et dans le même temps nous inventerons des villes, des sociétés, des modes de vie qui seront comme le réveil d'un trop long cauchemar. Et que l'on ne nous blâme pas de ne pas savoir où nous allons : car c'est celui qui ne sait pas où il va qui va le plus loin.

IL EST RARE QUE LES DEMOLISSEURS MEURENT SOUS LES DECOMBRES.

NOUS SOMMES TROP JEUNES, NOUS NE POUVONS PAS ATTENDRE

Dans les discussions actuellement en cours sur le travail, il y a des banalités de base qui ont été trop négligées. On parle souvent d'abolition du travail, de réappropriation de nos vies et d'une activité humaine à réinventer, mais on oublie un détail : si nous sommes d'accord pour dire que le travail est un rapport social médiatisé par le profit et que donc l'abolir signifie bouleverser toute la société, il faut bien réaliser qu'il y a un appareil d'Etat qui défend par la violence les conditions existantes. Parler de transformation des rapports sociaux (un « emploi différent de la vie ») sans poser la question de l'Etat signifie séparer un projet possible des conditions concrètes de sa réalisation — voire contribuer à aménager ce qui existe.

Si l'on ne s'empare pas du temps *et de l'espace* pour dialoguer sans médiateurs et changer ainsi les rapports, aucune transformation sociale n'est possible. Or, tout l'espace est aujourd'hui occupé militairement par le capital et par l'Etat. « L'argent » et la « marchandise » sont des concepts qui restent bien abstraits si l'on ne les voit pas en tant que lieux, structures et appareils concrets de contrôle et de domination. Bien sûr ils sont également des valeurs, mais imposées par une vie réelle de soumission et par des moyens de domestication. « Abolir l'argent et la marchandise » signifie détruire tout ce qui les concrétise. Et c'est seulement à l'intérieur de cette destruction que le dialogue s'arme et que les consciences se transforment. (Comme disait l'autre, on ne peut désirer que sur la base de ce qu'on connaît, et l'on ne connaît que sur la base de ce qu'on fait). Face à ces prétentions *pratiques* — à cette « immense œuvre de démolition urgente » — le pouvoir ne peut rester tranquillement à regarder : pour lui c'est la ruine ou la récupération. Sans abattre l'Etat (au sens strict de gouvernement, magistrature, police, armée, etc.) et sans exproprier le capital (en détruisant ce qui est nuisible et en transformant ce qui est transformable), aucun changement réel n'est possible.

On pourrait nous répondre : « La destruction de l'Etat ? C'est pas demain la veille... ». C'est vrai, mais l'abolition du travail non plus (sauf si l'on croit qu'elle soit compatible avec le capitalisme, mais alors il faudrait s'entendre sur le mot « travail »). Ce que nous voulons souligner est tout simplement le fait que abolition du travail et destruction de l'Etat sont des termes indissociables, théoriquement et pratiquement. C'est la raison pour laquelle tout le discours porte sur ce qu'il y a à dire et à faire maintenant, et non demain ou après-demain.

Sur cette base, les problèmes changent considérablement d'aspect. La répression, par exemple, ne peut plus être perçue uniquement comme réaction à ce que nous faisons (chose qui pourrait justifier un discours d'autocensure), mais aussi comme projet et pratique permanents du pouvoir. L'omniprésence de la répression s'exerce à travers le déploiement d'un contrôle toujours plus technologique et subtil, s'immisçant partout où le rapport de force (et le

consensus lui-même est une force) lui laisse la possibilité de s'immiscer. La répression est avant tout répression de désirs, fabrication de cette marchandise qui contient toutes les autres : la paix sociale. Ce n'est pas la révolte qui fait augmenter la répression, c'est la passivité.

Quelques petites réflexions au sujet de la méthode.

Le choix de l'objectif d'une action est en lui-même une proposition théorique qui relève d'une analyse et d'un effort de documentation. Ceux-ci constituent la matière de discussions collectives. Une analyse globale (et documentée) du travail — dans ses aspects productifs, psychologiques, médiatiques, etc. — signifie une chose très concrète : un spectre plus large d'objectifs auxquels s'attaquer. Une analyse globale dépasse la tendance à toujours privilégier un champ spécifique d'intervention (« Tous ensemble contre les détails ! » est le cri de bataille du réformisme). Pour une intelligence capable de dissocier et de composer continuellement les différents aspects de la domination, la révolte est *partout*. « La poésie consiste à faire des mariages et des divorces illégaux entre les choses » (F. Bacon). L'insurrection n'est que poésie généralisée.

Une assemblée comme celle-ci pourrait être, dans ce sens, un véritable *laboratoire* (bien que nous soyons des ennemis déclarés du travail). Un échange continu d'informations et de réflexions est une critique en actes de la hiérarchie et du racket de la parole. La discussion collective peut transformer les actions de chacun en contribution théorique et, réciproquement, les réflexions de chacun en possibilités d'actions autonomes. Ce qui permet de remettre en question la séparation entre le penser et l'agir. Entre l'assemblée et l'organisation/réalisation des actions.

En ce qui concerne les actions, élargir la critique à toute la *société du travail* signifie penser différemment notre pratique et notre force. *Tous ensemble*, oui, mais pas forcément en même temps ni au même endroit. Les actions pourraient être réalisées aussi par des groupes plus restreints (où les affinités sont plus approfondies). Cela permettrait une participation effective de chacun à tous les aspects de l'action (analytiques et techniques), la critique de toute attitude grégaire et plus de confiance entre nous (*in fine* ce sont les flics et les procureurs qui prendront le soin — ou non — de juger de la qualité de notre poésie...). Cela nous donnerait aussi l'occasion de mieux évaluer les moyens et les formes de l'agir, une plus grande imprévisibilité, la possibilité d'expérimenter une coordination horizontale entre les actions (un fédéralisme passionné et subversif) et celle d'élargir le sens et la force des pratiques. Il en découlerait probablement une plus grande richesse de réflexion de l'assemblée (principalement en ce qui concerne les méthodes à employer).

La révolte est la rencontre de la légèreté avec la rigueur.

Des insurgés en quête d'insurrection.

ON ARRETE TOUT!

Quand nous serons bien vieux, le soir au coin du feu, peut-être prendrons-nous enfin la peine de nous demander ce qui nous avons fait de nos vies. Nous découvrirons alors avec horreur le vide profond qui aura rempli nos existences partagées entre un travail lassant et improductif, et la peur de le perdre!

Le seul moyen de subsistance que nous propose cette société est l'argent. C'est aujourd'hui ce sur quoi nos rapports humains sont fondés. C'est donc sur une base aussi despotique et inhumaine qu'est l'économie de marché que se prépare notre avenir. Tout est fait pour que nous acceptions sans chercher à rejeter cette fatalité qui ne nous concerne en rien puisque nous ne l'avons pas choisie. Au lycée, on nous enseigne la soumission et l'ennui. On nous habite à ne pas voir ce monde de toutes parts décrépit auquel il nous faudra bientôt participer.

Mais un jour peut-être nous ouvrirons les yeux sur la tragique comédie que l'on nous fait jouer. Nous réaliserons alors que nous avions mieux à faire que de passer nos vies derrière un bureau. Face à l'absurdité obstinée de cette société que, au fond, nous ne comprenons pas et réciproquement, NOUS DECIDERONS D'ARRETER DE TRAVAILLER inutilement. Et nous nous mettrons à rêver parce que, contrairement à ce qu'on a pu nous démontrer, il vaut mieux rêver à quelque chose que ne rien rêver du tout. Nous réunirons nos forces et nos idées pour enfin réaliser ce rêve qu'on nous a interdit. Nous nous lèverons contre la dictature de la morosité quotidienne du béton, du métro, des horaires, des chaussures en criant : « Nous voulons marcher sur du gazon, nous voulons jouer, nous voulons taper dans un ballon, rire et puis chanter !! »

Un changement radical de la société s'impose pour que nous puissions enfin prendre le temps de vivre. L'avenir est à la liberté, à l'égalité, et à la justice, mais aussi à l'art, à la discussion et à la nature. Il n'est impossible à réaliser que si des insensés bornés s'y opposent. Mais ce seront ceux-là mêmes qui auront à y perdre. Eh bien qu'ils y perdent !!

Car si nous ne réagissons pas maintenant, nous serons bientôt condamnés à mener cette existence grise qu'ils nous imposent et dont nous ne voulons plus.

Des lycéens lucides

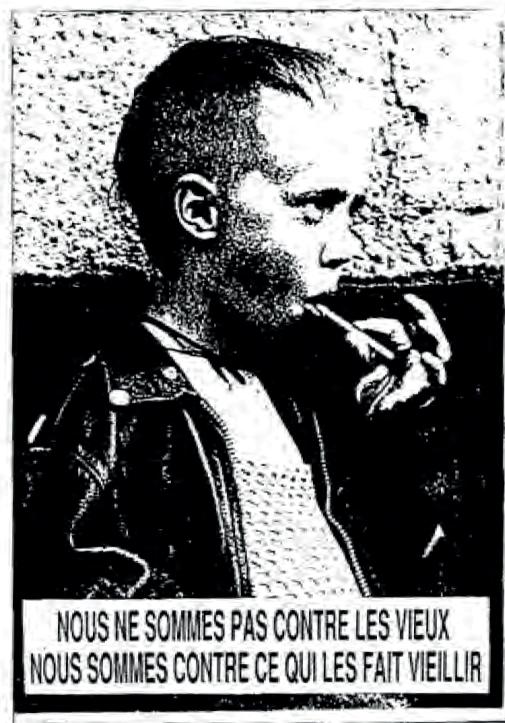
Ne pas brûler, ne pas jeter sur la voie publique, mais le lire et le diffuser.

Paris, 20 mars
manif des lycéens

Génération sacrifiée ?

GÉNÉRATION
INSURGÉE !!!

Comité Action Lycéen
(CAL)



À gauche poubelle, précaires rebelles

par CARGO (*Collectif d'Agitation pour un Revenu Garanti Optimal*)

Exclus ? Perclus ? Forclus ! Travailleurs précaires, à temps partiels imposés, à horaires flexibles, à bas salaires, à Contrats à Durée Déterminée, intérimaires, saisonniers, vacataires, stagiaires, intermittents, retraités à faible revenu, étudiants et lycéens sans ressources : nous n'exissons pas. Le gouvernement a décidé que nous n'exissons pas. Il est plus facile de faire croire que le seul problème de la société française est « le sort dramatique des chômeurs de longue durée » dont on propage une vision misérabiliste, archaïque et pour tout dire folklorique, à coup de reportages sur l'Armée du Salut et de gros chiens qui regardent leur maître avec des yeux infiniment tristes. « De braves gens » qui occupent les ASSÉDIC « par désespoir » ou parce qu'ils sont « manipulés » par des forces obscures. À qui profite une telle image du mouvement des chômeurs et des précaires ? À tous ceux qui veulent croire que des mesures caritatives en viendront à bout, que la réponse à apporter à la crise de l'Etat-Providence est de faire mijoter de grosses marmites de soupe populaire et de distribuer des coupons-sports pour les vacances. L'État est dans son rôle lorsqu'il se drape du voile de la « solidarité nationale » : en bon capitaliste collectif, il cherche en toute logique à maintenir les profits et détruit des garanties salariales arrachées par des décennies de luttes.

La loi sur l'exclusion présentée au Parlement s'inscrit dans la lignée du projet de loi de cohésion sociale, jadis proposée par Juppé et consorts. C'est encore une fois de coercition sociale qu'il s'agit. La précarité généralisée est gérée par une pauvre loi pour les pauvres, une loi qui distribue quelques aumônes, subventionne les employeurs et vise à renforcer le contrôle des salariés précaires et chômeurs. Charité, assistanat aux patrons et contrôle social toujours plus raffiné sont les trois axes majeurs de cette loi. Elle n'est un progrès que pour les tenants du social-libéralisme européen prôné par Jospin, Blair, ou Schröder. Quant à ceux, associations humanitaires ou caritatives, qui la jugent simplement « insuffisante », ils ne font que défendre leur raison d'être : la gestion philanthropique et plus ou moins lucrative de la misère. Pour nous, elle est l'expression pernicieuse et brutale d'une idéologie du travail dont le capital s'est toujours servi comme d'une arme. Lorsque Jospin dit que la société doit être fondée sur le travail et le refus de l'assistance cela signifie que les visites domiciliaires, les radiations, les convocations vont être multipliées. À la répression qui a frappé nombre d'actions collectives ces dernières semaines, il faut, pour les tenants de l'ordre social, adjoindre un renforcement du contrôle de tous ceux qui passent par le chômage. Telle est la réponse d'un gouvernement qui sait maintenant devoir compter avec un mouvement, avec des formes d'existence collective qui ne lui épargneront pas le conflit sur ces enjeux centraux relevant de la gestion de la vie par l'État.

Nous ne voulons plus entendre et encore moins laisser passer un discours de solidarité qui prend les pauvres comme alibi pour faire baisser les salaires et aggraver la précarité. Nous ne voulons pas d'une baisse du chômage qui passe par toujours plus de boulot sans intérêt, un développement vertigineux de l'intérim, des jobs sous-payés

et la flexibilité contrainte. Inventons des formes d'autodéfense sociale à la mesure de l'oppression diffuse organisée par ces technocrates gauche caviardeuse et leur collaborateurs ex-soixante-huitards, experts en contrôle des mouvements sociaux.

Si chômeurs et RMIstes sont le plus souvent exclus du salaire direct et dépendent de diverses formes de salaire social (allocs, RMI, etc.) parce qu'ils ont un rapport fluctuant à l'emploi, ils sont résolument inclus dans la production de richesses : il n'y a aujourd'hui plus de frontière solide entre temps de travail et temps de vie, plus d'opposition possible entre salariés chômeurs et salariés précaires. Les chômeurs et les précaires qui se forment, utilisent et inventent mille machines productives, tous ceux-là ne reçoivent qu'une aumône misérable ou même carrément rien du tout en échange de leurs multiples implications dans une production de richesses qui ne se borne pas à la production de marchandises. Ils n'ont pas la chance de Lionel Jospin qui, lui, a bien eu droit à un salaire du Ministère des Affaires Étrangères de 1993 à 1997 alors qu'il était « en disponibilité ». Comme il l'a répondu à ses accusateurs le 20 mai 1998 à l'Assemblée Nationale, il a pu profiter de ces années « payé à ne rien faire » pour « agir et faire ». Curieusement, le Premier Ministre n'a pas songé à se définir alors comme « un assisté social » et a rejoint avec une spontanéité touchante les chômeurs, scolarisés et précaires qui réclament eux aussi la reconnaissance des formes de production hors-emploi dont ils sont les acteurs ; des moyens d'échapper à la pauvreté, de résister à la précarité de l'emploi, de mettre en œuvre de nouveaux projets, bref, qui exigent le salaire social qui leur est dû.

Paris, le 23 mai 1998.



La promesse jospiniennne du plein emploi

par CARGO (*Collectif d'Agitation pour un Revenu Garanti Optimal*)

Le plein emploi de papa, c'était, soit la version hard : les femmes à l'usine d'armement et les hommes au front, les camps de rééducation par le travail ou les porteurs de lunettes dans les rizières, histoire de leur apprendre ce qu'être productif voulait dire... ; soit la version soft, où les charmes de la production en série de bagnoles et autres merveilles interchangeables, fabriquées en masse, permettaient à un fordisme défunt d'assurer au plus grand nombre la garantie de perdre sa vie à la gagner... Mais le règne dictatorial du « one best way » taylorien qui depuis l'entreprise organisait la société a vécu. Aux grèves sauvages, au turn-over incontrôlable, à la fuite hors de l'usine, opposés par le travail à l'exploitation, le capital répond depuis vingt-cinq ans par l'imposition d'une discipline hors l'usine. Cette discipline hors les murs touche directement toute la société pour retourner le contrôle de la mobilité au profit du capital. Le salaire n'est plus un investissement nécessaire à la massification de la consommation et à la croissance des profits mais un pur moyen de contrôle.

Le plein emploi d'aujourd'hui, celui que nous annonce Lionel Jospin pour dans dix ans, est donc tout différent de celui d'hier : c'est celui vers lequel tendent les États-Unis avec leurs 4 % de chômage et leurs 2 % de population active derrière les barreaux ; c'est celui du glissement progressif vers le workfare, c'est-à-dire l'obligation de travailler lorsqu'on dépend des superbes allocations généreusement versées par les social-démocraties européennes, en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne... ; c'est la société rêvée où des millions de salariés pauvres, « working poors » misérablement payés à accomplir des tâches inutiles ou nuisibles, n'auraient plus l'outrecuidance d'alourdir les chiffres du chômage et, partant, le scintillant bilan gouvernemental de la gauche plurielle.

À l'heure où 87 % des embauches sont des contrats à durée déterminée n'ouvrant le plus souvent aucun droit à l'assurance-chômage, où le travail intérimaire connaît une expansion sans précédent, où des centaines de milliers de jeunes, privés de revenu, sont contraints de se vendre à bas prix au premier Mac-Do venu pour payer leurs études, échapper à leur famille ou en compléter les ressources, le gouvernement Jospin affecte un excédent budgétaire de 68 milliards de francs à l'allégement des impôts pour les classes moyennes et à une baisse de la TVA pour des secteurs d'activité où la précarité règne en maître (bâtiment, restauration...). Autant de services dont les prix ne baisseront que parce qu'ils bénéficieront à ceux qui

ont les moyens de se les offrir.

De l'augmentation des minima sociaux (chiffrée par le même Jospin à 70 milliards en janvier 1998, coïncidence ?), avec lesquels tentent de survivre 6 millions de personnes en France, il ne sera pas question : l'horizon radieux du plein-emploi promis sous décade serait sans conteste assombri si, par malheur, chômeurs et travailleurs précaires se trouvaient en position de refuser les CES de vigiles à mi-temps et autres emplois-jeunes à la Cogema dans lesquels on voudrait à toute force les insérer.

Monsieur Jospin, nous n'irons pas dans votre plein emploi, nous avons bien mieux à faire qu'être embauchés dans votre usine. Vous le savez pertinemment, nous y travaillons déjà de manière intermittente ou précaire en fonction des besoins de votre économie et voulons que ce travail soit reconnu et payé. Nous ne demandons pas qu'on nous trouve une activité, nous n'en manquons pas. La disponibilité que vous exigez de nous, nous savons en faire usage pour notre compte, c'est-à-dire pour tous. Ce qui nous oppose à vous, c'est de vouloir conquérir collectivement les moyens de développer librement les activités et les formes de coopération productive que nous jugeons belles et nécessaires.

Vous avez su par le passé utiliser des mois de salaire conséquents et délicieusement libres de toute contrainte afin de réaliser vos projets. Lorsque des personnes malveillantes vous l'ont reproché, vous leur avez fort justement répondu que vous en aviez « profité pour agir ». Nous aussi, nous agissons et nous produisons tous les jours des choses infinitiment plus passionnantes et utiles que de reconstruire le Parti socialiste en vue de gagner les élections législatives... ou présidentielles. Aujourd'hui plus encore qu'hier, lorsque vous ne voulez à aucun prix relâcher la contrainte salariale qui s'exerce sur la multitude, lorsque vous refusez à garantir à chacun des moyens d'existence, comme le réclament les mouvements de chômeurs et de précaires, vous vous posez en défenseur de possédants arc-boutés sur leurs priviléges. Soyez attentif toutefois : ceux que vous dites assistés et à qui vous promettez l'emploi comme une récompense sont tout prêts à mordre la main que vous leur tendez : la violente inégalité sociale que vous cherchez par tous les moyens à maintenir pourrait bien susciter de nouvelles nuits du 4 août.

Paris, le 11 septembre 1999

Mouvement anti CPE

Nous ne sommes pas des variables d'ajustements
AC - RTO - CIP-IDF, 2006

Appel du 22 février
Tendance gréviste ni CPE ni CDI, 2006

Pour tuer l'argent, brûlons tous les diplômes !
Des esclaves non-diplômés solidaires des esclaves
diplômés, mars 2006

Et après, que nous reste-t-il ?
Aspirine dans Non Fides n°1, 2007

NOUS NE SOMMES PAS DES VARIABLES

**RENDEZ-VOUS
TOUS LES MARDI À 13H00
DEVANT LA CFDT
(MÉTRO BELLEVILLE).**

D'AJUSTE MENTS



AC !

**PARIS AIR LIBRE
WWW.AC.EU.ORG**

RTO

**RÉSISTANCE AU TRAVAIL
OBIGATOIRE
WWW.COLLECTIF-RTO.ORG**

**COORDINATION
DES INTERMITTENTS
ET PRECAIRES
D'ILE DE FRANCE
WWW.CIP-IDF.ORG**

Appel du 22 février

Tendance gréviste ni CPE ni CDI, 2006

Les grévistes de Rennes II sont unis en tant qu'ils considèrent que la grève avec blocage de l'université est pour ceux qui y étudient la condition sine qua non d'une lutte contre le CPE ; non que cela suffise, mais cela libère le temps et l'énergie sans lesquels il n'y aurait pas de lutte, mais une simple divergence d'opinions.

Ils sont également unis en tant que pour eux la grève avec blocage est le seul moyen de provoquer le débat politique sur le CPE en dehors des joutes oratoires feutrées des parlements.

Ce débat politique sur le CPE a permis de constater au sein du mouvement une forte tendance à ne pas se satisfaire de slogans tels que « non au CPE, pour plus de CDI », qui suggèrent que le CDI serait en soi un contrat équilibré, favorable aux salariés, qu'il s'agirait de défendre comme un acquis, une position de force conquise par les luttes passées. Il apparaît pourtant que tout contrat de travail garantit seulement les modalités d'une exploitation. Nous considérons que rejeter une réforme qui aggrave nos conditions de vie ne doit pas signifier la valorisation unilatérale de l'état de chose préexistant.

On nous parle de prudence, nous disant qu'il ne faut pas effrayer « la grande masse des gens ». Pourtant, la grande masse vit quotidiennement la réalité du CDI. Lui faudrait-il cesser de lutter, de faire grève, sous prétexte qu'elle jouirait de priviléges auxquels tous les précaires rêveraient d'accéder ? On connaît ce raisonnement, c'est celui par lequel on combat la révolte en prétendant que seul le pire la justifie, et que le pire est toujours ailleurs. Nous prétendons que revendiquer plus de CDI contribue à la fabrique du consentement à l'égard de ce qui est.

Curieusement, c'est ceux qui veulent que l'horizon du mouvement ne se limite pas au retrait du CPE qui prennent le plus ce mouvement au sérieux, qui sont les plus déterminés à lutter jusqu'au bout, à lutter, quoi qu'il en coûte, jusqu'à son retrait.

Ne nous leurrons pas : le CPE ne sera pas retiré si nous commençons à nous dire qu'il faudra peut-être reprendre les cours si le gouvernement ne cède pas très vite. Il ne sera retiré que si, partout, est reprise l'idée qu'il faudra la police pour nous faire plier, que nous n'accepterons pas que l'immobilisme et la lassitude de ceux qui restent spectateurs du mouvement décident pour nous.

L'épuisement, nous ne le connaissons pas. La liberté n'est pas épuisante, mais exigeante. Nous sommes contre le CPE parce qu'une certaine idée de la précarité nous est chère ; pas celle des tracasseries quotidiennes pour trouver

et conserver un emploi plus ou moins désagréable mais toujours subordonné à la nécessité de se vendre comme force de travail pour survivre ; mais la précarité de l'existence et de la pensée que ne vient garantir nulle autorité à laquelle se soumettre, nulle communauté à laquelle appartenir, famille, entreprise ou état. Qu'on ne voie là nulle célébration libérale de la « mobilité », cette liberté d'aller d'expérience en expérience ; au contraire, puissants sont nos attachements, et c'est parce que nous ne voulons pas y renoncer que nous pouvons prendre le risque de tout perdre. C'est parce que nous ne voulons pas d'une joie garantie durable qui se marchande à coups de renoncements quotidiens et que nous savons que cette joie de lutter ensemble a pour fond la politique, la discorde, la fragilité des règnes, que nous assumons la précarité comme la vérité de notre condition. D'autres parlent de l'épanouissement par le travail et de la reconnaissance qui lui est liée. Mais comment ne pas voir qu'il s'agit toujours à un moment donné de renoncer à être pleinement fidèle à ce qui nous anime quand par exemple nous enseignons, soignons, créons, et d'accepter de faire avec l'ordre des choses, de nous y adapter, jusqu'au point où suivre nos désirs signifie concourir au maintien de cet ordre ?

Derrière le refus du CPE, on entend d'abord la peur, la peur de ceux qui se savent isolés, d'être encore plus dépourvus face aux pouvoirs, face à la suprématie de l'économie ; et cette peur ne trouve d'autre voie que de se traduire en demande de sécurité.

C'est la même logique qui demande à l'état plus de flics contre l'insécurité et plus d'emplois contre « l'insécurité sociale ». Encore et toujours nous supplions l'état de bien vouloir nous protéger. Car nous sommes maintenus, de par l'effet d'une politique qui n'a rien d'hasardeux, dans une situation où il nous faut choisir entre la grande pauvreté des allocations et l'emploi de toute notre vie au service de projets entrepreneuriaux.

À cette demande de sécurité, nous opposons la confiance dans la communauté de ceux qui refusent la politique libérale. Et qui pensent que refuser avec conséquence implique d'en finir avec l'isolement de chacun, de mettre en partage moyens matériels, expériences et affects pour rompre avec la logique libérale dont le CPE n'est qu'un symptôme. La question de subvenir à nos besoins devient alors une question collective : celle de constituer entre nous des rapports qui ne soient pas des rapports d'exploitation contractuelle. Et de faire que ce nous ne soit pas celui d'un groupe restreint, mais le nous de l'affirmation révolutionnaire.

Tendance gréviste ni CPE ni CDI

Pour tuer l'argent, brûlons tous les diplômes !

Le soulèvement de novembre 2005 a été un soulèvement contre l'exploitation et l'humiliation subies par plusieurs générations de prolétaires. La critique en acte des inégalités sociales a été menée par les fractions les plus fragilisées de la société de classes contre le désir de cette société de se perpétuer dans le mensonge de l'égalitarisme républicain.

Dorénavant, le CPE consacre officiellement la dévalorisation marchande des études et des diplômes et remet en cause les vieilles bases de l'inégalité et de l'exploitation sociales pour les radicaliser.

Aujourd'hui, défendre la valeur des diplômes, c'est défendre la logique d'un contrat social et d'une société qui nous a menés tout droit au CPE. Il n'y aura pas de retour à des formes antérieures et masquées de l'exploitation, l'exploitation marchande doit se poursuivre dans des formes collectives toujours plus visibles.

Ici et là, une certaine candeur veut encore croire à l'avenir possible d'une société humaine reposant sur l'élimination systématique des pauvres. Mais aucun gouvernement de droite ou de gauche, ni aucun projet de réforme sociale de l'économie, n'ont pu et ne pourront mettre fin à la violence physique des inégalités réelles subies chaque jour par des millions d'individus isolés.

S'attacher à défendre un système basé sur la sélection sociale au nom de règles soi-disant équitables et scientifiques, c'est accepter un monde divisé en perdants et en gagnants.

La seule arithmétique qui opère en ce monde, c'est la régulation de tout échange humain sous le règne de l'argent. L'argent dirige toutes les pos-

sibilités, toute élaboration de l'existence. Aucun marchandage des diplômes ne nous préservera du nivellement généralisé de la vie à son équation marchande. Contre cela, la seule égalité qui vaille c'est le refus organisé des institutions de reproduction du patrimoine et de la propriété privée dont l'Université est un des maillons. La mixité sociale entre les classes au détriment des pauvres n'est que la continuation de l'égalitarisme républicain sous d'autres formes.

Vouloir un autre monde possible avec la conservation des chances d'accéder à un statut économique confortable condamne le plus grand nombre d'entre nous à la misère capitaliste.

Car, dans la société marchande, il n'y a pas de satisfaction économique sans sacrifices humains. Un mouvement qui se limiterait au seul retrait d'un projet de sélection sociale radicalisé comme le CPE serait le maintien du mythe de l'humanisme marchand.

Le mouvement contre la sélection sociale doit maintenant partir de toutes les sphères de la société s'il ne veut pas mourir. Chômeurs, travailleurs, pauvres, immigrés, non-diplômés, étudiants ont un seul et même ennemi à abattre : la démocratie des exploiteurs marchands.

Des esclaves non-diplômés solidaires des esclaves diplômés.

ET APRES, que nous reste-t-il?

C'est un réveil qui sonne à intervalle régulier, depuis des dizaines d'années, et toujours dans le même but. C'est une alarme réglée par une sphère qui me dépasse, pour dresser « ma sphère » privée, ma vie, ma pensée. Déjà enfant, j'entendais souvent ce signal habituel qui signifiait : « attention dès maintenant tu ne te lèveras que pour ça ! ». Le bip retentissait, aussi prévenant qu'un mot d'amour : « Alors ma petite, quel travail veux tu faire plus tard ? » me demandait-on. Quelques années passèrent et ce fut un double bip, un signal récurant qui se réenclenche même quand vous l'arrêtez, histoire de mieux vous réveiller : « Alors qu'est ce que tu veux faire de ta vie ? », la nuance était subtile mais elle suffisait à soulever la question sous jacente : « Quel travail veux tu être ? » puisque travail = vie. C'était donc ça qu'il fallait comprendre de toutes ces années de dressage au réveil matinal (et/ou mental). Ce fut la révélation.

Mais oui, enfin, me disait-on, avec le travail, on a un rôle, une fonction à jouer au sein de l'organisation sociale, on « gagne sa vie » et puis, plus on travaille, plus on gagne bien sa vie ! La vie elle se gagne, au prix de nombreux efforts ! Il fallait l'intégrer ! Un bon travail = une bonne vie. L'équation parfaite d'une société où l'on glorifie théoriquement le travail, où on le dresse en valeur, en condition même de la cohésion sociale. Alors oui, en effet, le réveil est la plus grande invention, dans le meilleur des mondes.

Et pourtant, si je tend l'oreille, j'entends chuchoter aux arrêts de bus, dans la rue, au supermarché, partout, des petites phrases telles que : « vivement les vacances ! Marre de ce boulot ! j'suis crevé, j'en peux plus ! ». Une rumeur s'échappe de tous les recoins de la société, la rumeur silencieuse et timide qui porte en elle ce vieux rêve d'une vie sans travail, d'une vie, sans labeur et sans contrainte. Oui, mais quoi ? Quoi à la place du travail ? me dira-ton. Sommes-nous au moins capable de penser la vie sans le travail... ?

En effet, tant d'années de conditionnement n'auront pas servi à rien. Car malgré notre épuisement, notre lassitude, nous ne pouvons plus penser notre vie sans travail. Alors on se rattache à ce qui nous reste et on continue... On continue à se lever quand le réveil sonne...

Finalement, que nous resterait-il si on nous l'enlevait ? Pourquoi se lèverait-on le matin ?

Pour rien ! Penser sa vie comme une œuvre, penser sa vie comme une création, comme un voyage... ou tant d'autres manières de la penser, ceci semble impossible (même si au fond on le souhaite plus que tout) dans une société qui nous empêche de penser par soi-même, dans une société où je ne peux pas me réveiller toute seule, quand je veux et surtout pour faire ce que je veux. Voilà le drame d'une société enchaînée malgré elle au réveil matinal du travailleur.

Aspirine

**le réveil
sonne :
première
humiliation
de la journée.**



Années 2010

Interruption : Prise de parole et boules puantes
sur Rance Inter, 2010

Travailler c'est se constituer prisonnier
Édito de Lucioles n°2, 2011

Grève des chômeurs
CIP-IDF, 2012

Petits carnets d'exploitation
Non Serviam & Lexomil, 2013-2014

Interruption : Prise de parole et boules puantes sur Rance Inter

Publié, le mercredi 27 octobre 2010

Perturbation sur France Inter

Aujourd’hui le mercredi 27/10 à 11h10, sur France Inter, pendant l’émission du « Fou du Roi » : une cinquantaine de personnes ont réquisitionné la parole pour lire un communiqué. Après quelques secondes, les présentateurs, conscients de notre détermination, nous ont cédé un micro. Nous avons pu lire plus de la moitié du texte [qui suit]. France Inter, au bout de 3 minutes, a décidé de couper l’émission. Nous sommes partis en laissant quelques boules puantes et en scandant « grève, blocage, sabotage ». L’extrait doit sans doute être disponible sur internet.

Nous n’aurons que ce que nous prendrons !

DES PERSONNES AUTO-ORGANISEES EN LUTTE...

Quand un patron demande à ses employés d’accepter les licenciements et une baisse des salaires, « pour sauver l’entreprise », c’est toujours qu’il a déjà décidé de la fermer.

Quand la droite, la gauche et les médias nous expliquent qu’il va falloir travailler plus longtemps « pour sauver notre système de retraites », ils annoncent que sa fin est programmée.

On veut nous contraindre à travailler deux ans de plus. L’exploitation, ça dure toujours trop longtemps. Le temps volé ne revient plus !

Les syndicats tentent de contrôler le mouvement pour rester seuls crédibles face à l’Etat. Ils espèrent sortir de la confrontation avec quelques miettes pour garder la face. Les syndicats négocient la longueur de nos chaînes ; nous voulons les briser !

Les TV, les journaux et les radios reprennent en choeur le même discours et véhiculent les mêmes images. En focalisant sur les raffineries ou les éboueurs de Marseille, les médias choisissent d’enterrer la multitude d’initiatives et de pratiques qui fleurissent depuis début septembre : opérations escargot par les routiers, blocages de supermarchés par leurs employés, grèves reconductibles des enseignants, des cheminots, des ouvriers de PSA, des salariés de Radio France, grèves tournantes, saccages de permanences de l’UMP, du Medef et de mairies. Nous n’attendons rien des médias.

Le pouvoir divise pour mieux régner. Les syndicats, les partis politiques, les patrons nous catégorisent. Ils opposent les usagers aux grévistes, les grévistes aux bloqueurs, les chômeurs aux travailleurs, les casseurs aux manifestants. Ils ont recours à la répression et aux réquisitions pour briser les solidarités. Déjà 2500 arrestations depuis 3 semaines ; jusqu’à 5 mois de prison ferme pour les plus déterminés.

Ce n’est pas à nous de décider à quelle sauce nous serons mangés. Nous voulons choisir nos modes d’action et d’organisation en dehors des pouvoirs en place. Jeudi, c’est une journée de manifestations. Profitons-en pour nous retrouver, nous organiser et dépasser leurs consignes. Piquets volants, blocages, sabotages... A nous de choisir et d’assumer ce qui nous paraît le plus juste et le plus efficace contre l’Etat et le Capital.

Entre eux et nous, il n’y a pas de compte à leur rendre ; il n’y a que des comptes à régler.

CONTRE L’EXPLOITATION, BLOQUONS L’ECONOMIE

GREVE, BLOCAGE, SABOTAGE

Travailler c'est se constituer prisonnier

Édito de Lucioles n°2, 2011

« Un édifice basé sur des siècles d'histoire ne se détruit pas avec quelques kilos d'explosifs »
Pierre Kropotkine.

Nous sommes tous à un moment ou un autre de notre vie des prisonniers, car travailler c'est se constituer prisonnier. Pourtant le travail tue bien plus que la prison, c'est même le plus grand meurtrier de masse de l'histoire. Il l'a toujours été, certes, mais le mode de production capitaliste et son organisation du travail ont largement participé à intensifier violemment les rapports d'exploitation au sein des entreprises, dans les usines et les commerces. Concrètement, il faut produire toujours plus, toujours plus vite, faire du chiffre, donner de sa personne. Mais toute cette machine ne pourrait pas tourner sans l'idéologie qui accompagne le Travail, et qui est souvent forcée d'employer la menace et la contrainte pour s'imposer.

Un peu partout, des individus sont aux prises avec des conditions de vie plus que méridiques et inacceptables, la pauvreté gagne du terrain parmi toujours plus de gens, et même chez ceux qui se croyaient à l'abri. Cette misère qui s'impose de guerre lasse est aujourd'hui l'une des raisons qui poussent beaucoup d'employeurs, des grands patrons qui jonglent avec les millions aux petits commerçants de quartier, à serrer drastiquement la vis sur les diverses latitudes de l'exploitation de leurs salariés. Dans ce serrage de vis général, certains abusent plus que d'autres et certains, même, se permettent de dépasser les cadres légaux et le code du travail. Parfois au JT, certains sont épinglez sur des cibles de jeu de fléchettes pour que la foule puisse se défouler, et oublier par ailleurs ce qui constitue le vrai problème: que le travail et l'exploitation sont en eux-mêmes des abus, que notre dignité ne sera pas retrouvée tant que nous n'en aurons pas fini avec l'économie, le capitalisme et la marchandisation.

Du grand patron de la finance qui a gratté des milliards sur le dos de pauvres endettés et expulsés de leurs logements au petit gérant de supérette, de restaurant ou du bâtiment qui a licencié à tour de bras, qui s'est rendu responsable d'humiliations et de traitements dégueulasses sur ses employés, qui a employé des sans-papiers en les payant moins qu'il ne payerait un âne, tous peuvent du jour au lendemain se retrouver sous les feux de la rampe. On les appelle, de façon bien commode, les « patrons voyous », et les râailles politiciennes des partis et organisations de

gauche et d'extrême-gauche comme de droite et d'extrême-droite font leur beurre électoral dessus tandis que les charognards médiatiques en font leur quatre-heure dans leurs pages « sociales ». On peut maintenant tous se défouler sur quelques salauds désignés par la vindicte populaire et oublier tous nos problèmes.

Cependant, la notion de « patron voyou » nous semble bien superficielle. Certes, certains patrons outrepassent leurs droits, en cela, ils sont des voyous vis-à-vis de la loi, mais cela ne nous intéresse pas. Notre problème est plus épique, c'est qu'il existe encore des patrons et des employés, des maîtres et des esclaves, des riches et des pauvres, la hiérarchie et l'argent. Il faut refuser d'accepter la catégorie des « patrons voyous », parce que celle-ci crée une autre catégorie, celle des « bons patrons », des « bons gérants ». Cela est inacceptable, parce qu'endosser les habits du patron, c'est accepter les règles d'un jeu qui n'a d'autres conséquences que l'avilissement de l'humain par l'humain. Le « bon patron » aura beau éclairer le monde de sa beauté intérieure, il reste celui qui donne des ordres. De plus, la notion de « patron voyou » impliquerait que l'exploitation ne serait que le fait d'un petit nombre de patrons abusifs dans un monde qui respire la joie au travail, alors que non, nous vivons dans une société de merde qui est elle-même le produit du travail, et qui en est profondément malade.

C'est aussi le mensonge qui affirme que la souffrance du travail n'est imputable qu'à quelques individus facilement isolables et pas à un mode d'organisation de la vie, qui la soumet à des impératifs de production et qui transforme tout ce qui est, vivant ou non, en marchandise. Et même si demain une bande de justiciers avant-gardistes exécutait chaque patron voyou d'une balle dans la tête en pleine rue, le problème resterait là, dans les marques laissées sur nos corps par des années de turbin, dans l'état de léthargie dans lequel se trouve le travailleur après une journée de travail. Aussi vrai qu'un édifice basé sur des siècles d'histoire ne se détruit pas avec quelques kilos d'explosifs, le travail ne sera pas détruit par la simple critique de l'exploitation.

Pour la destruction totale du travail.

La grève des chômeurs a débuté lundi 3 mai. Des occupations de boîtes de coaching, de CAF, de Pôle Emploi, une autoréduction, des déblocages de droits ont eu lieu. La grève touche pour l'heure une vingtaine de villes.

On continue !

NI EMPLOI FORCÉ, NI CULPABILITÉ, NI MANAGEMENT GRÈVE DES CHÔMEURS

On en a marre de la culpabilisation et de la mise au travail forcée.

Nous avons besoin d'inventer ensemble une grève des chômeurs, une grève de tous les précaires.

Nous appelons à commencer dès le 3 mai.

Ce n'est pas parce que nous n'avons pas d'usine où nous retrouver qu'on ne va pas s'organiser.

Mais ce serait quoi une grève des chômeurs ?

Ça commencerait par un mouvement de refus. Refus de nous laisser harceler, mobiliser, culpabiliser, insérer de force. Les réformes de Pôle emploi ou du RSA cherchent à nous coincer, un par un, pour nous faire accepter des emplois de 10h par semaine payés une misère dans les secteurs les plus difficiles. Il faudrait accepter n'importe quel travail sous peine de perdre une allocation de survie. Et qu'en plus nous soyons reconnaissant. Devrions-nous avoir honte de ne pas savoir nous vendre à n'importe quel employeur, honte de ne pas vouloir déménager pour un boulot, honte de ne pas accepter tout et n'importe quoi, de ne pas plier, en somme, devant la raison économique ?

Pas de honte qui tienne : franchement nous avons mieux à faire. Nous avons mieux à faire que chercher des emplois inexistant, mieux à faire que ce que l'on exige de nous. Voilà pourquoi nous refusons d'être suivis, contrôlés, managés, culpabilisés, radiés. On renfloue les banques et on ose nous dire qu'il va falloir se serrer la ceinture. Nous serons en 2010 un million supplémentaire de chômeurs sans droits. Une fois de plus nous servirons de prétexte à des débats d'experts sur les travailleurs pauvres, qui décideront à notre place ce qui est bon pour nous.

La grève des chômeurs et précaires ce serait -dès maintenant- ne pas rester isolé, sortir des *eaux glacées du calcul égoïste* dans lesquelles on nous plonge. La grève des chômeurs et précaires ce serait décider ensemble d'enrayer une machine à précariser faite pour nous manager à mort.

Nous appelons tous les travailleurs précaires, les intérimaires en colère, les intermittents du spectacle et de l'emploi, les saisonniers, les stagiaires démotivés, les étudiants désorientés, les retraités en mal de revenu, les sans-papiers, les licenciés preneur d'otages, les travailleurs forcés, les volcans fraîchement réveillés à se rencontrer dans les queues des CAF et des Pôle emploi, dans la rue, partout et à s'organiser. Déjà, à Rennes, Brest, Nantes, Paris, Lorient, Montreuil, Tours, Montpellier, Bruxelles des précaires et chômeurs prennent l'initiative...

Que mille collectifs fleurissent sur les décombres du plein emploi.

Inventons ensemble la grève des chômeurs et précaires.

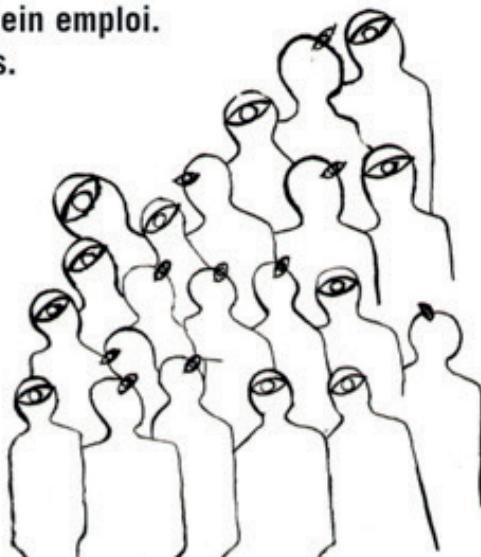
Coordination des intermittents et précaires (idp) :

Permanence d'autodéfense sociale, intermittence (cap@cip-idf.org), précarité chômage (permanenceprecarite@cip-idf.org). Les lundi de 15 à 18h, 14 quai de charente, Paris 19e, M° Corentin Cariou, tel 01 40 34 59 74

CAFé des CAFards de Montreuil :

pour faire face collectivement aux institutions de gestion de la précarité (CAF, Pôle emploi...), rdv tous les mardi de 17h à 19h au 9 rue François Debergue, M° Croix de Chavaux (cafardsdemontreuil@riseup.net)

Pour plus d'infos sur les actions en régions
et connaître les rdv franciliens :
www.cip-idf.org



Petits carnets d'exploitation

2013-2014

Petits carnets d'exploitation n°1 : Travailler est une horrible chose

Travailler est une horrible chose. Tous ceux qui se brisent l'échine sur des machines à coudre, s'abrutissent le cerveau devant des ordinateurs, suent dans des call-centers, se mutilent à porter des cartons dont ils ne connaissent même pas le contenu, pleurent dans les chiottes pour effacer cet horrible sourire qu'ils doivent tenir face au client, et tous les autres qui perdent une partie de leur force en manœuvrant répétitivement des gestes qui ne leur apportent rien d'autre qu'un peu d'argent qui passera du compte en banque de leur patron à celui de leur propriétaire, tous ceux-là sont au moins capables d'en convenir. Le travail est ce mélange de tristesse, d'ennui, de douleur, de frustration, d'enfermement et de faux-semblants. Il est une action à l'encontre de nos corps, de notre épanouissement, de notre subsistance, et contrairement aux lieux communs, de notre survie. Alors oui, le travail est une horrible chose. Peut-être quelques cadres, chefs d'entreprise, artistes, scientifiques ou autres me contrediront dans cette affirmation, mais à vrai dire, y a-t-il encore autre chose que des esclaves heureux pour tenir compte de leurs objections dans leur vie quotidienne ?

Cela fait des années que je travaille un peu moins de quinze heures par semaine. Je ne travaille pas parce que je pense qu'il faut travailler, je travaille parce que pour l'instant c'est le compromis que j'ai trouvé avec le chantage de l'argent. Plus précisément, je suis serveur dans un restaurant d'un quartier riche du centre de Paris avec une clientèle de bobos de toutes sortes (sauf des pauvres peut-être), cela va du fan de bio au nouveau riche désireux d'exhiber quelques liasses devant ses congénères. Chaque journée de travail c'est la même répétition de gestes fonctionnels, c'est des centaines de personnes avec qui il faut échanger sourires crispés et dialogues sans sincérité ni intérêt (mutuel) dans lesquels nous sommes considérés comme de simples moyens, et non comme des fins. Nous ne sommes, pour le client, que le moyen d'obtenir à manger, nous sommes des intermédiaires (parmi tant d'autres) entre son porte-monnaie et la banque du patron restaurateur. Bien sûr, c'est difficile sur la longueur, de jouer le jeu qui consiste à accepter que nous ne sommes rien, que nous sommes des servants que l'on peut faire apparaître d'un coup (nous n'attendons que ça) en sifflant ou en claquant des doigts et à qui l'on donne des ordres et des commandements que l'on enrobe d'une forme interrogative parce qu'au fond l'idée d'avoir des esclaves est insupportable à beaucoup lorsqu'elle se présente de façon trop évidente. Lorsque le client demande du pain, il ne le demande pas, il l'exige, et nous devons nous exécuter sur le champ. Imaginez donc un serveur répondre « non, je n'ai pas envie de vous servir » ou bien « non, rien ne m'inspire chez vous l'envie de vous rendre service ».

Mais qu'est-ce qu'un client ? Pour dire vrai, je n'en sais rien. Il m'est impossible de définir cette nouvelle classe, cet état d'être si absurde et pourtant si intégré. Le client est une personne qui en échange d'une certaine somme d'argent (ou de je ne sais quelle autre valeur d'échange) est en droit d'obtenir, avec l'appui des lois, un service quelconque. Et le client doit obtenir ce

service, il n'y a pas de conditions ni de négociations possibles. Lorsqu'un client a payé ou qu'il va payer, une croyance ancrée en tous plus fortement encore que n'importe quelle autre croyance supersticieuse, veut que celui-ci obtiendra son dû. Par exemple, un client me commande une tarte, cela tombe bien il n'en reste qu'une. Au moment de le servir, celle-ci glisse de mes mains usées par une journée usante à répéter les mêmes tâches, avant de s'échouer sur le sol. Je m'excuse comme il est d'usage et me mets à quatre pattes pour essuyer pendant que celui-ci me peste dessus à quel point il est pressé et à quel point ce qu'il a à faire est important, voire primordial. Je lui redonne la carte pour qu'il choisisse un autre plat, mais il veut une tarte, je lui réexplique que c'était la dernière, mais cela n'y fait rien, il veut une tarte et c'est un restaurant qui sert des tartes, alors il doit avoir sa tarte, c'est comme ça. Le client commande et exige, il est dans son droit d'avoir une tarte, le contrat social le lui garantit, la loi l'encadre. Le patron lui, nous explique que « le client est roi », c'est même sa devise, la devise de toute une vie, une devise qui porte en elle l'invariance de l'autorité : lorsqu'il y a un roi, il faut le servir, alors si le client est roi, il faut servir le client.

Avec les collègues les moins frais dans ce jeu d'exploitation et les plus désabusés, nous nous faisons souvent la remarque que les clients pourraient nous voir gicler du sang par tous les pores de nos corps, pleurer, souffrir, tomber que cela n'y ferait rien, ils ont commandé à manger, ils doivent avoir à manger. C'est leur droit, c'est notre devoir. De fait, la première chose que doit savoir faire un serveur c'est de se la fermer, ravalier toute fierté, toute image de lui-même qui lui renverrait un peu de dignité, puis de maîtriser ses pulsions violentes et agressives.

Toute cette merde pour garder un travail que nous ne supportons pas ? Le paradoxe est gigantesque, c'est celui de la domination. En fait nous ne nous tenons pas en rang car nous voulons conserver l'emploi, mais parce que nous voulons conserver le salaire, aussi minable soit-il, et cela n'est que la centième couche de compromis, bien après celle qui consiste à accepter qu'il faut de l'argent pour vivre sous la domination capitaliste omniprésente.

Ces quelques lignes ne se veulent pas importantes, elles ne seront pas publiées avec régularité, mais au gré du besoin de les sortir de son auteur, elles ne sont que les lignes d'un individu frustré jusqu'à la moelle qui passe son temps à réfréner sa violence, qui rêverait de balancer des assiettes à la gueule de tous ces connards mais qui n'a pas encore plus rien à perdre, en tout cas pas son salaire. C'est parce qu'il faut garder le salaire qu'il faut garder l'emploi, et garder l'emploi ne tient pas à grand-chose. Balancer une assiette dans la gueule dégoulinante de ces infâmes roquets de clients rois ne fait pas partie de ces choses.

Mais qui sait ? Peut-être un jour...

Non serviam.
vendredi 18 janvier 2013

Petits carnets d'exploitation n°2 : Le sous-monde du travail

Après quelques semaines de « vacances », qui étaient bien moins vacantes que n'importe quelle heure de travail, l'arrivée au travail de ce matin fut sèche et rugueuse. Passer de moments de curiosité, d'entrain, de détente, de contemplation, d'amour, d'aventure et de joie avec des personnes de confiance ou seul, à un dédale de faux-semblants, à l'agenouillement répété, à la concurrence, la délation et les sourires forcés, ces maudits sourires forcés... Bref, passer de l'intensité au néant, passer d'une bouffée de vie à se faire bouffer par la mort, contraste insoutenable. Alors on transforme la rage en ennui, pour survivre encore un peu. On se martèle le cerveau de stoïcisme, on enfile le tablier et on y va, on appuie sur off, on rentre dans le rôle, on se fait baiser la gueule et on rentre à la cage, exténué. Puis on essaye d'oublier rapidement et de ne plus y penser parce que ce vide est effrayant, parce que ça file le vertige de perdre sa vie de la sorte.

On parle souvent de la prison comme d'un monde à part, où tout rappelle le monde qui l'entoure mais où les codes et les façons de se relationner sont différents, pires. Le compagnon espagnol Xosé Tarrió, assassiné par la prison en 2005, parlait avec raison d'un « sous-monde » carcéral. On pourrait dire la même chose du travail. Des personnes que l'on aurait pu apprécier ailleurs y deviennent monstrueusement mesquines et veules, des hommes et des femmes que l'on considère comme lâches peuvent s'y révéler remplies de courage, et vice versa... Comme le monde de la prison, le monde du travail est un monde à part, sans lequel ce monde n'existerait pas. La relation entre le travail et cette société de domination est telle qu'ils se reproduisent l'un l'autre. Car aussi vrai que l'activité de l'esclave reproduit l'esclavage, l'activité du travailleur produit et reproduit l'exploitation, qui elle-même produit un climat de concurrence entre les individus et de précarité permanente.

Ils appellent ça « le monde du travail », comme s'il était séparé du reste de la vie. Mais ce n'est pas le cas : nous vivons bien dans un monde du travail, que nous soyons travailleurs ou non. Et le travail, cette sangsue diabolique, ne cessera jamais de nous voler notre sueur tant que nous serons enchainés aux fers de l'argent. Quel intérêt, comme peuvent le faire les anarchos-syndicalistes, de vouloir autogérer cette douleur intense, cette tristesse infinie ? de vouloir à tout prix distinguer le travail salarié de ses autres formes ? Qu'il soit légal ou illégal, en CDD ou en CDI, en RSA comme en RMI, cela n'a jamais changé le goût de notre propre sang.

Ce « monde du travail » est un monde où les rapports sociaux de merde que la plupart d'entre nous essayons soigneusement d'éviter dans la rue deviennent inévitables. Et lorsque les relations sociales sont forcées, il y a guerre, et guerre il y a, partagée entre révolte et prédation de tous contre tous. Il n'y a pas tant de différences au final entre la relation d'une serveuse, d'un caissier, d'un vendeur ou d'une pute avec le client, et la relation entre un détenu et un maton. Sans l'un il n'y aurait pas l'autre, mais dans les deux cas, la dépendance ne fonctionne pas dans les deux sens, et encore moins dans une quelconque égalité des points de départ. Et ça, c'est la guerre permanente, la guerre pour la possession de son petit quignon de pain rassis. Une sous-vie de survie.

Le monde est bien fait, chacun d'entre nous, qu'il le veille ou non, est à un moment ou un autre de sa vie un client, un « bénéficiaire » comme on dit à la CAF, un maton et un détenu, un exploiteur et un exploité, parfois tout à la fois. Et c'est bien la victoire d'un système en roue libre qui se reproduit lui-même sans n'avoir même plus conscience de ce qu'il est, dont les boulons sont aisément remplacables, et dont il faudrait donc détruire la machinerie en pièces, avant de briser chaque pièce et de piétiner leurs débris avec un dédain orgiaque, pour que cette guerre de survie devienne guerre de la liberté.

Combien d'heures, de jours, d'années, de vies entières sacrifiées, combien de morts offertes au travail, à l'économie, à leur paix ? Quelle est cette vie qui exige de nous que nous la sacrifions pour des intérêts qui ne sont pas les nôtres ? Pour bouffer, se loger, pour le confort ? Mais quel intérêt de pouvoir bouffer ou se loger si c'est pour avoir une vie de merde ? Comme le disait Jünger, tout confort se paie et la condition d'animal domestique entraîne celle de bête de boucherie...

Ici on ne voit même plus les étoiles la nuit, mais il n'y a pas besoin d'elles pour rêver. Il suffit de regarder vivre un arbre. On aura beau lui foutre un parking sur la gueule, ses branches finiront toujours, et cela leur prendra des centaines d'années s'il le faut, par grimper, par trouver le chemin du ciel.

Alors ce soir je rêve, je rêve que nous cassons tout, que nos branches enveloppent ce monde et l'écrasent, noyant dans sa sève tous les porcs qui nous rongent les articulations à petit feu. Car aucune des graines de liberté que nous voulons semer dans la terre ne pourra germer, si ce n'est sur les ruines de ce monde pourri qui nous a souillés des racines à la canopée.

Mais l'épaisseur d'une muraille compte bien moins que la volonté de la franchir. Alors je rêve qu'un jour l'humanité relève la tête et se soulève, à la manière des plantes grimpantes, sinon elle ne vaut rien.

Non serviam.
mardi 3 septembre 2013

Petits carnets d'exploitation n°3 : «Fais-moi un café et crève»

Nous sommes heureux d'accueillir une nouvelle auteure dans nos Petits carnets d'exploitation. N'hésitez pas, vous aussi, à nous envoyer les vôtres, parce que parler de l'esclavage salarié, partager les expériences et faire avancer sa critique, c'est déjà un bon début pour en finir avec la dictature du fric et du travail.

18H. Vite, vite. Relever S. qui a bossé de 11 à 18. S. a des horaires «humains», en somme. Mais... Mais quand tu fais 11-18, tu dois arriver au moins 15 mns en avance, allumer percolateur, vite vite, corvée de chiottes, vite vite, balayer laver nettoyer servir les premiers clients, vite. «Comment, il est 12h30 et vous avez pas fini ? Fais-moi un café, tiens !». Il reste les consignes à trier, les frigos à remplir, les poubelles à vider, vite vite, recomptez le fond de caisse, vite «Et le client au fond, y va se servir tout seul ? Fais-moi un café».

VITE.

7h plus tard, je suis là et j'ai déjà la boule au ventre. J'ai les yeux cramés par manque de sommeil car mon organisme, après deux mois, n'est pas encore habitué à dormir sitôt le boulot fini alors je ne dors pas

avant 5h du mat' en moyenne et pas question de dormir plus tard que 10-11h, c'est mort... Je m'extrais de mon gourbi après les mamours à ma Tite. La Tite, c'est une carne, elle gueule quand une mouche passe, elle tue les oiseaux dès qu'elle peut, elle grogne elle pue, c'est mon Tésor-Joli, y a que moi pour la supporter (5 «Maîtres» — Tain, quel mot bien pourrave ! — en 5 ans). Pis-sou-caca-grande promenade de deux heures, sinon, elle devient folle !

Ensuite, je mange, je somnole 1h-1h30, puis je remange, les courses, un vague coup de balai, je ressors la Tite, douche et boule au ventre, je vais bosser.

Je nettoie plus ma chambre, quand j'ai le temps, j'ai pas l'énergie. Alors, voilà, les vêtements (que je ne porte plus car j'ai pris ? kilos), les livres, des trucs s'entassent, avec des poils de Tite pour amortir les chocs quand on marche dessus, c'est l'entropie du merdier, un jour je trouverai plus mon lit, un jour, c'est sûr, je disparaîtrai dans ma propre chambre...

18h. Vite vite, compter la caisse. Petite parenthèse : si S. s'est plantée, c'est moi qui paye. En deux mois, j'ai pas vu la couleur de mes pourboires et ça m'a déjà coûté plus de 44 euros soit près d'une journée de salaire. Je compte pas bien en temps normal, mais là, avec la pression, c'est encore plus difficile, un rien me déconcentre... Il est même arrivé d'être SÛRE de pas me gourer mais il est passé dans la caisse et hop, quand j'ai recompté, y manquait des sous... Que croire ??? Fermons la parenthèse.

Je reprends...

Vite vite, remplir frigos, corvée chiottes, vite un demi, un café, un Ricard, «Non, Mademoiselle, j'ai demandé un déca» «Pardon Monsieur, c'est Madame» «Bon, OK, un déca Mademoiselle !» et, il me dit : «Madame, Mademoiselle, c'est pareil, tiens fais-moi un café».

20h. Personne. Il est parti dîner. Je tombe de sommeil, j'ai faim, toujours faim, faut durer jusqu'à 1h, enfin, une heure, c'est l'utopie.

À 1h, t'as le droit de COMMENCER à nettoyer, COMMENCER à faire ta caisse (Putain de cauchemar, compter les sous !), COMMENCER À PENSER que t'as fini ta journée. Heureusement, j'ai que 5 mns de route en scooter.

À 2h moins 10, t'es chez toi. Pissou la Tite qui défile de joie «Ô, Mamaman !», je sais, la Tite mais Mamaman va gagner les sous pour payer les croquettes à Mamamour : oui, je cause à mon chien avec des mots d'amour, ça me change du patron qui me cause comme un chien, qui m'écrase de sa mauvaise humeur comme une merde de chien, qui m'explique que je dois être plus dispo pour faire les putains de courses du bar et partir bosser en avance pour approvisionner en pièces ses putains de jeux, flippers, fléchettes, tout ça, qui râle qu'il est malade, que, s'il part en vacances demain, faudra bien la faire tourner, la boutique, sinon, qui sera AU CHÔMAGE, OUI ! QUI ???

Fais-moi un café.

Je m'écrase. Comme une merde de chien quand tu marches dessus et ça pue. Pourquoi je lui dis pas : «J'ai signé serveuse à 35h/semaine, pas gérante à 17 euros 18 nets de l'heure, 40h/semaine !» POURQUOI JE LUI DIS PAS ?

J'ai peur, tout le temps, qu'il se mette à râler. Les 15 premiers jours, il était super sympa, pourtant ! Je sursaute quand il entre dans le bar, je nettoie alors, vite vite, je nettoie et après, je mange, je mange... J'ai peur d'aller bosser, j'ai peur de perdre mon travail.

(Au moment où je tape ces lignes, j'ai la boule au ventre et c'est la débâcle intestinale.)

Y a les clients aussi. Celui qui veut être ton pote, il te claque la bise, il essaie de déraper, il t'englue, il t'enlace, c'est un poulpe, il a 16 mains au bout des tentacules, tu te dégages, t'as envie de le frapper, tain, je suis pas ton pote, non, tu me sauterás pas, non, je t'aime pas, prends pas ma main, touche pas mon visage mon dos me prends pas par la taille, PUTAIN NE-ME-TOUCHE-PAS ! Dire qu'à 50 balais, sans maquillage et portant des chemises de mecs, je pensais, naïve !, qu'on me foutrait la paix.

Y a les clients, celui qui pleure, au bout tout seul. Y pleure quand il a bu parce qu'il voit plus ses gosses à cause d'une salope qui s'est cassée parce qu'il passait sa vie au troquet à picoler et qu'il était jamais là pour ses gosses, ou alors, bourré.

Puis y a celui qui bosse en fonderie. Il t'as vue bailler, grimacer de douleur en te tenant les reins. Il t'explique comment que t'es douillette, comment que la fonderie c'est plus dur, que toi tu rigoles avec les clients, des fois, t'es ASSISE ! alors, de quoi tu te plains ? Tu lui as rien dit, t'as juste baillé juste fait une grimace de douleur, mais bon, c'est vrai, t'es douillette, en plus, c'est vraiment vrai : je supporte pas d'avoir mal, dans mon boulot d'avant, on m'appelait Nurofen, alors...

J'ai envie de lui dire, à ce client-là, que j'ai peur. J'ai peur de craquer un jour, j'ai peur de lui dire qu'il est con, que je suis conne moi aussi, qu'on est tous des cons d'aller bosser pour une poignée de brouzoufs pour que les nantis puissent rouler en 4X4 et aller sur des îles faire bosser des serveuses «fais-moi un daïquiri». Qu'il ferait mieux d'arrêter de faire une hiérarchie entre ma fatigue et la sienne, parce que la hiérarchie, la vraie, elle nous chie bien dessus. Qu'il devrait... Qu'il devrait, que je devrais ? Mais quoi ? Je sais pas, et pis je suis pas là pour parler de ça, je suis là pour vendre.

J'ai sommeil et 50 ans. J'ai mal au dos, aux pieds, les durillons, à l'épaule gauche — les plateaux —, au poignet droit — le perco —, au crâne — la musique et le bruit des parlottes. J'ai mal et j'ai sommeil.

J'ai 50 ans, encore 15 ans, PUTAIN 15 ans ! C'est pas possible, je suis trop fatiguée.

Dans 6/7 ans, la Tite mourra, sauf accident. Quand elle sera partie, je me casserai avec elle. Parce que 15 ans c'est trop dur. Alors, oui, c'est sûr dès que ma Tite s'en va, je me barre avec elle.

En attendant, je lui fais un café. Vite.

LEXOMIL.
mardi 1er avril 2014

Mouvement Loi Travail

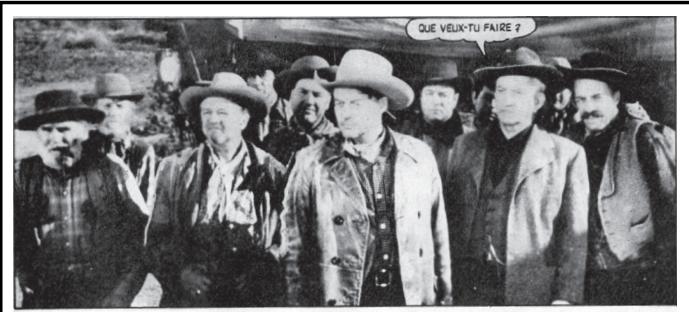
Encore une LOI ?! Mais qu'est-ce que c'est qu'ce TRAVAIL ?
Communistes tant qu'il le faudra, 2016

L'école est un piège, une chausse-trappe à enfants
La Discordia, mars 2016

Le travail est à la vie ce que le pétrole est à la mer
Comité Action Révolution, avril 2016

Nous sommes contre le travail
Tract distribué à Paris lors de la manifestation
du 5 avril 2016

Encore une LOI ?? Mais qu'est-ce que c'est qu'ce TRAVAIL ?



A chacun, la question se pose de savoir quoi faire et comment.

On est déjà quotidiennement aux prises, dans ce système, avec la loi et avec le travail, mais la « loi travail », c'en est trop !

Encore une nouvelle loi qui aggrave notre situation. Serait-ce l'occasion d'un nouveau mouvement qui pourrait porter un refus et une conflictualité dépassant le cadre de cette réforme et des négociations périphériques qui l'accompagnent ? Sans doute sommes-nous nombreux, prêts à en prendre le pari. Avec une bonne combinaison de chance et d'envie d'en découdre bien agencées, c'est possible, et il serait d'ailleurs grand temps. Du mouvement social, voilà un des ingrédients qui manquaient cruellement aux mornes dernières

années. Toujours les innovations que la gestion capitaliste déploie sont en notre défaveur, ses impératifs sont ceux de sa reproduction et de sa survie : les « freins à l'embauche » sont les freins à l'intensification de l'exploitation en période de crise, et la « réduction de l'incertitude » est l'intensification du profit. Il semblerait que la répression généralisée et l'austérité soient devenues les seules promesses que le capitalisme compte tenir. Quant à nous, la seule chose que l'on puisse se promettre, c'est que, sans lutte, on ne gagnera rien. Par contre, une fois en lutte, on peut faire le pari que cela ne s'arrêtera pas. Voilà bien la seule vie qui vaille le coup !

— Well, there's nothin' else to do. I guess it's back to work.
— Work ! Don't you dare mention that word in my presence again.
It's not worth it. Takes up your whole day.
— Oh, you can walk the straight and narrow
But with a little bit o' luck you'll run amuck !

— Il reste plus qu'à retourner bosser.
— Bosser ! Ne redis pas ce mot devant moi !
Ça vaut pas le coup, ça prend tout ton temps.
— La route du devoir est longue et fatigante,
Avec un brin d'veine, tu suivras la tangente

Légalisez-moi tout ça !

L'assouplissement des règles de licenciement, et la diminution des indemnités prud'homales par la création d'un barème instaurant un plafond, mais pas de plancher (mais qui pourrait habiter une telle situation sans être pris de vertige ?) même en cas de licenciement reconnu comme abusif, permet une gestion fluide et sans risque des besoins en terme de main d'œuvre : c'est un garantisme patronal où le prix à payer de la concurrence et du maintien des profits est toujours du côté des exploités.

Idem pour les trop-perçus de pôle-emploi (et d'ailleurs comment seraient-ils de « trop » ?) qui seraient retirés en amont sur les indemnités chômage : c'est en somme une inversion de la charge de la preuve ; avec cette mesure, pôle-emploi ne doit plus prouver qu'il aurait trop donné et si c'est accepté récupérer le fruit de ses erreurs, ce serait, avec la loi travail, aux chômeurs de faire les démarches, de batailler, et pour gagner quoi ? Au mieux ce à quoi ils ont droit. Ici aussi c'est un garantisme défavorable aux usagers, un garantisme de l'arbitraire, qui sert et conforte le pouvoir de l'institution.

Cette mesure est d'autant plus scandaleuse quand on sait qu'une part très importante des potentiels bénéficiaires du RSA et du chômage ne les touche pas, découragés par la morale travailliste, le dédale, à géométrie variable, des démarches à effectuer, ou les contrôles et le harcèlement administratif.

« Jusque-z-à-quand la sainte clique ? etc. »

La baisse de paiement des heures supplémentaires (au point de presque rendre le concept ridicule, le projet serait-il de le rendre caduc ?), sans compter celles qui massivement ne sont déjà pas payées, équivaut à travailler plus pour gagner pareil. Ce qui devient « supérieur », ce qui augmente, ce n'est plus le salaire, mais seulement le temps de travail, la soumission aux besoins du management, l'inféodation de la vie aux nécessités ou aux projections de l'économie à petites échelles, entre les mains des petits chefs.

« On ne dit plus : bonjour patron, mais... »



La mesure permettant que, d'un paiement à l'heure, le patron puisse décider de passer au « forfait jour » fait basculer symboliquement les salariés du côté de l'encadrement (après les injonctions concrètes à devenir massivement « auto-entrepreneurs » (sic), va-t-on devoir se prendre pour des « auto-cadres » ?). Toute une série de salariés vont se trouver soumis à cette modification du rapport travail-rémunération, et le temps de travail, désormais sans limites formelles, va donc s'accroître largement et arbitrairement. On passe alors à travailler plus pour gagner moins. En voilà du progrès social qui avance, et de mieux en mieux, chacun en conviendra !



Alors que le gouvernement et l'intersyndicale discutent...

#socialoperie

En somme c'est un glissement de plus en plus important pour que chacun soit, isolément, de la chair à patron, de la chair à insertion, en prenant appui sur la fiction libérale qui entend qu'on soit libre de louer sa force de travail. Le contrat de travail n'est plus alors une formalisation contractuelle entre un subordonné et un donneur d'ordre, mais se voit rabattu sur le modèle du deal entre égaux sur le libre marché de l'emploi : les garanties sont déjà découpées par branches, elles le deviendront par entreprises, et les « accords » locaux primaient sur la règle générale, y compris pour les congés. Déjà que pour ouvrir le droit de 5 semaines et demi il fallait travailler un an...

*« Vacances vous avez dit vacances ?
Comme c'est bizarre »*

En somme, le projet général, l'esprit de la loi, si on veut, est de restreindre drastiquement les garanties statutaires sur lesquelles il serait possible de s'appuyer : chacun se retrouverait seul face à la force des patrons et de l'État.

Plus encore, avec la division par deux des indemnités en cas d'accident du travail, c'est une vrai prime à l'estropiation qui est proposée aux patrons et, si on met ça en relation avec la fin des congés automatiques en cas de décès d'un proche, la boucle est bouclée : plus de morts et moins de congés ! Tremblez fainéants ! Que les tire-au-flancs de l'emploi qui pensaient pouvoir en profiter pour aller aux enterrements se le tiennent pour dit !

#socialopards

Sur la forme, rien de tout à fait nouveau : d'une manière assez semblable à ce qui s'était passé par exemple lors de la « loi renseignement » l'année passée, une bonne partie des mesures de la « loi travail » ne font qu'avaliser, légaliser et donner un cadre formel à des pratiques ayant déjà assez largement cours, ici dans le salariat : heures supplémentaires non-payées, accroissement du temps de travail sans

contrepartie, salaires à la baisse. Encore une fois la loi sanctionne et tente de figer un instantané du rapport de force, alors que nous traversons une période plutôt en défaveur des prolétaires. Période où on en viendrait presque à ne plus savoir très clairement ce que lutter veut dire pratiquement et ce qu'un mouvement social pourrait ouvrir comme possibles.

Un prévisionnel prolétarien innovant et synergique ? Obtenir le retrait de la loi mais ne pas s'arrêter là, lutter aujourd'hui, gagner en capacité à lutter plus tard, en terme de puissance de conflictualité et d'auto-organisation. Ne servons pas de main d'œuvre aux syndicats et aux manœuvres politiques de leurs directions, ne soyons pas les gentils figurants d'une recomposition d'un fragment de la gauche qui cherche à se repositionner sur l'échiquier politique. A-t-on vraiment envie que la lutte débouche sur le renforcement des partis, que ce soit l'aile gauche du PS ou le parti de « la France insoumise », nous qui savons que les prolétaires doivent lutter contre le patriotisme, le communautarisme et les appartenances identitaires ? A-t-on vraiment envie de laisser le leadership discursif à ceux qui promeuvent un retour du service militaire pour que toute la jeunesse serve de police ?



A nouveau le débat fait rage entre autoritaires à la recherche du nouvel homme providentiel et révolutionnaires partisans de l'auto-organisation (qui ne sera pas suffisante, qu'une étape, etc.)

#socialistes

Nous ne sommes pas de ceux qui se sont mis en situation d'être « trahis » par les socialistes, il n'en reste pas moins que notre franche et autonome capacité à se scandaliser fonctionne à plein : la déchéance de nationalité est une mesure aux accents largement pétainistes dans son essentialisation de ce qu'être français voudrait dire ou devrait impliquer, la constitutionnalisation de l'état d'urgence ne semblait qu'un fantasme fascisant de toute puissance policière. Socialiste l'a fait. Dans sa grande générosité il aura aussi fait bénéficier les migrants du traitement brutal réservé usuellement aux roms (la République aura pris la forme des flics, de leurs matraques, de leur lacrymogènes et de leurs chiens, des expulsions et destructions des habitats précaires, de l'éparpillement et des dispersions arbitraires, sans parler des ratonnades des « fiers d'être français »). Ces mesures de guerre de basse intensité aggravent la répression de tous et fonctionnent comme une menace, comme un avertissement à tout le monde. Gestionnaires vous êtes formidables... Prises entre l'indignation, et la gestion humanitaire et policière, les luttes à la hauteur de la situation n'ont pas eu lieu. Lutter aujourd'hui c'est aussi ne laisser personne seul aux mains de l'État, de sa police : personne ne doit être de la chair à répression ou à gestion.

Ni loi, ni travail

Se défendre, là, quand il s'agit de ses intérêts face au patron, et, partout, quand on refuse la situation qui nous est faite, est toujours tributaire du rapport de force, de la capacité à le faire exister et pencher du bon côté. Il va falloir se battre aujourd'hui, demain, et surtout hier (camarades, du passé de la lutte faisons table pleine !) pour reprendre de l'élan et porter de sérieux coups de boutoirs au bétonnage de ce système qui, non content de nous produire des vies de merde, entend en plus revenir sur les promesses, même formelles, d'accès au logement, à la nourriture, à des soins, aux loisirs, à un minimum de ce qui serait un certain confort. Si on veut prétendre au champagne il va falloir être prêt à faire du troc : molotov pour tous !

La crise du capitalisme n'est pas la nôtre, malgré l'état d'urgence et les militaires dans les rues, malgré le retour du religieux en politique dans ses options plus ou moins normalisées, il faut se battre, retrouver du commun, y compris sur des questions matérielles : il n'y a que la lutte qui permette de sortir des multiples impasses. Les moments de crise sont des moments de bouleversement important, pour le pire, ou pour le meilleur si quelque chose de la lutte vient se mêler à ce qui remue l'époque. Le pouvoir n'a que peu de marge de manœuvre, il est faible et c'est pour cela qu'il prend des mesures fortes, il compte également sur l'apathie, l'atomisation, la menace et le souvenir des défaites pour passer en force. Il est possible de se saisir de ce qui travaille une période d'instabilité pour provoquer des transformations favorables, pour commencer à mettre en échec les logiques mortifères du capital ou des porteurs d'arrières mondes. C'est d'ailleurs nécessaire, entre la montée de l'extrême droite et des promesses de paradis, au ciel ou à la campagne, il faut réagir et ouvrir des voies émancipatrices pour tous.

Prolétaires : travailleurs, chômeurs, précaires, sans-papiers, grévistes, scolarisés, lycéens, étudiants, cheminots, délinquants... organisons-nous ! La lutte est sur les rails, prenons – sans payer – le train en marche.

Contre la république, sa justice et son travail, à quand enfin la révolution... (Air connu)

Communistes tant qu'il le faudra

auto-organisation@hacari.org



Quoi qu'il en soit, les dés sont jetés....

L'école est un piège, une chausse-trappe à enfants.

Au goût du jour, la pédagogie est son moyen d'arraisonner ses proies,
de les coincer, pour la vie entière,
dans le trou que le capitalisme leur réserve.

Ce texte accompagne une discussion autour d'un reportage diffusé sur France 2 dans l'émission Infrarouge, le 3 février 2016 et intitulé «les français c'est les autres». Il a été tourné en grande partie au lycée technique Théodore Monod de Noisy-le-sec. On y parlera de «l'école» pour désigner le système scolaire dans son ensemble, de la maternelle au lycée, souvent d'ailleurs il sera davantage question de la séquence collège lycée que de ce qui précède.

Dans les années 70, on a pu considérer l'école comme «l'atelier de la société usine». Aujourd'hui l'école sert toujours assurément de ses d'adaptation de la future main d'œuvre au marché du travail. Mais techniques, objectifs et moyens de leur mise en œuvre se sont perfectionnés et optimisés, et les profs, dans leur ensemble, n'y résistent pas, au contraire. En général, on galope avec constance dans les voies tracées par les hiérarchies, en y emmenant le tombereau d'enfants dont on a la charge. Le plus grand nombre doit pouvoir y acquérir les vertus cardinales de l'employable : docilité, flexibilité, art de l'obéissance et ponctualité, et puis, ça peut toujours servir, s'être accoutumé à l'arbitraire du pouvoir et aux vertus de la délation. Bref ce que les pédagogues appellent aujourd'hui le «savoir être», décliné en diverses «compétences sociales» qu'on va évaluer de manière complètement anti autoritaire, parce qu'on est innovants et limite libertaires, sans notes. Pour ce qui est du «savoir faire», point trop n'en faut, juste de quoi remplir les tâches minimales de n'importe quel job de merde. Plus question de produire trop de diplômés ou des bacheliers trop savants, d'ouvrir «l'esprit critique», qui pourrait encore trop servir à autre chose – et tel la boîte de Pandore, qui sait si, une fois «l'esprit critique» ouvert, on arrivera à le refermer à la demande ?

S'en est fini des besoins de produire une aristocratie ouvrière, il ne s'agit plus de faire monter en qualification des fractions importantes de générations de prolétaires, plus de monte-charge : un tapis roulant. Crise de la surqualification oblige, la transformation radicale des besoins de main d'œuvre, et de leur typologie, nécessite de la polyvalence totale ; une page blanche bien formatée sur laquelle pourront s'inscrire les besoins de l'emploi du moment. A l'école, aujourd'hui, on déqualifie. Ça s'appelle le *socle commun de compétences*, ça se découpe, se taylorise, en une centaine d'*items*, tous plus stupides les uns que les autres («comprendre un énoncé simple»). Ça doit s'évaluer au quotidien toute la journée dans les classes par des enseignants qui ne se prononcent plus sur le fait de savoir si un devoir est raté ou réussi mais prétendent déterminer (en principe 3 fois par item et par élève, autant dire que c'est l'activité principale de chaque jour) si l'élève a, ou pas, la compétence d'accomplir telle ou telle tâche. Bilan de compétences pour tous à partir de la maternelle. Ce avec quoi on chercher à rendre les élèves familier, ce qu'on veut leur apprendre, c'est à se plier, de manière très fréquente et même constante, à ce qui compose un point central de la gestion capitaliste : être évalué ; un nouveau panoptique intellectuel : le monde de l'évaluation sans cesse renouvelée. Sous le regard du juge tout le temps, et d'un juge qui te dis, en plus de ce que tu veux, qui tu es et de quoi tu es capable. Bien souvent ça se met en place sous le regard bienveillant des pédagogues les plus modernes, alternatifs et novateurs. Au plus près de l'être : dis moi quelles sont tes compétences et je te dirai qui tu es vraiment et surtout qu'est-ce que tu mérites comme place dans ce monde. Ça tombe bien, une place de merde est prête pour toi et tes semblables, qui correspond aux compétences de merde validées dans l'école de la république et du capital.



Todos Caerán.

On entend cette plainte de manière récurrente : la formation des enseignants est délaissée, l'IUFM a été démantelé etc. Mais croire que la situation actuelle n'est liée qu'à cette austérisation des moyens (pourquoi, en effet, salarier deux ans des gens sans qu'ils soient productifs alors qu'on peut sans détour les placer en situation de produire des citoyens/individus, pour l'État et le capital ?), c'est croire en l'école et en son éducation vertueuse. C'est refuser de considérer ce qu'est l'école, dans quel système elle prend place, ce qu'est alors le rapport aux enfants et en quoi la pédagogie qu'on dispense aujourd'hui aux futurs professeurs est une arme du management pour «conduire les âmes» vers plus de docilité. Poser la fiction creuse qu'un retour à un état social du type de celui qu'on fantasme concernant les «30 glorieuses», l'eden perdu des sociaux-patriotes, remédierait à tous les problèmes, et donc à ceux de l'école, c'est, au mieux, ne rien vouloir considérer de ce qui s'y passe et pourquoi. C'est ne pas se poser les questions que soulèvent les pratiques concrètes, réelles et quotidiennes qui s'y déploient. C'est ne pas se demander qui forme qui, et pourquoi, mais surtout à quoi sert l'école, ici et maintenant, quels projets sont envisagés pour les enfants qui peuplent ses murs, les élèves, et comment on entend cornaquer ce vaste troupeau.

A ce constat, il faut bien sûr ajouter l'inflation morale et disciplinaire : pas question de réfléchir ou d'en savoir trop. En revanche, il faut connaître les symboles de la république et les respecter et, bien sûr, «se sentir français». Ça fait des cours intéressants sur les 3 couleurs du drapeau (en français, en anglais, en histoire, en arts plastiques, c'est interdisciplinaire) qui éveillent

l'esprit (patriotique). Et puis travailler sur le « vivre ensemble » avec des intervenants associatifs bien subventionnés. Il faut aussi respecter l'autorité du maître restaurée par Sarkozy comme soutien des savoirs (faire et être) qui sont désormais au centre de l'école (à la place où on avait voulu mettre l'enfant, quelle idée !), et très largement investie par ce grand corps de gauche qu'est le corps professoral, qui en est revenu de 68 et de l'*enfant roi*, et qui sait désormais poser le cadre à coup de ces lettres de dénonciation et d'accusation que sont les rapports, et d'exigences punitives jamais suffisamment assouvies par la hiérarchie. C'est même la condition de la survie dans ce monde sauvage : seul face à une foule hostile, il faut bien se défendre. Ça tombe bien, comme l'agneau de la fable, on est seul et sans défenses mais on a tous « les bergers et les chiens » de la légitimité autoritaire et punitive de l'état avec soi. On exclut des cours, mais aussi des collèges et des lycées, à tour de bras, redoublant l'humiliation par l'abandon.

Voilà pour le cadre, brossé rapidement.

Là-dessus viennent les attentats de janvier 2015, Charlie Hebdo et l'hyper casher, puis le 13 novembre. On est en banlieue parisienne, par exemple à l'est de Paris, dans un lycée professionnel de Noisy-le-sec, les recruteurs djihadistes sont sur le trottoir d'en face, et rapidement à portée de réseaux sociaux. L'emprise du religieux et de sa morale maille la vie de la plupart, la misère économique, sociale et affective tout autour. Face à l'attrait du départ en Syrie, à la bigoterie, à l'antisémitisme et au communautarisme qui deviennent la norme, on s'inquiète (et il y a de quoi...). Enseigner les symboles de la république n'est sans doute plus une sinécure. Alors, on fait venir des journalistes d'infrarouge qui proposent aux élèves un piège racialiste, pédagogique et moral, on le filme. C'est dans la boîte : on a œuvré pour la domestication de cette jeunesse perdue entre les promesses d'empowerment du capital et la vie hyper normale en accéléré proposée par Daesh – pour les garçons : une femme, un salaire, voire une descendance, un appartement, un 4x4, la mort, le paradis et ses quarante vierges, tout ça vite fait, bien fait, sans surprises. Pour les filles : être la femme du projet précédent... Et dire que certains sociologues croient malin de considérer qu'il s'agit d'une figure de la « radicalité », hier révolutionnaire, aujourd'hui djihadiste, et que d'autres à l'extrême gauche se plaisent à affirmer qu'il faudrait en admirer le courage !

Pour le dire vite, le piège proposé dans ce reportage consiste à demander aux élèves de se vautrer par le discours dans le racisme et l'antisémitisme : « qu'est-ce qu'on dit en général des noirs ? des arabes ? des juifs ? », « radins, avec un gros nez, voleurs, des singes, d'accord, tu peux développer un peu ? ». L'obéissance aux adultes joue à plein, les élèves semblent donner volontiers ce qu'on leur demande ou en tout cas, avec un bon coup de montage qui prend le meilleur des interventions dans plusieurs classes, on arrive à un concentré d'ignominie insoutenable. Les adultes ne leur répondent jamais rien, ne s'opposent jamais aux stupidités dont ils ont d'ailleurs sollicité la production, ne leur apportent jamais quoi que ce soit à réfléchir ou comprendre. On leur renvoie ce qu'ils viennent de dire, comme une chambre d'écho, sur un ton interrogatif, avec l'air de celui qui sait, pour les amener à en dire plus, ce qu'il font sans se faire trop prier, on reformule pour clarifier. On est prêt à exclure un élève parce que le désœurement ou un certain esprit de révolte l'a conduit à lancer un bouchon de stylo, mais là, on n'élève pas la voix pour remettre à leur place ces propos racistes. « Et c'est vrai ? ». Comme si la question était de savoir si c'est vrai que « les noirs sont des singes »

Ça s'appelle libérer la parole et ça va avec le cadre exposé plus haut. On le voit très bien dans le film de Laurent Cantet *Entre les murs* qui

met en scène le pédagogue platonicien de la parole libérée François Bégaudeau. C'est pareil : l'adulte, face aux enfants, n'apporte rien d'intéressant à lire, penser, réfléchir, ne propose aucune piste d'analyse, aucune ligne de fuite ou porte de sortie, et les laisse en revanche se noyer dans l'incurie de leur parole prétendument libérée. Une telle maïeutique, un jeu si subtil avec le pouvoir de l'autorité, ça vaut bien une palme d'or.

Comment peut-on considérer qu'une parole peut-être libre dans le cadre scolaire ? Quel mépris de classe faut-il pour penser que le rapport adulte-enfant qu'est aussi le rapport professeur-élève n'est pas une relation dans laquelle il y aurait quelque chose à dire, à proposer, à répondre ? Comment peut-on, du haut de son savoir et de ce même mépris de classe, laisser dire des stupidités et des absurdités racistes par des adolescents sans rien y répondre, sans même rien en dire, jouissant de sa supériorité face à la misère qui s'énonce ? Chez Bégaudeau, à la fin de l'année filmée, pendant que l'héroïne grande gueule, qui projette d'être flic, nous apprend que, grâce à toute cette libération de la parole, elle a fini par lire Platon (vive la République !), une des élèves, perdue, constate qu'elle n'a rien appris. Mais qu'y avait-il exactement là à apprendre ?

Le piège dans lequel les animateurs du reportage d'infrarouge font tomber les élèves est le même, c'est le piège pédagogique par excellence, celui de la pédagogie promue actuellement par le ministère comme par les pédagogues alternatifs : un piège qui laisse chacun seul avec sa propre misère.

Quand ils se sont bien noyés, on leur tend la bouée de la rédemption. Rédemption morale d'abord : en respectant la parité exigée par les racialistes derrière Houria Bouteldja¹, on les emmène voir, au mémorial de la Shoah à Drancy, une ancienne déportée (la seule d'ailleurs à leur proposer un vrai rapport d'interlocution, à leur parler vraiment), puis on les conduit à la grande mosquée de Paris pour une cérémonie en l'honneur des anciens combattants musulmans, ce qui nous permet d'entendre la Marseillaise sur fond d'appel à la prière, de drapeau tricolore, et en présence d'anciens combattants (qui sont tout de même les soldats d'hier). Puis, comble de la violence symbolique, on les emmène chez une coach en savoir vivre qui leur apprend les bonnes manières du repas à la française comme on aimeraient faire croire qu'on le pratique très très loin de Noisy-le-Sec. Qui sera alors l'occasion, encore sous couvert d'apprentissage, d'un dressage plus intrusif, d'une percée dans l'intime : comment on se comporte, en dehors de l'école, devant de la nourriture, comment on doit se tenir, comment on doit parler, comme si face à des adolescents en construction, pris dans les injonctions diverses, il fallait rajouter une couche d'inhibition. Piège moral, piège pédagogique, piège de classe, dispositifs qui instituent mépris et humiliation : on ne voit pas très bien comment s'en sortir indemne.

Alors pour finir, même là, et malgré le montage manipulatoire, il se dit autre chose aussi, qui échappe à ce dispositif de mise en boîte, et peut ouvrir la possibilité heureuse que tout le monde ne se laisse pas faire. Un peu de vie, en somme. Et sans doute faut-il s'y accrocher si on veut pouvoir se dire que quelque chose comme le vent de l'automne 2005 pourrait souffler à nouveau, et à nouveau dans le bon sens.

1 - On prend au mot et on exaucé ici, sans la radicalité tapageuse de l'égérie antisémite de la Fabrique, une variation de l'exigence d'équilibre victimaire.

LE TRAVAIL

Souvent. Trop souvent. **On apprend à abandonner.** Parce qu'il faut pas rêver. Parce que c'est comme ça. Parce que c'est mieux que rien. Parce qu'on a trop l'habitude de se faire avoir.

Juste un temps, que la routine quotidienne soit bousculée. Et que ce temps dure, putain. Et que la routine, l'ennui, la honte des poches vides, la sale gueule du travail, nous rappellent juste le temps d'avant.

On se balade entre sourire carnassier de gouvernant et professionnel de la politique, rendez-vous syndicaux et matraque de l'Etat. On attend encore, on espère peut-être. Face à un truc qui ne sait dire son nom. Personne ne sait comment démarrer. Les centres ouvriers désertés, masse de chômeurs, ou de bosseur, la débrouille nous a dispersé.

Il n'y a pas si longtemps, l'avenir faisait rêver. On disait, en l'an 2000, il y aura ceci, et tout ça, tout ça. Et encore mieux. Et puis l'an 2000 est arrivé. D'un ennui, mortel. L'Etat et les capitalistes nous ont appris à ne plus espérer. La restructuration de la forme de la production, les concurrences mondiales renforcées, les guerres qu'ils se mènent entre eux. tutti quanti. Plus personne ne peut espérer une quelconque amélioration, encore moins espérer un monde meilleur. Et le bizness n'en tourne que mieux.

On va continuer, encore longtemps, sûrement, à se casser les dents, à critiquer seulement le gouvernement, au jeu du politique, à chercher à se représenter, à croire au petit jeu du leadership dissimulé ou pas, des politiciens en herbe ou aguerris.

C'est des moments, aussi, pour réapprendre à se parler, à ne plus réfléchir tout seul, à découvrir ce que l'on veut faire. A se battre aussi. **Et à se remettre, surtout, à rigoler.** Et trouver, à abattre, leur ennui, leur morale, leur fric et leurs usines, leur force et nos peurs, leur classe et tout ce qui la maintien.

**EST À
LA VIE**

**CE QUE LE
PÉTROLE**

**EST
À LA MER**

COMITÉ ACTION o RÉVOLUTION.

NOUS SOMMES CONTRE LE TRAVAIL

PARCE QUE nous sommes contre un système qui repose sur l'exploitation de tout et de tous.

PARCE QUE les administrateurs de ce monde transforment l'ensemble du vivant en marchandises sur toute de la planète.

PARCE QUE cette société n'a d'autres choix à nous proposer que la mise au travail, quelques miettes pour survivre ou l'enfermement pour les indésirables et les récalcitrant-e-s.

PARCE QUE le travail c'est vendre son temps, ses énergies, son corps et son esprit à des patrons, à des chefs, à des machines.

PARCE QUE le capitalisme et l'Etat prétendent avoir la main mise sur tous les aspects de notre vie et nous dépossèdent de plus en plus de toute autonomie et même de nos rêves de quelque chose de profondément autre.

PARCE QUE ce système de production effrénée ne laisse pas d'en-dehors où chacun-e pourrait décider librement de ses activités.

PARCE QUE Papa Etat ne garantit des droits qu'au prix de notre liberté ; c'est le même qui lâche ses chiens de garde dans la rue, crée et militarise les frontières et fait la guerre aux quatre coins du monde.

PARCE QUE les restructurations (qu'ils appellent « crises ») signifient le durcissement de la misère, du cannibalisme social, des techniques et des technologies de contrôle.

Pour toutes ces raisons, et bien d'autres encore, nous sommes non seulement contre le travail mais surtout contre le monde qui en fait un pilier et un horizon indépassable.

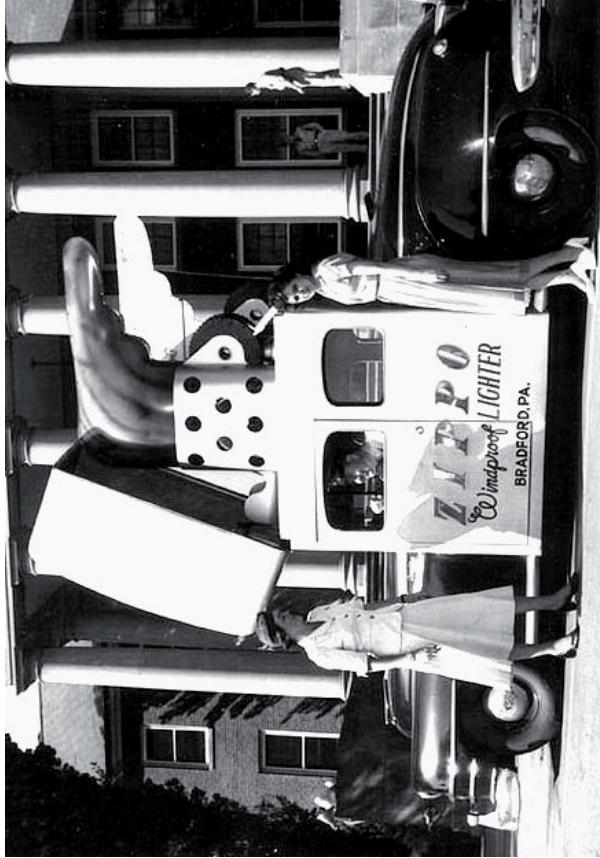
Si nous ne voulons pas aménager la longueur de nos chaînes mais bel et bien les détruire, il n'y a ni négociation ni dialogue possible avec le pouvoir quel qu'il soit. Il s'agit donc de mener cette lutte au-delà des limites qu'essaient de nous imposer tous ceux qui ont intérêt à ce qu'elle étouffe dans les cadres existants (dont font partie les politiciens et les co-gestionnaires de tous ordres).

Au lieu de toujours suivre des agendas posés par d'autres la question est d'étendre la révolte en décidant nous-mêmes de ce contre quoi nous voulons l'exprimer, en imaginant mille et une manières pour boulever ce monde, en nous associant et en nous auto-organisant sans chefs ni hiérarchie, en prenant l'initiative, individuellement et collectivement et par l'action directe. Ainsi il devient possible d'affronter les puissants qui prétendent nous dicter leur loi, pour en finir avec la guerre permanente qu'ils nous livrent à coup d'autorité, de fric et de flics.

Les grands événements citoyens et médiatiques sont conçus pour réduire la révolte à une simple indignation démocratique et pour la faire rentrer dans les rangs de la politique et de la représentation. A l'inverse, s'attaquer directement à ce qui permet à ce système de fonctionner et de nous faire fonctionner ouvre à des possibilités d'arracher l'espace indispensable pour développer d'autres rapports.

Les blocages et les sabotages ne sont pas de simples mots d'ordre, mais des pratiques bien réelles ouvrant des chemins pour sortir de la routine de l'exploitation et de la logique de consommation, y compris du spectacle de la contestation. Car, tant que les métros transportent le bétail humain, tant que le courant électrique alimente les usines de mort et les laboratoires du contrôle, tant que l'argent continue à circuler, tant que les écrans continuent de diffuser la propagande, tant que les fibres et les antennes assurent notre dépendance, tant que les artères de la ville impriment leur rythme à nos corps et nos esprits, tant que ...

... alors brisons
le train-train quotidien !



Mouvement Retraites

Construisons l'autonomie !
Gaston la CAF Brest, mars 2021

Au boulot ! AU BOULOT !
appel à l'AG autonome du 2 février 2023

C'est quoi c'travail ?
15 février 2023

Assemblée générale
du 9 mars 2023

Plutôt chômeuses et chômeurs que contrôleurs
Un groupe issu de l'AG du 9 mars, avril 2023

Construisons l'autonomie!

7 mars 2021

Avant le confinement, des feux s'allumaient déjà aux quatre coins du monde. La gestion capitaliste et étatique de la pandémie du Covid-19 n'a fait qu'exacerber nos colères et rendre toujours plus flagrante la dépossession de nos vies.

On nous promet un monde nouveau, mais nous savons parfaitement que nos conditions d'existence ne feront qu'empirer. Rien ne changera fondamentalement. Ce sera le monde d'avant, nous serons toujours sa main d'œuvre, les masques en plus. Nos vies seront toujours plus précaires, le travail et sa marchandise rempliront toujours plus notre quotidien et les flics seront toujours plus puissants. La violence des rapports de domination qui structurent notre vie quotidienne sera toujours plus criante.

Pourtant, la crise a vu éclore et se multiplier de nouvelles manières de résister et de s'organiser par nous-mêmes. Face à l'urgence, les pratiques de solidarité et d'entraide tendent à devenir une commune évidence. Aussi évidente que nous, soignant.e.s comme soigné.e.s, sommes dépossédé.e.s du pouvoir sur notre santé à toutes et tous. Aussi évidente que les hôpitaux ne fonctionneraient que mieux en l'absence de l'appareil bureaucratique et gestionnaire, de la rentabilité et la logique du profit qui les gouverne. Aussi évidente que celles et ceux qui travaillent dans le soin, le social, la grande distribution comme dans d'autres secteurs sont sacrifié.e.s sur l'autel de l'économie et d'une société qui ne nous appartient pas.

Finissons-en avec le capitalisme et l'État. Finissons-en avec les rapports de domination qui nous rendent étranger.e.r.e.s à nos vies.

Organisons-nous!

Multiplions les collectifs, les assemblées et coordinations autonomes!

Construisons l'autonomie et son monde!

Contact: gastonlacaf-brest@riseup.net



La sécurité sociale vous souhaite une excellente santé !

Au boulot ! AU BOULOT !

Enrhumés, burn outés, accidentés, fiévreux, flemmards, patients des hôpitaux, mal de dos, mal de dents, mal de ventre, covid long, grugeurs et tuberculeux, vous songez encore à appeler votre médecin traitant, à vous procurer un arrêt maladie et à emmerder votre patron ?

N'y pensez plus ! À partir du 1er février, finies les dérogations liées aux infections au COVID : c'est le retour des beaux jours de carence ! L'OMS appelle à rester vigilants face à la pandémie, montrons bien à tous les virus qu'ils ne coûteront plus rien à notre belle sécurité sociale, le conquis social de la mise au travail, pour la santé du capital !

**MALADES, SORTEZ D'ACHEZ VOS
DE CHEZ VOUS ! DERNIÈRES
LIBÉREZ LES LITS DES HÔPI-
TAUX ! FORCES, VOS
DERNIERS RÂLES, À LA
PRODUCTIVITÉ !**

Vous songez que vous allez crever ? N'y pensez plus ! Libérez votre vie de ce souci, la seule santé qui compte n'est pas la vôtre, mais bien celle qui fortifie les comptes en banque de ceux qui vous exploitent !

Pour prendre soin de votre sécurité sociale bien française, demandez :

**365 JOURS PAR AN DE CARENCE, POUR ENCORE
PLUS DE CADENCE !
POUR QUE L'ARRÊT MALADIE SOIT CONSTITUÉ EN
DÉLIT !**

Partagez ce texte par tous les moyens possibles, en affiches, en tracts, surtout dans les CPAM et partout où le travail est mis en avant !

**NE GÂCHEZ PAS VOTRE TEMPS DE TRAVAIL À VOUS
SOIGNER,** et encore moins à vous révolter, vous rassembler et vous organiser.



**IL EST FORTEMENT RECOMMAN-
DÉ DE NE PAS ALLER À L'AG-
AUTONOME DU 02/02/23 À 19H
HEURE AU MALAQUEEN (MALA-
KOFF). RESTEZ ÉLOIGNÉS DE
TOUTE CRITIQUE DU TRAVAIL.**

"C'EST QUOI C'TRAVAIL ?!!"

Pour beaucoup, malgré tous les formatages du monde, le Travail signifie exploitation de l'homme par l'homme, concurrence sans merci de tous contre tous, transformation du monde en marchandises et, l'inévitable cortège de souffrances et maltraitances physiques et psychologiques actent le caractère désastreux et misérable d'une telle condition. "*Ici on n'est pas là pour déconner.*"

L'enfer n'est peut-être pas de ce monde mais une chape de plomb semble être lourdement plaquée sur les consciences et les coeurs, car tenter de réfléchir plus en profondeur et autrement qu'à travers les logiques comptables et gestionnaires de l'Etat, des médias et des syndicats, sur notre sort, se heurte trop souvent à des murs fatalistes ou moralistes qui maintiennent la pensée étouffée dans les cadres dominants. "*ça a toujours été comme ça*", "*faut bien qu'il y en ait qui décident pour les autres*", "*vous avez qu'à voter ou vous présenter*" quand ce n'est pas la plus simple résignation justifiant l'abandon par défaut : "*de toute façon, à la fin les politiques et les patrons font ce qu'ils veulent alors ça ne sert à rien de vous agiter comme ça*".

"*Lois du marché, compétitivité, pragmatisme, etc.*". Cette société semble immuable, et ce que nous renvoie en miroir ce constat semble bien n'être que notre impuissance face à ce qui nous dépasse.

Si le monstre avance inexorablement, il semble aussi avancer de lui-même, tant les quelques cris et coups portés contre lui semblent vains et "*inefficaces*". Et pourtant, il y a là un véritable angle-mort, un angle d'attaque à creuser pour peu qu'on cesse de se considérer comme des victimes et qu'on embrasse plutôt des perspectives de combattivité, d'entraide et de lucidité.

S'il est vrai que le maître assujettit, exploite et commande à l'esclave, il n'est pas moins vrai que l'esclave se soumet, trime et obéit au maître. Qui de l'oeuf ou de la poule... peu importe.

En dépit du rôle majeur de l'automatisation et de la mécanisation et des fantasmes en vogue liés aux technologies du numérique tels que l'"intelligence artificielle", la main d'œuvre et les fantassins du capitalisme demeurent principalement composées d'humains en chair et en os. Peut-être un jour obsolète, cette force de travail toujours trop coûteuse et parfois capricieuse et indisciplinée, demeure pour l'instant bel et bien incontournable pour faire tourner la grande boîte.

Alors, si tous les politiciens sont des escrocs et des mafieux en cravate, si tous les patrons sont des proxénètes et des voleurs, et si tous les flics sont des assassins et de serviles chiens de garde des premiers, c'est bien que tout ce sale petit monde *peut se le permettre*, c'est bien qu'il faut que, en attendant les robots, *des légions de braves travailleurs rendent cela possible*. Merci patron? Non, ce serait plutôt les patrons et l'Etat qui auraient à dire un immense merci... aux milles et unes petites mains qui oeuvrent et agissent dans les coulisses, loin des feux des projecteurs, moins médiatisées, plus modestes, mais pas moins besogneuses.

C'est ainsi que quand Pole Emploi co-organise une journée de recrutement pour "découvrir les métiers de la Gendarmerie Nationale", on peut comprendre que:

- pour que les hommes et femmes "sur le terrain", puissent être en bonne condition physique pour tabasser, arrêter ou dissuader révolté-e-s et autres manifestant-e-s ou bien rafler et expulser des migrant-e-s, ou encore aller réquisitionner des travailleurs grévistes pour les

forcer à reprendre le travail, il leur faut des **Cuisiniers** pour leur préparer la nourriture ainsi que des **Employés Polyvalents** pour la leur servir et faire la vaisselle et le ménage dans leurs cantines.

- pour que les robocops puissent sécuriser la destruction d'une forêt, la construction d'une poubelle nucléaire, ou le bon déroulé de la tâche infâme des juges, ou encore mener à bien une expulsion d'habitant-e-s devenus trop pauvres ou indésirables et pour pouvoir bien préparer toutes leurs sales opérations, il est impératif que leur bâtiments, leurs centres d'entraînements, leurs bureaux de commandement, leurs cantines, etc. soient entretenus par des **Peintre, Maçon, Plombier et Menuisier**.

- pour que cette institution de la violence d'Etat puisse remplir son rôle de défenseur des puissants et de l'ordre en général, et ainsi permettre que les riches s'enrichissent à la nausée pendant que d'autres crèvent de faim, pour que gendarmerie, police et l'armée en générale permettent que l'Etat ait toujours plus la possibilité de faire ce qu'il veut de nos vies, et que la planète et le vivant continuent d'être saccagés, pillés et dévastés, il faut aussi à la maréchaussée, apprend-on donc, des **Magasinier, Secrétaire et Jardinier-Paysagiste**. L'assassin en uniforme n'est en effet pas polyvalent au point de produire de la violence à la demande et gérer les stocks de grenades, éditer sa fiche de paie et tailler les géraniums...

Il paraît que certains métiers "n'ont pas de sens", entraînant un certain désamour, une certaine critique, souvent juste, pouvant entraîner un détournement vers d'autres voies et parcours. Dans une société désastreuse et mortifère telle que la nôtre, être dans les rangs et faire ce que l'on attend de nous, a plutôt selon nous un sens très clair qui est de reproduire et rendre possible l'existant, tel que l'illustre l'exemple de la maréchaussée pour peu qu'on mette en lumière des liens et des engrenages un peu dans l'oubli dû à leur banalité.

Si on est tous plus ou moins partie prenante de ce monde, pour autant on ne peut pas honnêtement se dire que tout se vaut et que seule comptent la thune ou les intentions, ou encore croire naïvement qu'on pourrait faire "évoluer les choses de l'intérieur -en mieux". La désertion c'est comme la retraite, anticipée ça a meilleur goût ! Préparer un repas, manier la truelle ou la scie, prendre des notes ou s'occuper de plantes, c'est chouette mais pas à n'importe quel prix et surtout pas pour n'importe qui !

Alors, **NE SOYONS JAMAIS NI CELUI OU CELLE QUI TIENT LA MATRAQUE,
NI CELUI OU CELLE QUI CONTRIBUE À CELÀ !**

**Recruteur, va au diable !
Police, gendarmerie ou autre organe de l'Etat,
ce sera S A N S M O I !**

**PLUTÔT AU RSA ET/OU SE DÉBROUILLER,
QUE TRIMER POUR L'ETAT ET SES ARMÉES !**

RETRAITES, CHÔMAGE, RSA CONTRE ACTIVITÉ... ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

JEUDI 9 MARS / 18H30

BOURSE DU TRAVAIL / ANNEXE VARLIN / SALLE HENAFF (RDC)
29 BOULEVARD DU TEMPLE (PARIS 03) / MÉTRO RÉPUBLIQUE

Le capitalisme nous constraint au travail
toujours plus longtemps,
toujours plus souvent,
dans des conditions toujours plus dégradées...

Prenons le temps de vivre et de lutter !

Hors du dernier carré macroniste et des représentants "responsables" de la gauche et de la droite du capital, le mot d'ordre de l'intersyndicale « Mettre le pays à l'arrêt à partir du 7 mars » met tout le monde d'accord. Comme en 2019, la mobilisation contre la réforme des retraites renferme une contestation plus générale des effets sur nos vies du travail, constraint, souvent discontinu, et mal payé.

Qui a encore une « carrière complète » et sans interruption ? Qui veut ou peut encore, tout le long, travailler 40 heures par semaine, 47 semaines par an, pendant une quarantaine d'années ? De quel travail parle-t-on, et à quels droits ouvre-t-il ?

Après 55 ans, près de la moitié des gens sont au chômage. Dans ces conditions, décaler de deux ans l'âge de départ à la retraite, ce sera prendre des bouts de boulot, ou sinon, s'arrêter avec une décote. Pour beaucoup ce ne sera pas tant travailler deux années de plus qu'attendre deux ans de plus coincés entre Pôle emploi, la CAF, et leurs logiques de contrôle et de sanction financière. Avant cela, pour une majorité de prolétaires, la précarité et l'irrégularité de l'emploi sont déjà la norme depuis longtemps. Le plein emploi précaire se nourrit de mises au pas, de radiations par Pôle emploi, et bien souvent de boulots de moins d'un mois, mal payés et n'ouvrant aucun droit.

Si la réforme des retraites passait, il y aurait, selon les projections gouvernementales, 300 000 allocataires de plus (pension d'invalidité, ARE, ASS ou RSA), sans parler de celles et ceux qui n'auraient aucun droit deux ans de plus - du fait de la conjugalisation des ressources, entre autres.

Les salaires stagnent, les allocations de Pôle emploi sont sabordées par les réformes successives, et bientôt le RSA va être conditionné à une activité imposée à mi-temps

De 2019 à 2022, les réformes de l'assurance chômage ont déjà baissé drastiquement les allocations et la durée d'indemnisation des chômeurs, tout en augmentant de 4 à 6 mois à temps plein le temps de cotisation nécessaire pour (ré)ouvrir des droits. En parallèle, le contrôle a été renforcé, visant à rendre la vie au chômage intenable et à obliger ainsi les chômeurs à accepter n'importe quel travail, dans n'importe quelles conditions. Le versement du RSA tend, quant à lui, à être conditionné à une activité imposée de 15 à 20h par semaine, sans droits et sans contrepartie : c'est la subordination, mais sans le salaire !

Autour de Paris, l'Eure et les Yvelines sont concernés. D'ici quelques jours, un quart des allocataires de l'Eure devront se mettre à disposition pendant 6 mois, pour de pseudo-formations, ou auprès de collectivités ou d'entreprises du département s'ils veulent continuer de recevoir une allocation. La Seine-Saint-Denis ne participe pas formellement à « l'expérimentation », pour s'en être désistée, mais elle se saisit de l'occasion pour essayer d'accroître la pression sur les allocataires, *quand même*.

La contrainte sur la (re)mise au travail se généralise

C'est ce que montrent bien les usages politico-administratifs des « secteurs en tension » dans plusieurs domaines d'intervention publique - même si ceux-ci sont définis par les patrons, en fonction de difficultés de recrutements qu'ils croient pouvoir anticiper à six mois. À Pôle emploi, si le dernier contrat relève des secteurs en tension (bâtiment, restauration par exemple), nous sommes plus souvent contrôlés, plus souvent contraints de se rendre à de pseudo-recrutements collectifs, et plus souvent radiés. S'agissant de la régularisation des sans-papiers par le travail, le projet de loi Darmanin, s'il était adopté, la verrouillerait doublement, à savoir à une seule année - soit le temps des Jeux Olympiques - et aux métiers des secteurs en tension. Au service des patrons, au bon vouloir de la préfecture.

Les prix explosent, les expulsions vont être accélérées

Les difficultés pour se loger sont déjà massives, la part des loyers sur les revenus, et plus largement les charges contraintes, sont en accroissement constant. Dans ce contexte le gouvernement a fait passer la loi Kasbarian : les procédures d'expulsions seront accélérées et élargies, accompagnant la répression accrue sur l'occupation de logements vacants. Les prix explosent, et vont continuer d'augmenter pendant plusieurs mois encore.

Face à cette situation, des collectifs s'organisent et passent à l'offensive dans plusieurs départements

Quelle que soit notre situation actuelle, salariés plus ou moins précaires, avec ou sans papiers, ou bien au chômage, et quelles que soient les raisons pour lesquelles nous sommes au chômage, nous revendiquons d'avoir plus, sans condition, et pour toutes et tous !

Pour réfléchir ensemble à nos modes d'intervention dans le mouvement contre la réforme des retraites, contrer les réformes en cours et gagner de nouveaux droits dans ce moment de mobilisation massive. Pour créer des espaces d'auto-organisation, trouver les moyens d'agir collectivement, contre l'atomisation, et contribuer à bloquer la machine capitaliste de mise au travail généralisée.

Retrouvons-nous en AG le 9 mars à 18h30 !

PLUTÔT CHÔMEUSES ET CHÔMEURS QUE CONTRÔLEURS

Nous avons distribué ce tract mercredi 5 avril, au cours de la session de recrutement organisée par la préfecture de police de Paris dans les locaux de l'agence Pôle emploi Daviel (Paris 13). Lors de cette intervention, un cadre de l'agence a cru bon de demander « sa pièce d'identité » à une des personnes présentes, avant de guider la police jusque dans la rue pour faciliter leurs recherches, rendant ainsi manifestes - s'il en était besoin - les affinités entre les logiques de contrôle de Pôle emploi et celles de la police.

Nous nous opposons à l'injonction au travail en général, dans les secteurs en tension en particulier, et a fortiori dans les métiers de la sécurité. Nous nous opposons également à l'intensification des logiques de répression, qui frappe tout ce qui bouge et à la vidéo-surveillance algorithmique qui est précisément conçue à cette fin.

Cette action est dédiée aux blessés de Sainte-Soline.

Un groupe issu de l'AG du 9 mars contre les contre-réformes des retraites, de l'assurance-chômage et du RSA et la loi Darmanin version 2.

La Préfecture de police de Paris est en train d'organiser un recrutement à l'agence Pôle emploi Daviel, dans le 13e : «UN EMPLOI POUR TOUS A LA PRÉFECTURE DE POLICE». Il s'agit de recruter en CDD des candidats - plus ou moins volontaires - dans des métiers liés au numérique : dans les renseignements généraux, à la police judiciaire, au laboratoire central, ainsi qu'à « la direction de l'innovation, de la logistique et des technologies ».

La loi sur la vidéosurveillance automatisée (VSA) vient de passer, la police recrute ! Comme annoncé dans le Livre blanc du ministère de l'Intérieur (2019), l'État prend prétexte des J.O. de 2024 pour faire franchir plusieurs seuils au flicage généralisé. Le nouveau dispositif sécuritaire systématisé donc une surveillance en amont « des corps, des attributs physiques, des gestes, des silhouettes, des démarches » pour faire le tri de ceux jugés « suspects » selon les critères policiers (La Quadrature du net, « La France, premier pays d'Europe à légaliser la surveillance biométrique »).



pôle emploi

LE MAILLAGE RESSERRÉ DES LOGIQUES SÉCURITAIRES ET DE REMISE AU TRAVAIL À TOUT PRIX

L'État accroît les moyens de l'armée et des flics, et s'appuie massivement sur des sociétés privées pour développer des outils informatiques et recruter des agents de sécurité. Pôle emploi, dont les directions se font les leviers dociles de cette politique, organise des « marathons de la sécurité », finance avec la région des formations accélérées à ces métiers – tout en restreignant l'accès à d'autres formations –, et plus généralement met la pression aux chômeurs pour mieux grossir le contingent policier.

Si nous sommes tributaires - bien qu'à des degrés divers - des multiples logiques de contrôle de la police et de Pôle emploi, et qu'il nous est difficile de nous y soustraire, nous pouvons aussi faire obstacle à leur politique par notre présence concrète, comme aujourd'hui, dans cette agence.

POLICE EMPLOI N'AURA JAMAIS SI BIEN PORTÉ SON NOM

Il est rare que les relations entre l'intensification de l'exploitation des travailleurs, la remise au travail contrainte et les politiques sécuritaires soient aussi lisibles que dans la séquence présente, qui est marquée par les tentatives de passage en force de la réforme des retraites, la promulgation plus discrète de la loi Kasbarian (dite anti-squat), et bientôt la loi Darmanin, le RSA contre activité puis la future loi Travail.

Au chômage, dans l'emploi, dans la rue, contre les logiques sécuritaires et d'automatisation du contrôle, contre les logiques de remise au travail à tout prix, organisons-nous, et multiplions les initiatives !

Réforme RSA

Tous incompétents !
Des chiens d'la casse, février 2024

Compte-rendu d'une convocation obligatoire à une
information collective dans le cadre du dispositif RSA.
mai 2024

15h de trop !
Collectif Anti-France Travail, avril 2025

Assemblée contre la réforme RSA-France Travail,
AG RSA-France Travail Brest, avril 2025

Revendication du groupe de Résistance Au Travail
Obligatoire (Nord),
RATO, juin 2025

Tous Incompétents !

UNE FOIS CE TEST VALIDÉ,
IL PEUT POURSUIVRE SON APPRENTISSAGE
VERS LES COMPÉTENCES BLEUES.



Pôle Emploi est devenu France Travail ! Beau cadeau de nouvelle année de la part de l'État, le service qui vise à instaurer le « plein emploi » dans ce pays change de nom mais pas d'esprit : il va surtout aller encore plus loin dans le contrôle permanent des chômeurs, des RSAstes et des précaires pour instaurer un dilemme clair et limpide à tout ce petit monde : le travail ou la radiation ! Mais vu que le plein emploi n'existe plus depuis longtemps (Dieu merci !) - bien que tous les travaillistes, du gouvernement à la CGT, fassent semblant de ne pas le savoir - on a plutôt affaire ici avec la forme du travail, avec le temps qu'il prend à nos vies qu'il s'agit de ne pas laisser « s'éloigner de l'emploi », sous des formes dont l'absurdité ne fait que s'accroître : travailler à sa propre insertion pour en faire travailler d'autres à nous insérer.

France Travail, Pôle Emploi en pire

Avec la création du « Réseau pour l'Emploi » dont France Travail est maintenant la seule porte d'entrée (tous les sans-emploi auront l'obligation de s'y inscrire), l'État rassemble tous les organismes, publics et privés, chargés de l'emploi et de l'insertion, dont les agences d'intérim par exemple, dans un seul et même réseau, pour optimiser leur mainmise sur les allocataires.

Les chômeurs, les RSAstes (et leur ménage éventuel), les personnes accompagnées par les missions locales et les personnes handicapées en insertion auront toutes et tous l'obligation de s'inscrire sur les listes de demandeurs d'emplois, et seront liés à France Travail par le Contrat d'Engagement. Ce Contrat d'Engagement oblige « tous les inscrits en tant que demandeurs d'emplois à France Travail » (donc RSAstes, chômeurs, Contrat Engagement Jeune mais aussi potentiellement les bénéficiaires de l'allocation adulte handicapée) à 15 à 20h d'activité hebdomadaire en contrepartie de leurs allocations : ateliers, formations, « mises en situation professionnelle » (est-ce jouer à mimer le travail ? pour rester habitué ?), et ce, sans maximum d'horaires. Pour les employeurs, c'est bien pratique : aucun salaire ni cotisation à verser et une main d'œuvre en plus pour faire les sales besognes, à flux tendu, 3 jours ici, 2 jours-là, sans aucune garantie de poste dans le contrat.

Si le Contrat d'Engagement n'est pas respecté, France Travail pourra mobiliser une nouvelle mesure : la « suspension-remobilisation » : les allocations seront suspendues et versées rétroactivement si l'allocataire suspendu se remet à respecter le Contrat (avec peut-être la mise en place d'un maigre reste à vivre, ce qui n'a pas encore été décidé) : travail ou suspension ! Mais une fois suspendu, remobilisation, donc retravail mais en plus martial ! Une sorte de rééducation au travail par le chantage au revenu, en somme.

Outre ces mesures, depuis un certain moment, l'État durcit l'accès à l'assurance chômage en incitant les entreprises à signaler les travailleurs refusant des CDI, en mettant en place une présomption de démission en cas d'abandon de poste, en prévoyant des mesures pour limiter le nombre de ruptures conventionnelles ou en annonçant la suppression de l'ASS, dans le but de réduire drastiquement le nombre d'allocataires de l'assurance chômage. Le changement de l'âge plancher et l'allongement des années de cotisations pour l'accès à la pension-retraite relève de la même logique.

Le Réseau pour l'Emploi est aussi le moyen pour l'État d'avoir à disposition des données importantes sur tous ceux et celles qui zigzaguent entre chômage, RSA, un peu d'emploi puis re-chômage, afin d'adapter sa manière de les remettre au boulot : les données dont disposait Pole Emploi, les données sociales (situation familiale, hébergement) et les données médicales notamment pour les gens en situation de handicap, seront normalement disponibles pour les acteurs, privés et publics, du Réseau pour l'Emploi. En termes de santé par exemple, on se retrouve avec des Parcours Emploi Santé, composés d'entretiens réguliers avec des psy et des professionnels du monde de la santé, dont l'exercice du métier est maintenant uniquement orienté vers la reprise du travail du patient-allocataire. Ces professionnels sont employés afin par exemple de vous aider à identifier quels sont les gestes que vous ne pouvez pas faire pour raisons de santé et, par voie de conséquence, ceux que vous pouvez faire sans être gêné, histoire de bien établir quels emplois il serait possible de vous proposer afin de vous remettre au travail. D'ailleurs, les professionnels qui vous accompagnent sont tenus à un respect de la confidentialité, SAUF envers votre conseiller Pole Emploi/France Travail, celui-là même qui veut vous envoyer au turbin ! Finie la santé au travail, concept qui était déjà bien douteux tant le travail participe à l'esquinter, maintenant c'est la santé POUR le Travail !



Tous
incomptents

Ne nous insérons jamais !

Face au refus des tire-aux-flancs qui ne veulent pas aller au charbon, France Travail va bien évidemment continuer la fameuse « mission d'insertion professionnelle » qu'avait Pole Emploi. Et cette insertion, qui est un business à part entière avec ses acteurs, son marché, son économie, passe de manière assez centrale par l'acquisition progressive d'une multitude de compétences, qui n'en sont d'ailleurs pas vraiment, et qui peuvent être résumées par le réflexe pavlovien de tout bon conseiller en réinsertion : le savoir-être professionnel. Tout un arsenal de concepts évanescents établis par des chercheurs en sciences de l'éducation (qui trouvent là un débouché formidable pour leurs recherches) est mis en œuvre pour rendre soi-disant transparent le cadre dans lequel se retrouve pris l'allocataire en insertion. Des cohortes d'agents d'insertions travaillent à expliquer à des petits groupes de futurs insérés, à coups de stabilo sur des tableaux veleda, la différence fondamentale entre savoir, savoir-être et savoir-faire, savoir transversal et savoir relationnel, catégories nébuleuses qui ne servent qu'à faire croire que tout ça est pour le mieux dans le meilleur des mondes bien pensé et bien rangé... et faire avaler la couleuvre qui est : aucune qualification n'est nécessaire ni prise en compte pour travailler, la seule vertu, le seul apprentissage, la seule formation, c'est l'obéissance.

Dans les chantiers d'insertion par exemple, sorte de contrat précaire de 4 mois renouvelables 5 fois, on vous fait signer un contrat de « salarié polyvalent » à disposition de votre employeur (bien souvent la communauté de communes ou une autre entité administrative, qui peut vous envoyer faire ce qu'il veut). En quelques mois, il est possible d'enchaîner un bon nombre de tâches différentes, surtout dans les secteurs les plus difficiles (BTP, aide à la personne, secteur du nettoyage industriel, manutention...) où vous êtes la plupart du temps en aucun cas qualifié et dans des conditions de travail difficiles ou dangereuses. Peu importe, on apprend en faisant pour Pôle Emploi, et vous ressortez de ces quelques mois ou années avec un CV bien rempli, bardé de plein de nouveaux « savoir-être » et perclu de nouveaux « savoir-faire » transversaux et relationnels que vous, et surtout votre conseiller, pourrez mobiliser pour vous trouver un emploi ! Et vous voilà chair à canon de la remobilisation, nouvel Ouvrier Spécialisé de la restructuration actuelle du capital, la chaîne se diversifie, vous êtes prêt à tout accepter, votre contrat le stipule : vous êtes POLYVALENT.

Cette obsession pour les compétences et les savoirs-être est un leitmotiv pour les patrons et l'État, qui se voit de manière criarde dans le système scolaire. Dès le plus jeune âge, les élèves sont jugés en fonction de compétences qu'ils ont acquises ou pas, et qui peuvent dépasser les disciplines strictement scolaires pour déborder sur les fameuses « compétences psycho-sociales ».

Plus de mauvais élèves : tout le monde acquiert les compétences en question puisqu'elles sont pour l'État la clé de votre employabilité polyvalente : le système se veut formidablement inclusif et intégrateur. Couronnement du parcours d'acquisition de compétences « de la maternelle au marché de l'emploi » que se veut maintenant l'école, le SNU viendra apporter aux adolescents son surplus d'apprentissage de l'obéissance, du respect des institutions et du sacrifice de la vie pour la Nation, avec sa dose de caserne et sa dose de service civil pour fabriquer les petits soldats bardés de compétences de la remobilisation.

L'objectif est bien de conformer tout un chacun à ce que les patrons et l'État veulent de nous : arriver à l'heure, bien bosser, bien respecter, bien fermer sa gueule face à la hiérarchie et repartir chez soi, heureux d'avoir contribué au « plein-emploi » et au « réarmement économique de la nation » si possible !



Alors que ces dispositifs ont déjà été expérimentés dans plusieurs départements et qu'ils sont voués à être généralisés le 1er janvier 2025, il est urgent de commencer à se mobiliser contre ces mesures qui visent à généraliser l'exploitation et forcer les récalcitrants !

Ils veulent nous insérer dans le marché du travail, en nous rendant compétents, pétris de « savoir-être » et perclus de « savoir-faire » ! Continuons à trouver les moyens de tirer au flanc ! Esquivons autant que nous pouvons leurs chantiers de réinsertion où nous sommes une main d'œuvre larbinisée idéale à peu de frais pour l'État et les patrons, fuyons leurs formations visant à l'acquisition de compétences et de savoirs, qui sont des arguments en plus pour qu'ils nous trouvent un emploi.

Février 2024

Des Chiens d'la casse

Refusons cette vie au travail qui ne ressemble qu'à une longue punition.
A la guerre comme à la guerre, trouvons les moyens de se faire réformer

Devenons tous incomptents !

Contact et récits d'incompétences : tousincompetents@proton.me

Compte-rendu d'une convocation obligatoire à une information collective dans le cadre du dispositif RSA.

7 mai 2024

Comment la politique du département va faire baisser le nombre de RSASTES...

Ce vendredi 3 mai, nous étions une cinquantaine de personnes convoquées à la salle des fêtes de Pleyben, à une après-midi d'information collective obligatoire. Notre point commun était d'avoir un statut d'entreprise individuelle (travailleur indépendant, artiste, cotisant solidaire...) et de bénéficier du RSA.

Trois coachs internes du conseil départemental nous ont présenté brièvement la réforme du RSA et la signature du contrat d'engagement réciproque. Depuis le premier mai, la métropole brestoise est une zone test pour l'application des quinze heures hebdomadaires d'activité pour les bénéficiaires du RSA, et ce dispositif doit s'étendre à l'ensemble du pays le 1 janvier 2025. Les coachs nous ont détaillé le dispositif d'engagement réciproque : à l'issue de l'après-midi, chaque personne devait signer ce contrat. La signature de celui-ci nous engage à avoir un rendez-vous mensuel personnalisé pendant trois mois avec des objectifs réévalués et à accomplir pour le rendez-vous suivant. Toutes ces mesures sont présentées comme obligatoires, la non-signature de ce contrat entraînant la radiation du dispositif RSA. Ne pas se présenter à ces rendez-vous fixés doit entraîner une réduction du RSA et si les absences venaient à se répéter, elles entraîneraient une radiation du dispositif RSA. L'objectif affiché de ce coaching est notre sortie du dispositif RSA, soit par une augmentation de notre activité (mais « ne vous inquiétez pas, vous aurez d'autres formes d'aides comme la prime d'activité ») ou par un changement de voie professionnelle. Très peu d'informations ont été données sur les quinze heures d'activités, ni sur France Travail, même si les coachs nous ont dit que nous allions automatiquement être inscrits dans cette institution. Cette présentation a été très brève, une quinzaine de minutes, puis les coachs nous ont distribué les contrats d'engagement à pré-remplir. Ces nouvelles mesures rentrent dans le cadre du plan RSA, lancé par De Calan, ce plan « d'action renforcée » a pour objectif de supprimer 1000 allocataires du RSA d'ici la fin de l'année.

Puis a commencé la situation humiliante de faire la

queue pour passer individuellement devant un coach. Chaque personne devait répondre, entendue par tout le monde, aux questions de celui-ci, et définir des objectifs pour le premier rendez-vous individuel pour le mois prochain. Il s'agissait d'une situation infantilisante où les coachs nous dictaient quasiment ce que nous devions mettre sur nos papiers. Plutôt stressés pour la plupart, nous avons subi « l'excitation » des coachs, très enthousiastes d'être département test et de « pouvoir prendre de l'avance ». Personne ne semblait convaincu de ce qu'il y avait de bon pour nous dans cette situation, nous avons surtout entendu le côté obligatoire des choses, et que tout était fait pour que nous sortions du dispositif.

Nous sommes certains à avoir été abattus par cette réunion et à avoir craqué, et nous avons été contents de pouvoir échanger quelques mots sur le parking de la salle des fêtes à l'issue de la réunion. Alors, avant que chacun ne doive affronter seul, comme à l'habitude, ces rendez-vous, il semblait important à quelques personnes, de poser quelques questions.

Nous sommes des travailleurs individuels, et ceci fabrique une forme d'isolement : comment se soutenir collectivement dans ces situations ?

Le fait de prendre ces statuts est une dynamique nationale promue par le gouvernement Macron, où chaque personne devrait être auto-entrepreneur de lui-même, mais quand parler des aspects négatifs de ces statuts plutôt merdiques pour la plupart ?

Certains d'entre-nous ont été poussés à prendre des statuts individuels, notamment à Pôle Emploi, mais comment le contexte de crise économique, joue-t-il sur nos activités où certaines personnes peinent déjà à payer leur factures et à s'acheter à manger ?

Comment faire face cette situation étrange « d'être patron » et en fait d'être un précaire qui galère à payer les fins de mois ?

Bref, comment ne pas rester seul et arrêter de subir ?





Le 1er janvier, l'État a mis en place une réforme venant compléter toutes celles qu'il avait déjà entreprises : celle sur le RSA et plus généralement sur la nouvelle plateforme FRANCETRAVAIL. Cette réforme vise à centraliser et mieux connecter la CAF, Pôle Emploi pour plus de contrôles.

Maintenant si vous êtes chômeur.euses, à l'AAH, au RSA ou que vous êtes en couple avec un rsatiste vous êtes obligatoirement inscrits sur cette plateforme de malheur. Cerise sur le gâteau, la réforme compte aussi forcer les rsatistes, véritables « parasites » de la société, à aller bosser 15h minimum par semaine, gratos, pour pouvoir continuer à toucher cette somme faramineuse qu'est le RSA...

S'ajoutant aux dernières réformes sur le chômage et arrêts maladie qui baissent, on comprend que la chasse aux pauvres est ouverte. Or nous avons besoin de temps pour nous reposer, se poser et pouvoir s'organiser collectivement, lutter. Ne s'appliquant pas encore partout de manière brutale, sournoisement la réforme est bien là et on entrevoit déjà le bout de son nez : rendez-vous collectifs insupportables pour faire nos cvs, des job datings à la con pour trouver ton métier passion, des visios interminables, des ateliers pour apprendre à te vendre, des stages gratos dans des supermarchés, bosser gratuitement pour l'économie sociale et solidaire, pour des MJC et pourquoi pas dans des entrepôts Amazon. Il s'agit clairement d'une volonté de remettre la discipline au cœur du marché du travail, régulant la demande à coup de radiations.

L'ordre ainsi rétabli renforce la division entre travailleurs et travailleuses en nous mettant toujours plus en compétition. Travailleurs d'une entreprise en CDI vs intérimaires du RSA : qui sera le dernier debout ? Il en est de même pour les travailleurs sans papiers qui risquent à tout moment de perdre leur taf, voir d'être reconduits à la frontière s'ils n'acceptent pas d'être intégrés dans la société via le travail.

Nous sommes nombreux à se casser le dos au taf pour un salaire dérisoire pendant que les patrons se font toujours plus d'argent sur notre dos. Nous sommes aussi nombreux et nombreuses sans emplois, en galère de thunes, isolés. Les capitalistes nous vendent le travail comme seul moyen d'exister, de ne plus être seul, voir même que ce serait bon pour la santé. Pour nous le travail n'est autre qu'une obligation dont on ne peut pas se soustraire, parce qu'on doit payer notre loyer, bouffer, se soigner... C'est le passage obligatoire de tout exploité dans un système capitaliste. Nous, on veut se battre contre l'exploitation et l'abolir pour de bon !

C'est pourquoi nous allons visibiliser notre lutte partout où l'on se fait exploiter, de façon à rencontrer celles et ceux qui comme nous, ne veulent plus subir sans broncher. En allant frapper aux portes dans les entreprises ou administrations qui acceptent l'application de cette réforme dégueulasse. Mais aussi agir autant que nous le pourrons pour stopper la machine productive pour se dégager collectivement du temps.

Brisons la cadence qui nous fait marcher au pas !

**COLLECTIF
ANTI-
FRANCE
TRAVAIL**



**RENDEZ-VOUS
TOUS LES DERNIERS LUNDI DU
MOIS À 18H30 AU SQUARE DU
8 MAI 1945 POUR S'ORGANISER
ET S'ACTUALISER ENSEMBLE !**



antifrancetravail@proton.me

Assemblée contre la réforme RSA-France Travail

22 avril 2025

Assemblée mensuelle contre la réforme RSA-France Travai. Pour se rencontrer, s'informer et s'organiser contre la réforme. Stop aux contrôles ! Stop aux 15H ! RDV le jeudi 24 avril à 18H. Salle des syndicats Place Edouard Mazé à Brest

Le 1er janvier 2025, la loi pour le plein emploi est entrée en application. Elle prévoit de conditionner l'accès au RSA à l'inscription obligatoire à France-Travail, mais aussi à l'obligation d'effectuer 15 heures d'activités par semaine, avec pour objectif affiché, le retour à l'emploi pour un maximum de personnes.

En 2024, le Finistère s'était déjà positionné comme département pilote pour tester ce dispositif. Le président du département, Maël de Calan affiche désormais son bilan : de décembre 2023 à décembre 2024 on serait passé de 16 550 à un peu moins de 15 000 allocataires, contre environ 18 000 il y a trois ans. Alors comme le disait la propagande du département, ces personnes ont-elles trouvé un emploi ou alors la multiplication des contrôles a simplement conduit à des radiations en laissant de nombreuses personnes sur le carreau ?

Le premier bilan annoncé par le département semble trancher la question puisque sur les quelques 1590 alloca-

taires sortis du RSA en un an, 1200 le seraient par l'effet d'une radiation, notamment suite aux contrôles menés par l'administration (plus de 3000 sur l'année).

Pour nous, les objectifs du département et de l'état sont clairs : nous mettre la pression pour faire baisser les chiffres du chômage, réaliser des économies dans un contexte d'austérité, mais aussi priver de leur moyen de survie des dizaines de personnes.

Face à ce dispositif, il nous semble nécessaire de nous regrouper et de nous organiser, c'est pourquoi nous avons créé une assemblée :

Pour mettre en commun les difficultés rencontrées.

Pour élaborer des moyens d'action et de mobilisation sous les mots d'ordre « zéro sanctions, Zéro radiations ».

Pour ne plus faire face seul, mais se défendre collectivement.

RDV le jeudi 24 avril à 18H. Salle des syndicats Place Edouard Mazé à Brest

ag-rsa-francetravail-brest chez riseup.net



Revendications du groupe de Résistance Au Travail Obligatoire (Nord)

- juin 2025 -

- Suppression du conditionnement du RSA/CEJ/ARE :
 - de la limite d'âge
 - du flicage de la « recherche d'emploi »
 - de l'actualisation mensuelle, et hebdomadaire (15 à 20h)
 - de l'inscription obligatoire à France Travail
 - du contrat d'engagement
- Abrogation de la Loi Plein Emploi
 - Pas de chantage au travail forcé : suppression immédiate des sanctions sur les allocations, interdiction de leur automatisation.
- Choix laissé à l'allocataire de son projet professionnel.
- Des emplois dignes, décents, durables selon les critères choisis par chacun.e.
- Facilitation de l'accès aux allocations.
- Indexation des minimas sociaux sur l'inflation. Réévaluation du RSA à 1000€ et augmentation des allocations et salaires en proportion et mise en place de cotisations sociales sur le RSA
(SMIC à 1850€ net, AAH à 1450€, etc.)
- Pas de TVA sociale, pas de financement par l'impôt
(financement par cotisations)
- Pas de développement du Revenu Universel d'Activité.
- Fin des coach-emplois, retour des accompagnants RSA
(pas de flicage, encore moins par IA, mais de l'aide sociale)
- Suppression de la Direction du Retour à l'Emploi du Département du Nord.
- Démissions du président C. Poiret et du ministre M. Ferracci.

contact : rato59@hacari.com

Réflexions Inactuelles

Le travail est un crime
Herman J. Schuurman, 1924

Expérience de la vie d'usine
Simone Weil, 1941

L'établi
Robert Linhart, 1981

Lettre de non-motivation,
Julien Prévieux, 2000-2007

Le Travail est un crime

Herman J. Schuurman, 1924

Il y a, dans le langage, des mots et des expressions que nous devons supprimer, car ils désignent des concepts qui forment le contenu désastreux et corruiteur du système capitaliste. D'abord, le mot « travailler » (werken) et tous les concepts en rapport avec ce mot – travailleur ou ouvrier (werkman of worker) – temps de travail (werkijd) – salaire (werkloon) – grève (werkstaking) – chômeur (werkloos) – désœuvré (werkeloos). Le travail est le plus grand affront et la plus grande humiliation que l'humanité ait commis contre elle-même. Ce système social, le capitalisme, est basé sur le travail ; il a créé une classe d'hommes qui doivent travailler – et une classe d'hommes qui ne travaillent pas. Les travailleurs sont obligés de travailler, sinon ils n'ont qu'à mourir de faim. « Qui ne travaille pas ne mange pas », professent les possédants, qui prétendent par ailleurs que calculer et empocher leurs profits, c'est aussi travailler.

Il y a des chômeurs et des désœuvrés. Si les premiers sont sans travail sans y être pour rien, les seconds ne travaillent tout simplement pas. Les désœuvrés sont les exploiteurs, qui vivent du travail des travailleurs. Les chômeurs sont les travailleurs qu'on ne permet pas de travailler, parce qu'on ne peut pas en tirer profit. Les propriétaires de l'appareil de production ont fixé le temps de travail, ont installé des ateliers et ordonné à quoi et comment les travailleurs doivent travailler. Ceux-ci reçoivent juste assez pour ne pas mourir de faim, et sont à peine capables de nourrir leurs enfants dans leurs premières années. Puis ces enfants sont instruits à l'école juste assez pour pouvoir aller travailler à leur tour. Les possédants font également instruire leurs enfants, pour qu'ils sachent eux aussi comment diriger les travailleurs. Le travail est la grande malédiction. Il produit des hommes sans esprit et sans âme. Pour faire travailler les autres à son profit, on doit manquer de personnalité, et pour travailler on doit tout autant manquer de personnalité ; il faut ramper et trafiquer, trahir, tromper et falsifier. Pour le riche désœuvré, le travail (des travailleurs) est le moyen de se procurer une vie facile. Pour les travailleurs euxmêmes c'est un fardeau de misère, un mauvais sort imposé dès la naissance, qui les empêche de vivre décemment. Quand nous cesserons de travailler, enfin la vie commencera pour nous. Le travail est l'ennemi de la vie. Un bon travailleur est une bête de somme aux pattes rugueuses avec un regard abruti et sans vie. Quand l'homme deviendra conscient de la vie, il ne travaillera plus jamais. Je ne prétends pas qu'il faut tout simplement quitter son patron demain et voir ensuite comment bouffer sans travailler, en étant convaincu que la vie commence. Si on est contraint de vivre dans la déche, c'est déjà assez malheureux, le fait de ne pas travailler aboutissant dès lors, dans la plupart des cas, à vivre sur le dos des camarades qui ont du travail. Si tu es capable de gagner ta vie en pillant et en volant – comme disent les honnêtes citoyens – sans te faire exploiter par un patron, eh bien, vas-y ; mais ne crois pas pour autant que le grand problème soit résolu. Le travail est un mal social. Cette société

est ennemie de la vie et c'est seulement en la détruisant, puis toutes les sociétés de labeur qui suivront – c'est-à-dire en faisant révolution sur révolution – que le travail disparaîtra. C'est alors seulement que viendra la vie – la vie pleine et riche – où chacun sera amené, par ses purs instincts, à créer. Alors, de son propre mouvement, chaque homme sera créateur et produira uniquement ce qui est beau et bon : voilà ce qui est nécessaire. Alors il n'y aura plus d'hommes-travailleurs, alors chacun sera homme ; et par besoin vital humain, par nécessité intérieure, chacun créera de manière inépuisable ce qui, sous des rapports raisonnables, couvre les besoins vitaux. Alors il n'y aura que la vie – une vie grandiose, pure et cosmique, et la passion créatrice sera le plus grand bonheur de la vie humaine sans contrainte, une vie où l'on ne sera plus enchaîné par la faim ni par un salaire, par le temps ni par le lieu, et où l'on ne sera plus exploité par des parasites. Créer est une joie intense, travailler est une souffrance intense.

Sous les rapports sociaux criminels actuels, il n'est pas possible de créer. Tout travail est criminel. Travailler c'est collaborer à faire des bénéfices et à exploiter ; c'est collaborer à la falsification, à la fourberie, à l'empoisonnement ; c'est collaborer aux préparatifs de guerre ; c'est collaborer à l'assassinat de toute l'humanité. Le travail détruit la vie. Si nous avons bien compris ça, notre vie prendra un autre sens. Si nous sentons en nous-mêmes cet élan créateur, il s'exprimera par la destruction de ce système lâche et criminel. Et si, par la force des choses, nous devons travailler pour ne pas mourir de faim, il faut que par ce travail, nous contribuions à l'effondrement du capitalisme. Si nous ne travaillons pas à l'effondrement du capitalisme, nous travaillons à l'effondrement de l'humanité ! voilà pourquoi nous allons saboter consciemment chaque entreprise capitaliste. Chaque patron essuiera des pertes par notre fait. Là, où nous, jeunes révoltés, sommes obligés de travailler, les matières premières, les machines et les produits seront obligatoirement mis hors d'usage. À chaque instant les dents sauteront de l'engrenage, les couteaux et les ciseaux casseront, les outils les plus indispensables disparaîtront – et nous nous communiquerons nos recettes et nos moyens. Nous ne voulons pas crever à cause du capitalisme : voilà pourquoi le capitalisme doit crever à cause de nous. Nous voulons créer comme des hommes libres, pas travailler comme des esclaves ; pour cela nous allons détruire le système de l'esclavage. Le capitalisme existe par le travail des travailleurs, voilà pourquoi nous ne voulons pas être des travailleurs et pourquoi nous allons saboter le travail.

Expérience de la vie d'usine

(Extraits)

Simone Weil, 1941

[...]

De nos jours, ce n'est pas seulement dans les magasins, les marchés, les échanges, que les produits du travail entrent seuls en ligne de compte, et non les travaux qui les ont suscités. Dans les usines modernes il en est de même, du moins au niveau de l'ouvrier. La coopération, la compréhension, l'appréciation mutuelle dans le travail y sont le monopole des sphères supérieures. Au niveau de l'ouvrier, les rapports établis entre les différents postes, les

différentes fonctions, sont des rapports entre les choses et non entre les hommes. Les pièces circulent avec leurs fiches, l'indication du nom, de la forme, de la matière première ; on pourrait presque croire que ce sont elles qui sont les personnes, et les ouvriers qui sont des pièces interchangeables. Elles ont un état civil ; et quand il faut, comme c'est le cas dans quelques grandes usines, montrer en entrant une carte d'identité où l'on se trouve photographié

avec un numéro sur la poitrine, comme un forçat, le contraste est un symbole poignant et qui fait mal.

Les choses jouent le rôle des hommes, les hommes jouent le rôle des choses ; c'est la racine du mal. Il y a beaucoup de situations différentes dans une usine ; l'ajusteur qui, dans un atelier d'outillage, fabrique, par exemple, des matrices de presses, merveilles d'ingéniosité, longues à façonnier, toujours différentes, celui à ne perd rien en entrant dans l'usine ; mais ce cas est rare. Nombreux au contraire dans les grandes usines et même dans beaucoup de petites sont ceux ou celles qui exécutent à toute allure, par ordre, cinq ou six gestes simples indéfiniment répétés, un par seconde environ, sans autre répit que quelques courses anxieuses pour chercher une caisse, un régleur, d'autres pièces, jusqu'à la seconde précise où un chef vient en quelque sorte les prendre comme des objets pour les mettre devant une autre machine ; ils y resteront jusqu'à ce qu'on les mette ailleurs. Ceux-là sont des choses autant

qu'un être humain peut l'être, mais des choses qui n'ont pas licence de perdre conscience, puisqu'il faut toujours pouvoir faire face à l'imprévu. La succession de leurs gestes n'est pas désignée, dans le langage de l'usine, par le mot de rythme, mais par celui de cadence, et c'est juste, car cette succession est le contraire d'un rythme. Toutes les suites de mouvements qui participent au beau et s'accomplissent sans dégrader enfer-

ment des instants d'arrêt, brefs

comme l'éclair, qui constituent le secret du rythme et donnent au spectateur, à travers même l'extrême rapidité, l'impression de la lenteur. Le coureur à pied, au moment qu'il dépasse un record mondial, semble glisser lentement, tandis qu'on voit les coureurs médiocres se hâter loin derrière lui ; plus un paysan fauche vite et bien, plus ceux qui le regardent sentent que, comme on dit si justement, il prend tout son temps. Au contraire, le spectacle de manœuvres sur machines est presque toujours celui d'une précipitation misérable d'où toute grâce et toute dignité sont absentes. Il est naturel à l'homme et il lui convient de s'arrêter quand il a fait quelque chose, fûtce l'espace d'un éclair, pour en prendre conscience, comme Dieu dans la Genèse ; cet éclair de pensée, d'immobilité et d'équilibre, c'est ce qu'il faut apprendre à supprimer entièrement dans l'usine, quand on y travaille. Les manœuvres sur machines n'atteignent la cadence exigée que si les gestes d'une seconde se succèdent d'une manière ininterrompue et presque comme le tic-tac d'une horloge, sans rien qui marque jamais que quelque chose est fini et qu'autre chose commence. Ce tic-tac dont on ne peut supporter d'écouter longtemps la morne monotonie, eux doivent presque le reproduire avec leur corps. Cet enchaînement ininterrompu tend à plonger dans une espèce de sommeil, mais il faut le supporter sans dormir. Ce n'est pas seulement un supplice ; s'il n'en résultait que de la souffrance, le mal serait moindre qu'il n'est. Toute action humaine exige un mobile qui fournit l'énergie nécessaire pour l'accomplir, et elle est bonne ou mauvaise selon que le mobile est élevé ou bas. Pour se plier à la passivité épuisante qu'exige l'usine, il faut chercher des mobiles en soi-même, car il n'y a pas de fouets, pas de chaînes ; des fouets, des chaînes rendraient peut-être la transformation plus facile. Les conditions mêmes du travail empêchent que puissent intervenir d'autres mobiles que la crainte des réprimandes et du renvoi, le désir avide d'accumuler des sous, et, dans une certaine mesure, le goût des records de vitesse. Tout concourt pour rappeler ces mobiles à la pensée et les transformer en obsessions ; il n'est jamais fait appel à rien de plus élevé ; d'ailleurs ils doivent devenir obsédants pour être assez efficaces. En même temps que ces mobiles occupent l'âme, la pensée se rétracte sur un point du temps pour éviter la souffrance, et la conscience s'éteint autant que les nécessités du travail le permettent. Une force presque irrésistible, comparable à la pesanteur, empêche alors

de sentir la présence d'autres êtres humains qui peinent eux aussi tout près ; il est presque impossible de ne pas devenir indifférent et brutal comme le système dans lequel on est pris ; et réciproquement la brutalité du système est reflétée et rendue sensible par les gestes, les regards, les paroles de ceux qu'on a autour de soi. Après une journée ainsi passée, un ouvrier n'a qu'une plainte, plainte qui ne parvient pas aux oreilles des hommes étrangers à cette condition et ne leur dirait rien si elle y parvenait ; il a trouvé le temps long.

Le temps lui a été long et il a vécu dans l'exil. Il a passé sa journée dans un lieu où il n'était pas chez lui ; les machines et les pièces à usiner y sont chez elles, et il n'y est admis que, pour approcher les pièces des machines. On ne s'occupe que d'elles, pas de lui ; d'autres fois on s'occupe trop de lui et pas assez d'elles, car il n'est pas rare de voir un atelier où les chefs sont occupés à harceler ouvriers et ouvrières, veillant à ce qu'ils ne lèvent pas la tête même le temps d'échanger un regard, pendant que des monceaux de ferraille sont livrés à la rouille dans la cour. Rien n'est plus amer. Mais que l'usine se défende bien ou mal contre le coulage, en tout cas l'ouvrier sent qu'il n'y est pas chez lui. Il y reste étranger. Rien n'est si puissant chez l'homme que le besoin de s'approprier, non pas juridiquement, mais par la pensée, les lieux et les objets parmi lesquels il passe sa vie et dépense la vie qu'il a en lui ; une

cuisinière dit « ma cuisine », un jardinier dit « ma pelouse », et c'est bien ainsi. La propriété juridique n'est qu'un des moyens qui procurent un tel sentiment, et l'organisation sociale parfaite serait celle qui par l'usage de ce moyen et des autres moyens donnerait ce sentiment à tous les êtres humains. Un ouvrier, sauf quelques cas trop rares, ne peut rien s'approprier par la pensée dans l'usine. Les machines ne sont pas à lui ; il sert l'une ou l'autre selon qu'il en reçoit l'ordre. Il les sert, il ne s'en sert pas ; elles ne sont pas pour lui un moyen d'amener un morceau de métal à prendre une certaine forme, il est pour elles un moyen de leur amener des pièces en vue d'une opération dont il ignore le rapport avec celles qui précèdent et celles qui suivent.

Les pièces ont leur histoire ; elles passent d'un stade de fabrication à un autre ; lui n'est pour rien dans cette histoire, il n'y laisse pas sa marque, il n'en connaît rien. S'il était curieux, sa curiosité ne serait pas encouragée, et d'ailleurs la même douleur sourde et permanente qui empêche la pensée de voyager dans le temps l'empêche aussi de voyager à travers l'usine et la cloue en un point de l'espace, comme au moment présent. L'ouvrier ne sait pas ce qu'il produit, et par suite il n'a pas le sentiment d'avoir produit, mais de s'être épousé à vide. Il dépense à l'usine, parfois jusqu'à l'extrême limite, ce qu'il a de meilleur en lui, sa faculté de penser, de sentir, de se mouvoir ; il les dépense, puisqu'il en est vidé quand il sort ; et

pourtant il n'a rien mis de lui-même dans son travail, ni pensée, ni sentiment, ni même, sinon dans une faible mesure, mouvements déterminés par lui, ordonnés par lui en vue d'une fin. Sa vie même sort de lui sans laisser aucune marque autour de lui. L'usine crée des objets utiles, mais non pas lui, et la paie qu'on attend chaque quinzaine par files, comme un troupeau, paie impossible à calculer d'avance, dans le cas du travail aux pièces, par suite de l'arbitraire et de la complication des comptes, semble plutôt une aumône que le prix d'un effort. L'ouvrier, quoique indispensable à la fabrication, n'y compte presque pour rien, et c'est pourquoi chaque souffrance physique inutilement imposée, chaque manque d'égard, chaque brutalité, chaque humiliation même légère semble un rappel qu'on ne compte pas et qu'on n'est pas chez soi. On peut voir des femmes attendre dix minutes devant une usine sous des torrents de pluie, en face d'une porte ouverte par où passent des chefs, tant que l'heure n'a pas sonné ; ce sont des ouvrières ; cette porte leur est plus étrangère que celle de n'importe quelle maison inconnue où elles entreraient tout naturellement pour se réfugier. Aucune intimité ne lie les ouvriers aux lieux et aux objets parmi lesquels leur vie s'épuise, et l'usine fait d'eux, dans leur propre pays, des étrangers, des exilés, des déracinés. Les revendications ont eu moins de part dans l'occupation des usines que le besoin de s'y sentir au moins une fois chez soi. Il faut que la vie sociale soit corrompue jusqu'en son centre lorsque les ouvriers se sentent chez eux dans l'usine quand ils font grève, étrangers quand ils travaillent. Le contraire devrait être vrai. Les ouvriers ne se sentiront vraiment chez eux dans leur pays, membres responsables du pays, que lorsqu'ils se sentiront chez eux dans l'usine pendant qu'ils y travaillent.

[...]

Si quelqu'un, venu du dehors, pénètre dans une de ces îles et se soumet volontairement au malheur, pour un temps limité, mais assez long pour s'en pénétrer, et s'il raconte ensuite ce qu'on éprouve, on pourra facilement contester la valeur de son témoignage. On dira qu'il a éprouvé autre chose que ceux qui sont là d'une manière permanente. On aura raison s'il s'est livré seulement à l'introspection ; de même s'il a seulement observé. Mais si, étant parvenu à oublier qu'il vient d'ailleurs, retournera ailleurs, et se trouve là seulement pour un voyage, il compare continuellement ce qu'il éprouve pour lui-même à ce qu'il lit sur les visages, dans les yeux, les gestes, les attitudes, les paroles, dans les événements petits et grands, il se crée en lui un sentiment de certitude, malheureusement difficile à communiquer. Les visages contractés par l'angoisse de la journée à traverser et les yeux douloureux dans le métro du matin ; la fatigue profonde, essentielle, la fatigue d'âme encore plus que de corps, qui marque les attitudes, les regards et le pli des

lèvres, le soir, à la sortie ; les regards et les attitudes de bêtes en cage, quand une usine, après la fermeture annuelle de dix jours, vient de rouvrir pour une interminable année ; la brutalité diffuse et qu'on rencontre presque partout ; l'importance attachée par presque tous à des détails petits par euxm êmes, mais douloureux par leur signification symbolique, tels que l'obligation de présenter une carte d'identité en entrant ; les vantardises pitoyables échangées parmi les troupeaux massés devant la porte des bureaux d'embauche, et qui, par opposition, évoquent tant d'humiliations réelles ; les paroles incroyablement dououreuses qui s'échappent parfois, comme par inadvertance, des lèvres d'hommes et de femmes semblables à tous les autres ; la haine et le dégoût de l'usine, du lieu du travail, que les paroles et les actes font si souvent apparaître, qui jette son ombre sur la camaraderie et pousse ouvriers et ouvrières, dès qu'ils sortent, à se hâter chacun chez soi presque sans échanger une parole ; la joie, pendant l'occupation des usines, de posséder l'usine par la pensée, d'en parcourir les parties, la fierté toute nouvelle de la montrer aux siens et de leur expliquer où on travaille, joie et fierté fugitives qui exprimaient par contraste d'une manière si poignante les douleurs permanentes de la pensée clouée ; tous les remous de la classe ouvrière, si mystérieux aux spectateurs, en réalité si aisés à comprendre ; comment ne pas se fier à tous ces signes, lorsqu'en même temps qu'on les lit autour de soi on éprouve en soim ême tous les sentiments correspondants ?

L'usine devrait être un lieu de joie, un lieu où, même s'il est inévitable que le corps et l'âme souffrent, l'âme puisse aussi pourtant goûter des joies, se nourrir de joies. Il faudrait pour cela y changer, en un sens peu de choses, en un sens beaucoup. Tous les systèmes de réforme ou de transformation sociale portent à faux ; s'ils étaient réalisés, ils laisseraient le mal intact ; ils visent à changer trop et trop peu, trop peu ce qui est la cause du mal, trop les circonstances qui y sont étrangères. Certains annoncent une diminution, d'ailleurs ridiculement exagérée, de la durée du travail ; mais faire du peuple une masse d'oisifs qui seraient esclaves deux heures par jour n'est ni souhaitable, quand ce serait possible, ni moralement possible, quand ce serait possible matériellement. Nul n'accepterait d'être esclave deux heures ; l'esclavage, pour être accepté, doit durer assez chaque jour pour briser quelque chose dans l'homme. S'il y a un remède possible, il est d'un autre ordre et plus difficile à concevoir. Il exige un effort d'invention. Il faut changer la nature des stimulants du travail, diminuer ou abolir les causes de dégoût, transformer le rapport de chaque ouvrier avec le fonctionnement de l'ensemble de l'usine, le rapport de l'ouvrier avec la machine, et la manière dont le temps s'écoule dans le travail.

[...]

Le temps et le rythme sont le facteur le plus important du problème ouvrier. Certes le travail n'est pas le jeu ; il est à la fois inévitable et convenable qu'il y ait dans le travail de la monotonie et de l'ennui, et d'ailleurs il n'est rien de grand sur cette terre, dans aucun domaine, sans une part de monotonie et d'ennui. Il y a plus de monotonie dans une messe en chant grégorien ou dans un concerto de Bach que dans une opérette. Ce monde où nous sommes tombés existe réellement ; nous sommes réellement chair ; nous avons été jetés hors de l'éternité ; et nous devons réellement traverser le temps, avec peine, minute après minute. Cette peine est notre partage, et la monotonie du travail en est seulement une forme. Mais il n'est pas moins vrai que notre pensée est faite pour dominer le temps, et que cette vocation doit être préservée intacte en tout être humain. La succession absolument uniforme en même temps que variée et continuellement surprenante des jours, des mois, des saisons et des années convient exactement à notre peine et à notre grandeur. Tout ce qui parmi les choses humaines est à quelque degré beau et bon reproduit à quelque degré ce mélange d'uniformité et de variété ; tout ce qui en diffère est mauvais et dégradant. Le travail du paysan obéit par nécessité à ce rythme du monde ; le travail de l'ouvrier, par sa nature même, en est dans une large mesure indépendant, mais il pourrait l'imiter. C'est le contraire qui se produit dans les usines. L'uniformité et la variété s'y mélangent aussi, mais ce mélange est l'opposé de celui que procurent le soleil et les astres ; le soleil et les astres emplissent d'avance le temps de cadres faits d'une variété limitée et ordonnée en retours réguliers, cadres destinés à loger une variété infinie d'événements absolument imprévisibles et partiellement privés d'ordre ; au contraire, l'avenir de celui qui travaille dans une usine est vide à cause de l'impossibilité de prévoir, et plus mort que du passé à cause de l'identité des instants qui se succèdent comme les tic-tac d'une horloge. Une uniformité qui imite les mouvements des horloges et non pas ceux des constellations, une variété qui exclut toute règle et par suite toute prévision, cela fait un temps inhabitable à l'homme, irrespirable.

[...]

L'Établi

(Extraits)

Robert Linhart, 1981

Fin de la pause, reprise. Tintamarre de la chaîne. Une nouvelle carrosserie s'avance, lente et menaçante : il va falloir refaire les gestes pour de vrai. Vite, le chalumeau, ah non ! j'oubliais, les gants d'abord, où est l'étain ? Bon sang, qu'elle avance vite, déjà au milieu du parcours, un coup de flamme, merde ! trop d'étain, rattraper ça à la palette, il y en a partout... Mouloud me l'enlève des mains. Encore un essai... Non, ça ne va pas. Je suis consterné, je dois lancer à Mouloud un regard chaviré, il me dit : « T'en fais pas, va, c'est toujours un peu dur au début, repose-toi, laisse-moi faire. » Une nouvelle fois je suis sur le bord, à regarder, impuissant : la chaîne m'a rejeté. Pourtant, elle paraît avancer si lentement...

Mouloud renonce à me confier à nouveau les outils.

« Ça ira mieux demain, va, faut pas t'en faire. » Nous parlons de son propre commencement à ce poste, il y a longtemps : û a pris le coup de main assez vite, mais au début, ce n'est pas commode... Maintenant, il a une vieille expérience de la soudure à l'étain et il fait cela machinalement.

Au fait, soudeur, j'ai entendu dire que c'est un métier. Quelle qualification a-t-il, Mouloud ? Je lui demande comment Citroën le classifie. « M. 2 », répond-il, laconique. Manœuvre.

Je m'étonne. Il n'est que manœuvre ? Ce n'est quand même pas si facile, la soudure à Pétain. Et moi qui ne sais rien faire, on m'a embauché comme « ouvrier spécialisé » (O. S. 2, dit le contrat) : O. S., dans la hiérarchie des pas-grand-chose, c'est pourtant au-dessus de manœuvre... Mouloud, visiblement, n'a pas envie de s'étendre. Je n'insiste pas. A la première occasion, je me renseignerai sur les principes de classification de Citroën. Quelques jours plus tard, un autre ouvrier me les donnera. Il y a six catégories d'ouvriers non qualifiés. De bas en haut : trois catégories de manœuvres (M. 1., M. 2, M. 3) ; trois catégories d'ouvriers spécialisés (O. S. 1, O. S. 2, O. S. 3). Quant à la répartition, elle se fait d'une façon tout à fait simple : elle est raciste. Les Noirs sont M. 1, tout en bas de l'échelle. Les Arabes sont M. 2 ou M. 3. Les Espagnols, les Portugais et les autres immigrés européens sont en général O. S. 1. Les Français sont, d'office, O.S.2. Et on devient O. S. 3 à la tête du client, selon le bon vouloir des chefs. Voilà pourquoi je suis ouvrier spécialisé et Mouloud manœuvre, voilà pourquoi je gagne quelques centimes de plus par heure, quoique je sois incapable de faire son travail. Et après, on ira faire des statistiques subtiles sur la « grille des classifications », comme disent les spécialistes.

Voilà. Mouloud vient de finir sa dernière voiture. La cent quarante-huitième de la journée. Il est six heures

moins le quart. La chaîne s'immobilise. Le bruit cesse. « Salut », me dit Mouloud, « à demain... T'en fais pas, va, ça ira mieux. » Il file vers le vestiaire. Je reste un instant dans l'atelier qui se vide, la tête bourdonnante, les jambes incertaines. Quand je m'engage dans l'escalier, bon dernier, il n'y a plus personne en vue. Les lumières se sont éteintes et les carrosseries immobiles, masses sombres, attendent l'aube de la reprise.

Je rentre, éteinte et anxieux. Pourquoi tous mes membres sont-ils douloureux ? Pourquoi ai-je mal à l'épaule, aux cuisses ? Le chalumeau et la palette n'étaient pourtant pas si lourds à porter... Sans doute la répétition de mouvements identiques. Et la tension pour maîtriser ma maladresse. Et d'être resté debout tout ce temps : dix heures. Mais les autres le font aussi. Sont-ils aussi épuisés ?

Je pense : inaptitude de l'intellectuel à l'effort physique. Naïveté. Il ne s'agit pas seulement de l'effort physique. Le premier jour d'usine est terrifiant pour tout le monde, beaucoup m'en parleront ensuite, souvent avec angoisse. Quel esprit, quel corps peut accepter sans un mouvement de révolte de s'asservir à ce rythme anéantissant, contre nature, de la chaîne ? L'insulte et l'usure de la chaîne, tous l'éprouvent avec violence, l'ouvrier et le paysan, l'intellectuel et le manuel, l'immigré et le Français. Et il n'est pas rare de voir un nouvel embauché prendre son compte le soir même du premier jour, affolé par le bruit, les éclairs, le monstrueux étirement du temps, la dureté du travail indéfiniment répété, l'autoritarisme des chefs et la sécheresse des ordres, la morne atmosphère de prison qui glace l'atelier. Des mois et des années là-dedans ? Comment l'imaginer ? Non, plutôt la fuite, la misère, l'incertitude des petits boulots, n'importe quoi !

Et moi, l'établi, est-ce que je vais y arriver ? Que se passera-t-il si demain je ne parviens toujours pas à faire ces soudures ? Me mettront-ils à la porte ? Quelle dérision ! Une journée et demie d'établissement... et la porte pour incapacité ! Et les autres, ceux qui n'ont pas de diplômes et qui ne sont ni costauds ni habiles de leurs mains, comment font-ils pour gagner leur vie ?

La nuit. Je n'arrive pas à trouver le sommeil. Dès que je ferme les yeux, je vois défiler les 2 CV, processus de carrosseries grises. Je revois la revue porno de Sadok au milieu des sandwichs et des bidons d'huile et de la ferraille. Tout est laid. Et ces 2 CV, cette file infinie de 2 CV... La sonnerie du réveil ! Déjà six heures ? Je suis courbatu, aussi épuisé qu'hier soir. Qu ai-je fait de ma nuit ?

**Vous avez
- de 26 ans**

Et vous avez envie de... REUSSIR...

A l'issue d'un Contrat de Qualification de 6 ou 9 mois (rémunéré 65% du SMIC dans tous les cas) dans l'un de nos centres de formation nous vous proposons un emploi dans la grande région de votre choix

CHOISISSEZ VOTRE MÉTIER, NOUS ASSURONS VOTRE FORMATION

Vous avez moins de 26 ans et un niveau BAC à BAC+2 devenez rapidement

RESPONSABLE ENSEIGNE BRICOLAGE
RESPONSABLE DE SECTEUR ALIMENTAIRE (FUTURS DIRECTEURS)
RESPONSABLE SECTEUR CAISSE / FICHIER ARTICLE
GESTIONNAIRE COMPTABLE

Pour postuler : merci de nous envoyer votre dossier de candidature (CV + lettre de motivation + photo) à **EFFCAD - 50 avenue Georges Boillot - 91310 Linas**
Tél : 01 69 80 33 07
mail : bvilmain@mousquetaires.com


Les Mousquetaires
0311738

Objet : candidature pour un métier

Le 14/03/2004,

Madame, Monsieur,

Je vous écris suite à votre annonce parue dans le journal « Le marché du travail ». J'ai l'impression que vous vous êtes trompés dans la rédaction de votre offre d'emploi : « Et vous avez envie de... réussir... », soyez rémunéré à 65% du SMIC pendant 6 ou 9 mois. Je n'ai pas saisi le rapport de cause à effet entre une envie de réussir apparemment débordante et un salaire si réduit. Une coquille a dû se glisser malencontreusement dans le texte, à moins qu'un si minuscule salaire donne par lui-même l'envie de réussir en quittant immédiatement son poste. Dans ce cas, il semble que le candidat potentiel préfère choisir d'aller voir vos concurrents avant de rentrer en contact avec votre entreprise. Paradoxe flagrant que je vous laisse essayer de démêler. Pour ma part, je refuse votre offre en vous demandant à l'avenir d'éviter ce genre de bêtises.

Dans l'attente d'une réponse de votre part, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Archon Group France

Administrateur base de données junior

Filiale d'une banque d'affaires américaine, ARCHON Group (France) est une entreprise de 360 personnes, spécialisée dans la gestion de patrimoine immobilier et de portefeuilles de créances immobilières. Nous souhaitons renforcer nos équipes afin d'accompagner notre fort développement.

Vous assurerez l'intégrité des données de la base, le chargement de données provenant d'autres systèmes (via SQLPlus). Vous aurez pour mission d'administrer les données de la base (crée sous Oracle) et de veiller au respect des contraintes du système.

Pour ce poste, vous justifiez d'une première expérience similaire significative. Vous maîtrisez les bases de données et le langage SQL. La connaissance d'Oracle et/ou d'Infomaker (outil de requêtes) serait un plus.

Poste en CDI.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, sous réf. ABDJ 6/03, à la DRH d'Archon Group (France), 53 rue de Châteaudun, 75009 Paris.

MEDIASYSTEM

Réf. : ABDJ 6/03

Le 30/03/00,

Madame, Monsieur,

Je vous écris suite à votre annonce parue dans le journal "Carrières et Emplois". Je jure que je n'ai rien fait de mal. Je jure que je n'ai jamais agi dans l'intention de nuire. Je jure que, même si certaines fois j'ai pu faire des erreurs, cela n'était pas de manière intentionnelle. J'ai toujours mené une existence paisible. Je paye mes impôts. Je ne bois pas plus que de raison (si cela m'est arrivé, je n'ai pas pris ma voiture pour rentrer chez moi). Je ne me drogue pas. J'aime les animaux. Je ne vole pas. J'achète des produits de grande consommation comme tout le monde. Je me connecte souvent à Internet. Je regarde la télévision. Je fais du sport pour garder la santé. Plus tard, je voudrais un enfant ou deux et un chien. J'ai aussi l'intention de devenir propriétaire foncier et peut être d'acheter des actions. J'ai des témoins qui m'ont vu ne rien faire. Je ne comprends pas de quoi je suis coupable. Je ne comprends pas pourquoi vous voulez me punir aux travaux forcés sur des bases de données. Le supplice est démesuré par rapport à mes minuscules erreurs (quelques anniversaires non souhaités, le gazon du jardin mal tondu, une absence ou deux à l'école non justifiées).

Je vous en prie, ne m'embauchez pas.

Dans l'attente d'une réponse rapide de votre part, je vous prie, Madame, Monsieur, de bien vouloir agréer l'expression de mes sentiments distingués.

Postes CDI à pourvoir sur Lyon et Paris ►

DIMENSION CETELEM ►

Jeune diplômé(e) d'un Bac + 2 à 4 ?

Cetelem, leader européen du crédit à la Consommation, filiale du groupe BNP-Paribas recrute ! Rejoignez l'une de nos équipes parisiennes ou en région, pour un premier métier axé sur la vente de nos produits à une clientèle de particuliers. Sens commercial, réactivité et volonté de travailler en équipe sont vos atouts majeurs. Nous saurons vous apporter la formation nécessaire à vos besoins et répondre à votre désir d'évoluer.

recrute.cetelem.fr

Merci d'adresser votre dossier, sous réf. Mdt/0803, à CETELEM, 20 avenue Georges Pompidou, 92595 Levallois-Perret cedex. Pour plus d'informations, connectez-vous sur recrute.cetelem.fr

cetelem

Gérardine Tell / Photo : Patrick Faure

Référence : Mdt/0803

Le 26/08/2003,

Madame, Monsieur,

Je vous écris suite à votre annonce parue dans le journal « Le marché du travail ». Hier, j'ai mis un point final à un texte singulier où je vous exposais de manière exhaustive l'ensemble de mes capacités. Cette lettre de motivation était exemplaire : pleine de faits hauts en couleur, elle décrivait dans un style contemporain et dynamique l'avantage d'un partenariat entre votre entreprise et moi-même en égrenant les brillantes étapes d'une collaboration assurément glorieuse. Pour parfaire l'ensemble j'avais introduit quelques souvenirs captivants d'expériences passées. A vrai dire, rien ne manquait : j'avais toutes les qualités requises, non seulement pour le poste proposé mais aussi pour d'autres emplois largement plus prestigieux. Mais ce matin, en souhaitant mettre la lettre sous pli, je m'apercevais de son incroyable absence. Disparue, effacée ou subtilisée par un concurrent mal intentionné ? Les intestins littéralement perforés par l'effroi, je retournai l'ensemble de mon modeste appartement... sans succès. Le dommage était considérable car je ne me sentais plus la force de recommencer ce travail fastidieux qui m'avait accaparé pendant dix-huit jours et dix-sept nuits. Je me vois, par conséquent, dans l'obligation de refuser ce poste (peut-être recevrez-vous ma lettre signée de la main d'un autre...). Vous excuserez sûrement l'absence de curriculum vitae, qui a, lui aussi, disparu !

Je vous prie, Madame, Monsieur, d'agréer l'expression de mes sentiments distingués.



Édité par la CAT, Collectif Anti Travail, décembre 2025

